

La balafre du Lac

Jean-François Bastin, 2016

Le Burundi et moi. On me demande de raconter notre histoire. Et puis je tombe sur cette phrase à la page 54 du roman de Laurent Binet *La septième fonction du langage*¹ : « On échoue toujours à parler de ce qu'on aime ». Une phrase attribuée à Roland Barthes par Binet, et qu'il imagine tapée sur une feuille engagée dans une machine à écrire sur le bureau de « RB ». Cette phrase me trouble. Ces deux verbes, au moment où je m'apprête à écrire : échouer et aimer... Si je comprends bien, pour ne pas échouer à raconter cette histoire, j'ai intérêt à ne pas aimer le Burundi. Autant me demander de me taire, je préfère échouer, telle est ma première réaction. La seconde est une interrogation : est-ce que j'aime le Burundi ? Que peuvent bien signifier ces mots, est-ce qu'on aime jamais un pays, comme ça, tout compris, cuisine et paysages, musique et vêtements, culture et sentiments, peuple et dirigeants selon la formule fameuse de Wilfried Martens à propos du Zaïre et de Mobutu ? Non bien sûr, mais cette phrase m'oblige d'emblée à préciser l'objet de mon récit, il est double, indissociable, nous sommes deux. Ni moi, ni le Burundi : nous. Comme souvent dans la vie, c'est le hasard qui nous a mis en présence, puis la nécessité qui nous a poursuivis. J'essayerai d'être juste et sans complaisance, sans chercher à justifier quiconque, attentif au message de Braudel² : « Ainsi suis-je toujours tenté, devant un homme, de le voir enfermé dans un destin qu'il fabrique à peine, dans un paysage qui dessine derrière lui et devant lui les perspectives infinies de la *longue durée* ».

1

Aussi loin que je me souviene, il y a toujours eu des militaires à l'entrée de la Radio nationale, avenue du 13 octobre, en surplomb du lac Tanganyika. Depuis 1980, quels que soient les régimes, ils n'ont pas bougé, éternellement sanglés dans leur uniforme kaki, montant la garde comme s'ils protégeaient le palais présidentiel ou le trésor de la république. Presque tout a changé au Burundi depuis le jour où j'ai franchi ce portail pour la première fois, eux pas, ils sont toujours là, incarnant la continuité, assurant la permanence d'un système qui ne veut pas mourir.

¹ Éd. Grasset, 2015.

² *La Méditerranée*, tome 2, p.520, Éd. Armand Colin, 1966.

C'était un jour de février 1980, je travaillais à la radio belge, je venais à la radio burundaise pour enregistrer un billet et l'envoyer à Bruxelles. De bons vieux studios aux murs capitonnés qui me rappelaient ceux de Flagey, récemment délaissés pour le Boulevard Reyers. Mais d'abord, à l'entrée des bâtiments, ces soldats de plomb qui personnifiaient le régime d'alors. Le président était un colonel, il s'appelait Jean-Baptiste Bagaza, il avait pris le pouvoir quatre ans plus tôt en évinçant un autre colonel, Michel Micombero. Les deux officiers étaient de la même colline, Rutovu, leur pouvoir était clanique, militaro-clanique si vous préférez. Personne n'a été étonné quelques années plus tard quand le major Pierre Buyoya a éjecté Bagaza de son trône : lui aussi était de Rutovu, à deux pas de la source du Nil ! De cette colline, le pouvoir semblait jaillir comme l'eau du fleuve pharaonien. Chacun son tour. Le temps au Burundi semblait réglé par cette succession des mêmes, par cet écoulement de militaires taillés sur mesure, pétris dans la même glaise.

Mais il ne faut jamais se fier aux apparences. Depuis, tout a changé au Burundi, et rien n'a changé. En ce mois de mai 2016 il y a des barbelés tout autour de la Radio nationale. Ils portent le nom déconcertant de *concertina*, ces rouleaux de fil de fer hérissés de lames de rasoir dont raffolent tous les oppresseurs. L'avenue est barrée et la circulation détournée. Les militaires sont surarmés, le personnel de la station est fouillé chaque jour, tout le monde est suspect, la mort est au coin de chaque rue. Cette impression de revenir vingt ans en arrière, au plus fort de la guerre. Et pourtant, que d'événements depuis lors, et au-delà, en remontant à cette année 1980 : les discriminations, le racisme ethnique, les révoltes, la démocratie électorale, l'assassinat du président élu, les rébellions, la guerre civile, l'armistice puis la démocratie encore, à pas lents et trébuchants, puis enfin cette sorte de trou noir où tout recommence à disparaître. En 1980, Bagaza se croyait président à vie d'un pays dont il avait décidé de figer la sociologie, une bonne fois pour toutes. Aux Hutu le travail des champs et la vie à la campagne, des emplois subalternes dans la fonction publique et les quelques exceptions d'usage, pour mettre un peu de vernis sur l'apartheid. Aux Tutsi l'université, l'armée, les affaires, bref le pouvoir. Hutu, Tutsi : les grands mots sont lâchés. Il faut donc les expliquer, les préciser, les définir en somme, essayer encore et encore. Des tonnes de littérature coloniale et postcoloniale n'y ont pas suffi, mais comment faire autrement ? Ces mots résonnent, ils servent encore tous les jours dans la presse mondiale, sans que ceux qui les utilisent les comprennent vraiment, ils ont aussi beaucoup servi à tuer et n'ont pas fini de le faire. Je me rappelle la chanson de Kency³ :

« On entasse les carcasses hututsi
Du Tanganyika
Au Karisimbi
1000 collines de corps
Enlacés par la mort »

³ *La balafre du lac*, 2003. François Etibou Kency est un chanteur ivoirien, auteur de plusieurs albums, créateur en 2004 du générique du Journal télévisé de la RTNB.

Hutu, Tutsi, ces mots ont-ils (encore) du sens ? Oui et non. Non, puisque rien ne les définit clairement. Une seule chose est sûre : ce ne sont pas des ethnies au sens strict. Rien ne les différencie, ni le territoire, ni la langue, ni la religion, ni les traditions. On peut même dire que les Burundi (Burundais) forment un des peuples les plus homogènes d'Afrique par l'occupation d'un même territoire et le partage d'une même culture depuis des siècles, bien avant la colonisation. Non, puisque le président actuel et ses principaux opposants sont hutu. Non puisqu'il n'y a plus de réelle contradiction politique hutu-tutsi. Mais oui puisque la mémoire des massacres est encore vive, d'autant plus douloureuse que justice n'a jamais été rendue pour les centaines de milliers de morts dont le seul crime était d'être hutu ou tutsi. Oui puisque les pires assassins sont restés impunis et qu'aucune famille n'a été épargnée par le deuil, ni exempte d'une parenté meurtrière... Oui puisque le régime sanglant qui vient de se réinstaller au pouvoir se remet à jouer de la corde ethnique, puisqu'il mise sur de nouveaux meurtres pour créer un chaos dont il serait le seul maître. Oui, puisque le pire est toujours possible quand la peur s'empare des esprits.

Je sais qu'il est très difficile pour des gens extérieurs à cette histoire et très éloignés de cette région de comprendre ces mystères. Mais je veux encore essayer, finalement je n'ai fait que cela, s'agissant du Burundi, depuis 1980. Renoncer à expliquer, c'est se résigner au pire. Ces dernières années, je croyais sincèrement l'affaire réglée, dépassée, malgré les douleurs à vif et les deuils inassouvis. Il y avait une prise de conscience presque générale de l'absurdité, de l'inanité de ce distinguo hutu/tutsi. Les problèmes de la société étaient tout autres, aucun ne recoupait cette distinction. Mais voilà, il faut s'y remettre...

D'un royaume à l'autre

Avant la colonisation, au royaume rundi, la différence entre Hutu et Tutsi était surtout économique, dans une société essentiellement rurale. Il y avait une répartition des activités entre les cultivateurs hutu et les pasteurs tutsi. Les premiers étaient beaucoup plus nombreux que les seconds, mais la possession d'un troupeau donnait à ceux-ci une sorte d'ascendant social, qui se traduisait par un nombre relativement plus important de chefferies. Mais ce pouvoir délégué par le roi n'était pas exclusif, la société était plus complexe qu'il n'y paraissait, ces groupes n'étaient pas étanches, il arrivait même que des Hutu deviennent Tutsi et vice-versa. Le système fonctionnait sans affrontement sanglant. La violence était ailleurs, le royaume lui-même était volontiers belliqueux, il entretenait une armée qui guerroyait à ses frontières mouvantes, et les luttes de pouvoir étaient féroces, meurtrières, au sein d'une aristocratie partagée entre deux grandes familles, les Bezi et les Batare. La mémoire nationale n'a rien oublié de ces héros et de leurs crimes. C'est le moment de rappeler que ces lignées princières n'étaient ni hutu ni tutsi, elles formaient un groupe à part : les Ganwa. Le Burundi compte finalement quatre

« ethnies » distinctes, selon la fausse appellation courante, quatre « amoko » en kirundi : les Hutu (plus de 80%), les Tutsi, les Twa et les Ganwa.

Quand les colonisateurs ont débarqué, ils ont feint de traiter avec les Ganwa, ils ont porté un regard distrait sur les Twa et se sont passionnés pour les Hutu et les Tutsi. Ils en ont fait les archétypes de l'antagonisme tribal, dans le langage propre à l'ethnologie en vogue à cette époque. Echantillon bien connu des spécialistes : « Les Bahutu⁴ appartiennent à un type bantu très caractérisé. Ils sont, en général, petits, trapus, ont la tête grosse, la figure joviale, le nez largement épaté, les lèvres énormes. Ils sont expansifs, bruyants, rieurs et simples, quand ils se trouvent entre eux. Les Batutsi sont un autre peuple. Physiquement, ils n'ont aucune ressemblance avec les Bahutu, sauf évidemment quelques déclassés dont le sang n'est plus pur. Mais le Mututsi de bonne race n'a, à part la couleur, rien du nègre. Sa taille est très haute (...). Ses traits dans la jeunesse sont d'une grande pureté : front droit, nez aquilin, lèvres fines s'ouvrant sur des dents éblouissantes. » Tels étaient les Hutu et les Tutsi dépeints par les Belges, dans un rapport du ministère des colonies daté de 1925⁵. Un portrait où la science avait finalement moins d'importance que la politique. Chargée par la SDN⁶ d'administrer le Ruanda et l'Urundi, sortes d'appendices de son immense colonie congolaise, la Belgique a fait simple, en s'inspirant peut-être de son propre modèle : une monarchie et deux ethnies dont l'une (francophone) dominait l'autre (flamande). La projection était facile : un roi ganwa, une élite tutsi et un peuple hutu. En 1931, dans son livre *Dominer pour servir*, Pierre Ryckmans, futur gouverneur général du Congo belge et du Ruanda-Urundi, insistait sur cette hiérarchisation des deux « races » : « Les Batutsi étaient destinés à régner, leur seule prestance leur assure déjà, sur les races inférieures qui les entourent, un prestige considérable. (...) Fiers avec cela, distants, maîtres d'eux-mêmes, se laissant rarement aveugler par la colère, écartant toute familiarité, insensibles à la pitié, et d'une conscience que les scrupules ne tourmentent jamais : rien d'étonnant à ce que les braves Bahutu, moins malins, plus simples, se soient laissés dominer sans esquisser jamais un geste de révolte.⁷»

Tout était donc pour le mieux dans le meilleur des mondes africains, pourvu que le pouvoir suprême appartienne aux Belges. Chacun était à sa place, le Mwami sur son trône de parade, le Tutsi dans le rôle du collaborateur et du contremaître, le Hutu dans celui du manœuvre et du domestique. Les Belges en haut, les Hutu en bas, tout était pour le mieux dans ce décor de carte illustrée, parmi les collines verdoyantes et les lacs sublimes. Même les missionnaires étaient comblés, puisqu'à cette harmonie terrestre

⁴ Dans les textes administratifs et scientifiques, les termes « hutu » et « tutsi » varient en nombre comme dans la langue rundi, soit avec le préfixe « -mu » pour le singulier et « -ba » pour le pluriel. Ici, j'adopte la forme simplifiée, sans préfixes mais sans variations de genre et de nombre à la française.

⁵ Rapport du Ministère des colonies sur l'administration belge au Ruanda-Urundi. Chapitre II La vie indigène / Notes sur les institutions, mœurs et coutumes de l'Urundi / Les races, p.34, Bruxelles, 1925.

⁶ Société Des Nations, remplacée en 1945 par l'ONU.

⁷ *Dominer pour servir*, p.26, Éd. Dewit, 1931.

présidait un Dieu unique, au doux nom d'Imana, qu'ils n'avaient plus qu'à peindre en blanc ! Tout était pour le mieux et pour l'éternité.

Ainsi, la Belgique des années 30 se façonnait un Burundi un peu à son image et beaucoup à sa mesure, dans la grande illusion coloniale. Celle-ci a tenu trois décennies, jusqu'en 1962. La colonisation a cessé, mais la hiérarchisation qu'elle avait instaurée a duré longtemps. Elle ne s'est pas effacée avec l'indépendance, au contraire elle s'est exacerbée. Ceux qui briguaient le pouvoir, Hutu et Tutsi, ont utilisé l'histoire pour assouvir leurs ambitions, les uns en promettant de libérer les Hutu du joug ancestral, les autres en promettant aux Tutsi qu'ils resteraient l'élite du pays. D'assassinats en putschs, de putschs en massacres, de massacres en génocides, le Burundi a glissé vers un abîme dont on ne voyait plus le fond. En 1972, le génocide sélectif des Hutu mâles et quelque peu qualifiés a saigné le pays et brisé la société pour longtemps. Aujourd'hui encore, posez la question aux Burundais hutu de 44 à 62 ans : beaucoup ont perdu leur père en 1972. Ces orphelins sont marqués à jamais. Cette extermination a été niée, ses auteurs sont restés impunis. Elle aura juste coûté son poste de chef d'Etat au général Micombero, évincé par le colonel Bagaza en 1976. Mais comme vous le savez maintenant, ce n'était qu'une révolution de palais, un discret tour de manège entre gens de la même colline.

Sous Bagaza, la vieille discrimination s'est alors raffinée. Le pouvoir, en apparence, est devenu moins ethnique, mais s'est fait encore plus clanique et plus despotique. Sa méthode tenait en trois mots : peur, silence et soumission. Il appartenait exclusivement à un petit cercle d'officiers de la même province, formant le cœur d'une « élite » tutsi restreinte. Mais attention, contrairement à l'époque belge, il n'était plus question d'utiliser les mots « hutu » et « tutsi », la discrimination était d'autant plus stricte qu'elle était tue. Les vieilles frustrations se sont exacerbées sous la chape de plomb des interdits. La colère montait sans gronder, invisible et inaudible, dans un pays qui semblait aussi paisible qu'au temps colonial.

En 1984, à la radio nationale s'est ajoutée la télévision, un cadeau de la France au Burundi, inaugurée pour le sommet franco-africain à Bujumbura. Mitterrand posait entre Bagaza et Mobutu, à qui la France avait offert deux télévisions entièrement équipées de matériel français. Que ces outils servent à des despotes ne lui posait aucun problème. Au Burundi, désormais, la censure fonctionnait aussi en images, si l'on peut dire. Le pouvoir avançait masqué, malheur à celui qui osait faire mine de prononcer les mots tabous ou de dénoncer l'apartheid qui caractérisait le système. Le pays était fliqué, il y avait des « sûretards » partout.

Reporter à la RTBF, je voyais régulièrement l'ambassadeur du Burundi à Bruxelles, Cyprien Mbonimpa. J'étais passé de la radio à la télévision, moi aussi, en 1984 ! Je travaillais beaucoup sur l'Afrique et je n'avais que cet interlocuteur pour parler du système Bagaza. Impossible d'obtenir les visas pour enquêter sur place, réaliser le seul

reportage qui vaille, centré sur ce non-dit, cet interdit, cet apartheid caché. Le Burundi était fermé comme une huître. Circulez, il n'y a rien à voir. Il a fallu que Bagaza se fasse éjecter à son tour du pouvoir, par Buyoya, en 1987 pour que le Burundi s'entrouvre. Mais il a fallu surtout qu'un nouveau massacre endeuille le pays. Pas à la même échelle qu'en 1972, seules deux communes ont été frappées, Ntega et Marangara, dans la province de Kirundo au nord du pays, mais les temps avaient changé : en 1988, il n'était plus aussi facile de tuer à huis-clos. Des images ont fait le tour du monde et l'information a circulé beaucoup plus vite : quelques dizaines de civils tutsi ont été assaillis par des tueurs hutu, des milliers de civils hutu (probablement 15.000) ont été pourchassés et massacrés par l'armée très largement tutsi. Une catastrophe pour le nouveau pouvoir qui a senti l'urgence de desserrer l'étreinte « ethnique » et de donner des gages au monde entier.

Avec le coup d'Etat, l'ambassadeur Mbonimpa avait pris du grade. Devenu ministre des affaires étrangères, il a entrepris une tournée internationale pour minimiser les événements, expliquer, justifier, annoncer les réformes nécessaires. J'ai profité de son passage à Bruxelles pour l'interviewer et lui faire une demande précise : des visas pour un reportage à chaud sur la réalité des relations entre Hutu et Tutsi. Il a fallu attendre des semaines. Buyoya et Mbonimpa avaient finalement décidé de jouer leur va-tout, comprenant qu'ils avaient plus à perdre qu'à gagner en verrouillant ce régime qui craquait de toutes parts. En quelques semaines ils ont organisé le changement : un gouvernement paritaire hutu-tutsi dirigé par un premier ministre hutu, Adrien Sibomana, puis une commission chargée d'étudier la question de l'« unité nationale », paritairement composée de Hutu et de Tutsi de diverses obédiences, politiques, intellectuelles et religieuses. Le pouvoir restait solidement aux mains des mêmes, il était incarné par le Comité Militaire de Salut National, la répression continuait à frapper les opposants politiques, mais il y avait aussi, malgré tout, comme une légère brise de liberté. Les mots n'étaient plus aussi tabous, il y avait une brèche dans le système, nous nous y sommes engouffrés.

La longue marche des Burundi

Nous étions six à parcourir le pays en tous sens : quatre de la RTBF (cameraman, preneur de son, réalisateur et journaliste) et deux de la RTNB⁸, le chauffeur Binga et l'« accompagnateur » Léonard. D'habitude Léonard était cameraman, mais là il était surtout chargé de nous surveiller. Il m'a tout raconté plus tard, il devait faire un rapport quotidien à la « documentation » sur nos activités. Je n'étais pas dupe, je trouvais cela très intéressant, toutes nos conversations étaient à double sens, il y avait deux niveaux de lecture. Je parlais à un confrère nous rendant mille services et à un homme du système essayant de nous influencer tout en le révélant. Ses sourires et ses embarras en disaient aussi long que ses paroles. Il était tutsi, Binga était congolais. Quand il le fallait,

⁸ Radio Télévision Nationale du Burundi.

nous prenions la tangente, un taxi, surtout la nuit, pour rencontrer des opposants clandestins.

Les souvenirs affluent. Je me rappelle ces trois jeunes intellectuels, une femme et deux hommes, deux Tutsi et un Ganwa, militants de l'ombre pour les droits humains, racontant les discriminations dont les Hutu étaient victimes, le racisme, l'humiliation, l'étouffement de la société dans cette impasse. Plus tard ils seraient ministres, dans des gouvernements différents. Vous voulez leurs noms ? Antoinette Batumubwira, Eugène Nindorera, Jean-Marie Ngendahayo. Je me souviens des collines désertées de Ntega et Marangara, où les rescapés revenaient peu à peu, en tremblant, accueillis par des discours de réconciliation au son creux, je me souviens de l'université de Bujumbura, un bastion tutsi où les rares Hutu rasaient les murs, je me souviens du marché central où face à notre caméra les gens appelaient un chat un chat, un Hutu un Hutu, un Tutsi un Tutsi, et rien que cela était une révolution. La faconde est une des grandes qualités des Burundais, ils ont cette facilité d'expression qui caractérise les vieilles cultures orales, en ville comme au fin fond des campagnes, et quand on sort d'un long tunnel de silence, les mots ont encore plus de force et d'éclat. Je me souviens de l'épouse d'un prisonnier politique, incarcéré pour avoir osé signer la « Lettre ouverte au président de la république » qui demandait la vérité sur les récents massacres, elle était médecin, je l'ai rencontrée entre deux consultations à l'hôpital Prince Régent Charles : ce nom belge comme une trace absurde du temps colonial dans un pays de plus en plus perdu... Je me souviens de la radio-télévision, où les journalistes n'étaient pas moins au garde-à-vous que les militaires à leur poste de garde. J'entends encore ce bulletin d'information à la radio : « Partout règne un climat de détente et de confiance entre les populations et ceci grâce à la clairvoyance, au tact politique et au courage du président de la république qui a initié un train de mesures politiques de nature à réconcilier définitivement le peuple burundais. Ils ont notamment fort apprécié et loué le degré d'abnégation et de dépassement de soi qui ont caractérisé les populations des régions frappées par les événements mais qui aujourd'hui ont repris la vie en tablant davantage sur l'avenir des générations futures de ce pays... »⁹. Du blabla qui se voulait lénifiant, où l'on pouvait lire entre les lignes le désarroi du pouvoir. Quand un pays évolue, quand une société change, les griots du régime sont toujours les derniers à bouger.

Le film s'appellerait *La longue marche des Burundi*. Je me souviens de ces jeunes gens, garçons et filles, à Bujumbura qui avaient créé un groupe musical, le « Nduli Golden Sound », dont une chanson allait ponctuer le reportage. Ils répétaient à l'Odéon Palace. Je voulais aussi qu'ils se racontent et nous disent ce qu'ils pensaient de ces étiquettes hutu et tutsi. Mais qu'est-ce que ce Blanc venait faire là avec ses questions ? Il y avait ceux qui les traitaient un peu par le mépris : des trucs de vieux, complètement dépassés et puis ceux qui en parlaient avec émotion, surtout un, qui était hutu. Je l'ai revu plus tard, il

⁹ RTNB, Première chaîne, JP 13H, 26 janvier 1989.

était devenu un des animateurs vedettes de RPA, la Radio Publique Africaine, la plus insolente du pays, sous le nom de Machoc. Vous l'écrivez comme vous voulez. Aujourd'hui RPA est détruite et Mashoke en exil. Parmi les autres membres du groupe, je l'ai appris plus tard, certains faisaient semblant d'être burundais, ils étaient en fait rwandais, enfants de réfugiés tutsi qui avaient fui leur pays, ses discriminations et ses massacres. A l'époque le Rwanda était comme le négatif du Burundi : ici un pouvoir militaro-clanique tutsi, là un pouvoir militaro-clanique hutu, et des réfugiés symétriques de part et d'autre de la frontière. On ne dira jamais assez l'importance de cette contradiction et son influence sur l'évolution des deux pays. Ces jeunes Rwandais cachés faisaient beaucoup d'exercice physique, en fait ils s'entraînaient militairement, ils s'apprêtaient à rejoindre les rangs de l'APR, le bras armé du Front Patriotique Rwandais (FPR) basé en Ouganda, qui allait attaquer le Rwanda le 1^{er} octobre 1990. Nous étions en janvier 1989, les deux pays allaient connaître de terribles bouleversements, comme dans un jeu de miroirs.

J'étais au Rwanda en octobre 1990, avec deux opérateurs de la RTBF, pour filmer le début de cette guerre entre l'APR et l'armée rwandaise. Combats à Gabiro dans le parc de l'Akagera, où les girafes et les zèbres couraient en tous sens, affolés par les explosions ; chasse aux Tutsi à Kigali, assassinats, viols, exactions, arrestations, regroupement au stade de Nyamirambo, selon une méthode éprouvée sous d'autres régimes d'oppression. L'arbitraire et la mort. A l'époque je pouvais mesurer l'étendue du problème hutu-tutsi dans les deux pays à chaque retour de reportage. Les diasporas rwandaise et burundaise en Belgique étaient chauffées à blanc. Je me retrouvais insulté ou encensé par les uns ou les autres selon qu'ils étaient confortés ou contredits par mes reportages. Au retour du Rwanda où je témoignais du malheur des Tutsi, j'étais considéré par les Tutsi de la diaspora rwandaise comme un héros ; au retour du Burundi, où le malheur était inverse, j'étais considéré par les Tutsi de la diaspora burundaise comme un traître. Et vice-versa pour les diasporas hutu.

Je n'étais pas dupe, j'avais beau faire le même travail de part et d'autre, cette information était reçue et en somme utilisée selon les intérêts des uns et des autres. Il n'est pire sourd, dit-on, que celui qui ne veut pas entendre, mais le plus souvent l'oreille est sélective, elle s'ouvre à ce qui lui convient et se ferme à ce qui lui déplaît : béante ou hermétique. Je savais que ceux qui me félicitaient pour mes interviews des prisonniers tutsi à Kigali avaient souvent partie liée avec le FPR qui venait de déclencher la guerre. Je savais que souvent les mêmes personnes, hutu ou tutsi, avaient une conception inverse des droits humains au Rwanda et au Burundi, approuvant la discrimination ici et la réprouvant là.

Les limites de l'information

Cette actualité a été une école pour moi, j'ai expérimenté les limites de l'information, j'ai vu fermenter les sentiments, les peurs, les haines qui pourraient un jour se muer en

génocides. J'insiste sur ce mot « pourraient », car j'ai vu aussi que rien ne permettait de prédire ces génocides avec certitude, de les qualifier d'inéluctables comme certains le feraient plus tard, après coup, avec une grande assurance. Certes, la vie ne pesait pas lourd des deux côtés de la frontière, mais il était impossible d'écrire l'histoire à l'avance, de prévoir chaque événement, ni leur enchaînement. On pouvait craindre le pire, on ne pouvait le certifier.

Le pire est advenu, hélas. Au Burundi d'abord, d'une façon qui justement aurait pu ne jamais se produire, en tout cas pas comme ça, en entraînant tout le monde au fond du gouffre. Rappelez-vous, on en était resté à cette sorte de printemps des collines, cette « légère brise de liberté » qui commençait à souffler après les massacres de Ntega et Marangara : un gouvernement paritaire, un premier ministre hutu, une commission « chargée d'étudier la question de l'unité nationale ». On était tout à la fin des années 80 qui allaient se terminer par l'effondrement de l'empire communiste et la redistribution de toutes les cartes internationales. Et Buyoya a été un des tout premiers dirigeants africains à sentir tourner le vent. Il s'est mis à déblayer le terrain politique pour en finir avec le régime de parti unique et le système de pouvoir militaro-clanique, il a fait voter une nouvelle constitution, il a opté pour le multipartisme et la démocratie. Dans la foulée, en 1993, il a organisé des élections. Certes, il était convaincu de remporter la première, l'élection présidentielle, et de conserver ainsi l'essentiel du pouvoir, mais la démocratie en a décidé autrement et tout s'est précipité comme dans une réaction chimique en chaîne : Melchior Ndadaye a été élu président, après des années d'exil, et son parti, le Frodebu¹⁰ a remporté 61 sièges à l'Assemblée nationale. Un président hutu ! Au Burundi ! Une majorité hutu au parlement ! Du jamais vu, le monde à l'envers en quelque sorte. Le choc était terrible. A quoi avaient donc servi tous ces régimes de négation et de discrimination ethnique ? Tout ça pour ça ?

C'était le moment d'aller voir, entendre, essayer de percevoir les sentiments des gens, Tutsi et Hutu, de fureter partout, de sentir, de pressentir les événements. Donc un nouveau reportage dans ce Burundi chamboulé, où je voulais surtout m'intéresser aux Tutsi de la capitale : comment prenaient-ils les choses ? Certains, assez rares, avec philosophie ; la plupart avec effarement, convaincus qu'une erreur venait d'être commise et qu'elle serait bientôt corrigée. Qu'ils se réveilleraient tôt ou tard et sortiraient de ce mauvais rêve. A l'université, où j'aimais toujours prendre le pouls de la bonne société, la stupeur avait pris la forme d'une grève ! Je rencontrais des étudiants désœuvrés et colériques, disant que les élections avaient été « ethniques » et prédisant les pires malheurs pour le pays, indifférents aux chiffres des scrutins (32% pour Buyoya) et à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale auquel participait l'Uprona¹¹, l'ancien parti unique. Rien ne semblait compter d'autre que cette sorte de spoliation électorale. Chez beaucoup d'étudiants, la démocratie ne passait pas : quand ils disaient « vote ethnique », ils pensaient « vote hutu » et cela n'augurait rien de bon.

¹⁰ Front pour la démocratie au Burundi.

¹¹ Union pour le progrès national, qui avait monopolisé le pouvoir de 1966 à 1993.

A la RTNB, autre bastion de l'ancien régime, beaucoup de journalistes avaient un peu le même problème. Ils servaient l'ancien pouvoir, pas question de se soumettre au nouveau. Les auditeurs et téléspectateurs burundais n'en croyaient ni leurs yeux ni leurs oreilles, en quelques jours la RTNB était devenue méconnaissable : c'étaient les mêmes journalistes, mais ce n'était plus la même information. Elle semblait s'être retournée d'un coup, seul le ton péremptoire n'avait pas changé. C'était l'effet collatéral de la démocratie : la liberté soudain revendiquée par les anciens griots, cessant de faire l'éloge du gouvernement, passant tous ses actes au crible de la critique et tendant le micro à tous les mécontents comme jamais ils ne l'avaient fait auparavant. L'union nationale, le poste de premier-ministre dévolu à Sylvie Kinigi, uproniste et tutsi ? Poudre aux yeux ! Rien n'y faisait, la plupart des journalistes vivaient la défaite de Buyoya comme leur propre défaite, ils réagissaient comme la plupart des étudiants. Le ministre de tutelle de la RTNB ne m'était pas inconnu, je l'avais rencontré quatre ans plus tôt dans la clandestinité, je le retrouvais dans son bureau de ministre de la Communication, encore sidéré de cette accélération foudroyante de l'histoire. Peut-être inquiet aussi, mais n'en laissant rien paraître. Jean-Marie Ngendahayo avait 37ans, il croyait pouvoir dompter ces insolents comme tous les ministres de la communication l'avaient fait avant lui, il allait faire l'expérience d'une transition impossible : la machine médiatique était conçue pour la propagande, pas pour l'information, ni pour la démocratie.

A l'entrée de la RTNB, c'étaient aussi les mêmes militaires qui montaient la garde. L'armée était inchangée, le ministre de la défense était un colonel tutsi. Les Burundais avaient élu de nouveaux dirigeants, pas un nouvel état-major. Chaque chose à sa place, chaque chose en son temps. Le président Ndadaye avait anticipé cette situation, il avait parié sur la dépolitisation progressive du pouvoir militaire. En fait, il n'avait pas vraiment le choix : il aurait été suicidaire pour lui de ne pas composer avec cette armée qui avait régenté le Burundi pendant 27 ans... Bref, à la RTNB, côté studios et côté portail, c'était la continuité parfaite.

Nous avons filmé la destruction des cachots de la documentation, la télévision nationale a fait pareil, mais elle n'a jamais diffusé ces images. Richard Ndikumwami, nouveau patron de la sûreté, était là, au milieu des gravats, expliquant qu'il fallait en finir avec ces geôles du passé, lieux de torture et d'avilissement. Il rêvait. J'ai utilisé plus haut cette image du rêve, vécu par certains comme un cauchemar dont ils allaient bientôt se réveiller. C'est sans doute l'image la plus juste de cette période, de ce moment pour être encore plus exact. On était dans une sorte d'irréalité. On avait du mal à croire ce que l'on voyait. Tous les sentiments étaient exacerbés. Il y avait l'exaltation de ceux qui revenaient d'un long exil de 20 ans, orphelins de 1972, le deuil encore à vif, flanqués d'enfants qui étaient nés ailleurs, dans la vénération d'un pays imaginaire. Le retour des exilés hutu était un énorme problème gouvernemental, mais on ne voyait que la fête, les cortèges triomphants, les poings levés des partisans du Frodébu. Et puis il y avait tous les autres, Hutu et Tutsi, qui n'avaient jamais quitté le pays et partageaient la même

incrédulité : était-il possible que les uns aient vraiment tout perdu, rang, privilèges, certitudes, et les autres tout gagné ? Non, c'était impossible, ce devait être un rêve.

Un soir, j'ai mangé avec un homme que j'avais connu en 1989, que je considérais alors comme un Tutsi éclairé, conscient de la nécessité de mettre fin aux discriminations, de démocratiser le Burundi. Il s'appelait Libère Ndabakwaje, il dirigeait une banque. Je le retrouvais sombre, crépusculaire, sans savoir si je m'étais trompé sur lui ou si je me trompais sur le sens de ses mots et de son attitude. Nous étions attablés dans le jardin d'un restaurant, il parlait à voix basse comme s'il craignait d'être entendu, penché, éclairé par la flamme d'une bougie, jetant des regards en tous sens, il semblait catastrophé et me prédisait le pire. J'avais du mal à croire que cette démocratie à peine née était déjà moribonde.

Un autre soir, invité chez Jean-Marie Ngendahayo, autour d'une pizza froide et de bières glacées j'ai fait la connaissance de Pontien Karibwami, le tout nouveau président de l'Assemblée nationale. Je les observais, aussi dissemblables et indissociables que Don Quichotte et Sancho Pança. Le Ganwa et le Hutu, le ministre et le député. Ils se racontaient la campagne, les meetings, le charisme de Ndadaye, les foules électrisées, les embûches semées sous leurs pas, la foi, la fièvre, la victoire au bout des urnes, l'impossible devenu réalité. En les écoutant, hilares, j'oubliais les sombres prédictions de Ndabakwaje. Rêve pour rêve, je préférerais le plus fou.

C'était en octobre 1993, nous filmions un Burundi incrédule, flottant dans les limbes, comme suspendu un instant entre deux vides : le passé et le futur. Je ne savais quoi penser, qui croire. Les enfants m'intéressaient beaucoup, ils détenaient sans doute une grande part de vérité, mais ils ne disaient pas grand-chose. Ceux qui se baignaient nus dans le lac chantaient « demokrasi » en levant le poing et ceux qui venaient d'arriver par avion répétaient leur bonheur d'être au pays, dont ils ne voyaient que la beauté. Quand je suis rentré à Bruxelles, il fallait raconter tout ça, ce bouleversement et ce flottement. J'ai monté le reportage avec Anne Lombard, nous avons utilisé un peu de musique, *Exile* de Geoffrey Oryema, belle à pleurer. Le sujet est passé dans *L'Hebdo* du dimanche 24 octobre, j'étais en studio, en direct. Quand j'ai dû parler, après le reportage, sur les dernières notes d'*Exile*, j'ai été pris d'une violente émotion, les mots s'étranglaient dans ma gorge. Trois jours plus tôt Melchior Ndadaye avait été assassiné, la démocratie était morte. Pour longtemps.

Dans la nuit du 20 et 21 octobre, comme Ndadaye, Richard Ndikumwami et Pontien Karibwami avaient été suppliciés, achevés comme des chiens. Le film était peuplé de morts. On les voyait rire, ils étaient morts. La même nuit, d'autres dirigeants du Frodebu avaient été assassinés, certaines de leurs épouses et quelques personnes placées par hasard sur le chemin des tueurs. En studio, je devais expliquer l'inexplicable ou, ce qui revient un peu au même, essayer de dévider ce fil interminable des explications qui s'entortillent, qui n'ont pas la moindre chance d'être entendues sur un plateau de

télévision. Donc on a fait court. Mais l'urgence était surtout d'avoir des nouvelles de tous ces gens rencontrés et restés là-bas. Il a fallu du temps pour savoir, les « réseaux » en 1993 n'étaient pas ceux d'aujourd'hui et les rescapés étaient terrés. Et puis beaucoup d'entre eux ont repris le chemin de l'exil.

Le rêve évanoui

Qui avait tué Ndadaye et la démocratie ? On ne le sait toujours pas avec exactitude, 23 ans plus tard. On connaît des noms d'exécutants, de soldats, de sous-officiers, certains ont même été condamnés, mais qui étaient les commanditaires ? Tant de noms ont été cités, aucune enquête n'a permis de les identifier formellement. Et personne n'a revendiqué le pouvoir, il n'y avait pas de « plan », rien de prévu sinon le chaos. Filip Reyntjens¹² a eu cette formule fameuse pour qualifier cet événement sidérant : « Le coup d'Etat manqué le plus réussi de l'histoire »... Seule certitude : ce sont des militaires tutsi qui ont fait le coup, qui ont assassiné le premier président civil, le premier président élu, le premier président hutu du Burundi. Seule évidence : cet assassinat n'avait pas d'autre but que lui-même, que l'abolition de l'élu. Comme s'il suffisait de supprimer Ndadaye pour tout effacer et tout recommencer... En fait un troisième vide venait de s'ouvrir entre le passé et le futur : un immense trou noir qui s'appelait le présent. La guerre allait s'y engouffrer.

Qui était l'ennemi pour les orphelins de Ndadaye, à qui faire payer sa mort ? Aucun colonel, aucun leader ne prétendait le remplacer. Il restait l'armée, largement tutsi, encore toute ensanglantée de sa nuit des longs couteaux, mais l'affronter en désordre et à la machette, c'était aller au massacre. Il y avait plus simple et plus trivial, œil pour œil, dent pour dent : sur des centaines de collines aux quatre coins du pays, de paisibles Tutsi ont payé pour les assassins du 21 octobre. Des voisins ont tué leurs voisins, des paysans ont traqué et massacré des paysans, la vengeance, la peur et la haine se sont emparées du pays, la guerre venait de commencer. Et cette fois-ci, plus rien ne pourrait l'arrêter avant très longtemps. L'armée a recommencé à massacrer. Une puis deux rébellions sont nées, faisant rarement la distinction entre civils et militaires. Le Burundi est devenu le royaume des fusils et des embuscades. Etre hutu ou tutsi était un motif de mort immédiate, en ville comme à la campagne. Les gens se regroupaient, se barricadaient dans leur quartier gardé par des milices ou se réfugiaient dans des camps gardés par l'armée. C'était le grand apartheid de la guerre civile, Hutu et Tutsi séparés comme jamais. La démocratie avait duré quatre mois, l'année 1993 se terminait dans l'horreur.

J'étais en Belgique, à m'occuper du magazine *L'Hebdo*, mais j'avais laissé des bouts de cœur et de cerveau au bord du lac. Comment ne pas penser à ces gens quittés dans l'euphorie, à ce désastre où s'enfonçait tout un peuple ?

¹² Professeur à l'université d'Anvers.

Mais au fait, puisque le régime démocratique avait été décapité, qui gouvernait à Bujumbura ? Personne à vrai dire, c'est en cela que Reyntjens avait eu raison de parler d'un coup réussi. Pour les tueurs, l'anarchie, au sens étymologique, valait mieux que la démocratie. Les armes avaient le pouvoir, le reste n'était plus qu'apparence. Il fallait un président, c'est Cyprien Ntaryamira qui a occupé la place, malgré lui, après quatre mois de tractations entre des gens du Frodébu et de l'Uprona qui se faisaient la guerre par ailleurs. Le gouvernement était retranché dans l'hôtel Club du Lac à la sortie de Bujumbura, à quelques kilomètres de la frontière du Zaïre. L'un et l'autre faisaient semblant de gouverner. Ntaryamira était hutu et frodebiste, le premier-ministre Kanyenkiko tutsi et uproniste, mais tout cela n'avait aucune importance. Le pays brûlait, la capitale était balkanisée, les « villes mortes » succédaient aux « villes mortes », ces journées de grève totale décrétées par les milices tutsi pendant lesquelles se déplacer, pour un Hutu, était une folie suicidaire.

Tel était le Burundi début 1994, quand le Rwanda se préparait, à son tour, au pire. La trouble gémellité des deux pays a voulu que leurs destins se croisent une fois de plus le 6 avril 1994. Dans l'avion abattu au dessus de Kigali, il y avait deux présidents : le rwandais Habyarimana et le burundais Ntaryamira. Le génocide s'est déchaîné au Rwanda, les massacres ont continué au Burundi, un peu éclipsés par l'énormité de l'horreur rwandaise, où les trois-quarts des Tutsi ont été exterminés. La honte a envahi le monde, qui a beaucoup battu sa coulpe sur la poitrine des autres et disserté sur le thème de l'ethnisme. A *L'Hebdo* nous avons réalisé deux grands reportages pour une soirée spéciale, le 1^{er} juin sur la Une. Alain de Streele et Léopold de Guchteneere sont allés au Rwanda, dans les territoires conquis par le FPR, je suis reparti au Burundi avec Isabelle Christiaens. Titres des reportages : *Le cauchemar éveillé* et *Le rêve évanoui*. Encore cette image cruelle du rêve enfui. Nous avons été un peu partout et partout ce n'étaient qu'exodes, regroupements et charniers.

On avait pris l'habitude de fonctionner à l'odorat, on roulait dans un combi tout-terrain avec de quoi tenir plusieurs jours, on gardait les fenêtres ouvertes et on s'arrêtait dès qu'on sentait une odeur douceâtre, caractéristique. On savait. Il suffisait de marcher, jamais plus de cinquante mètres, et les restes humains étaient là, sous nos pieds, enchevêtrés, décomposés, desséchés, presque déréalisés, fondus dans le sol, rouges de latérite. Autant de preuves à déchiffrer, de filières à remonter jusqu'aux rescapés pour essayer de comprendre : les restes anciens étaient souvent tutsi, les plus récents hutu. A ce moment-là, l'armée tirait dans le tas, elle mitraillait les Hutu comme à l'exercice : malheur à ceux qui se trouvaient sur son chemin. Des milliers de corps en lambeaux, sans sépulture, jonchaient le Burundi.

Les morts côtoyaient les vivants, les réfugiés croisaient les réfugiés, l'exil était le lot commun, extérieur et intérieur, il y avait des camps partout, des centaines de milliers de

déplacés et au nord de vastes campements du HCR¹³ pour les Tutsi rwandais échappés du génocide. Sylvestre Ntibantunganya était le nouveau président, nommé selon la logique institutionnelle, hutu comme son prédécesseur et du même parti Frodébu, mais il s'agissait encore de sauver les apparences. Son pouvoir se réduisait à quelques honneurs, à une escorte militaire qui faisait froid dans le dos et à quelques arpents du Burundi où chacune de ses apparitions donnait lieu à des huées ou des cris de désespoir. Nous filmions tout cela, les charniers, les déplacés, les réfugiés, les militaires et les sorties hasardeuses du président otage du désastre. Le 1^{er} juillet, un mois après la soirée spéciale Rwanda-Burundi sur la RTBF, le jour du 32^e anniversaire de l'indépendance, on a pu lire cette phrase dans le journal officiel burundais *Le Renouveau* : « Nous menons dans ce bas monde un bal infernal, diabolique, capable de nous pousser à un suicide collectif »...

Ces mots me hantaient. Ils me semblaient d'une lucidité absolue. Je m'en méfiais aussi, comme il se doit quand on essaie d'analyser et de comprendre toute évolution des sociétés, l'enchaînement des événements qui précipitent soudain leur histoire. Je ne crois pas au déterminisme absolu, j'ai même souvent observé qu'il suffit d'un rien, d'un accident pour que le pire advienne, ou n'advienne jamais. Un détail, un geste qui changent tout. Au Burundi, après l'assassinat de Melchior Ndadaye, son père prénommé Pie s'était opposé à tout massacre de Tutsi sur sa colline de Nyabihanga dans la province de Mwaro. « Je ne veux pas un mort de plus », avait-il dit et personne n'a tué. Parler de suicide collectif est une commodité : on brouille les responsabilités dans une culpabilité générale, on collectivise la haine et la vengeance. Mais j'avoue avoir été moi-même tenté par cette facilité, cette tentation de mettre tous les Burundais dans le même panier, de les laisser à leur guerre d'extermination mutuelle, jusqu'au néant. Sans jamais me poser la question : mais qu'est-ce que je fais là ? Pourquoi suis-je là ? Après tout, rien ne m'y obligeait. Sauf le métier bien sûr, mais il n'était écrit nulle part dans mon contrat que je devais filmer ce désastre. J'étais au Burundi par ma seule volonté. Je pensais faire mon travail, je ne m'interrogeais pas sur les raisons profondes de ce choix. Je vais essayer bientôt, pour la première fois, de m'en expliquer.

La dernière carte

Je suis encore retourné au Burundi l'année suivante, pour un film documentaire cette fois, comme on jette une bouteille à la mer. Nous étions quatre, j'étais en compagnie d'Isabelle Christiaens, Michel Boulogne et Thierry Féret. Le titre du film m'est venu bien plus tard, bien après le tournage : *La dernière carte*. Je l'ai emprunté à une BD de Blueberry¹⁴, l'anti-héros, le yankee ami des Indiens, qui portait sa tunique bleue comme une pénitence. Je consultais la liste des albums de Blueberry pour une raison simple : notre personnage, un soir de tournage, s'était comparé à cet homme déchiré et transgressif. Et notre film, sans que nous en ayons vraiment conscience, racontait la fin

¹³ Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU.

¹⁴ Jean Giraud et Jean-Michel Charlier, Éd. Hachette, 1983.

d'une histoire, quand le héros joue son va-tout. Le nôtre se nommait Ngendahayo. Vous le connaissez déjà : je l'avais rencontré en 1989 dans la clandestinité, je l'avais revu ministre, il avait échappé par miracle aux assassinats d'octobre 1993, nous avons toujours beaucoup parlé, je l'avais très peu filmé. C'est au fond ce qu'il me restait à faire : le suivre partout, le traquer, le questionner, remplir l'écran de son image et de sa parole, essayer de comprendre, encore et encore, ce qui le motivait et ce qui arrivait au Burundi. Jean-Marie Ngendahayo était un miraculé, certes, mais il m'intéressait surtout par sa singularité. Il était lui-même une énigme et je me disais qu'il détenait peut-être une clef du mystère burundais. Il n'était pas hutu mais ganwa et considéré comme tutsi, il avait pourtant accompagné Ndadaye dans sa conquête du pouvoir, comme Blueberry choisissant le camp des Indiens. Depuis l'assassinat du président et de la démocratie, il hésitait entre deux combats : le légalisme, encore, ou la rébellion, enfin. Chacun de ces combats était courageux, aucun n'était évident. Ngendahayo comptait des camarades des deux côtés, les uns partis en exil, convaincus qu'il n'y avait plus d'autre issue que les armes, les autres restés au pays et sortis de leurs caches pour tenter de sauver les institutions démocratiques, ou ce qu'il en restait. Les premiers étaient plus nombreux que les seconds. Lui avait choisi de rester, de jouer sa *dernière carte*.

Il était devenu ministre des Affaires étrangères, dans un gouvernement dit « de convention », constitué d'ennemis non déclarés, ne faisant illusion à personne y compris à lui-même. Il vivait seul dans une maison de ministre, entre la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis et celle de la veuve de Ndadaye. Son épouse et ses filles étaient parties se réfugier en Afrique du sud. Il était flanqué de militaires, de jour et de nuit, sans jamais savoir si l'un d'eux ne le tuerait pas un soir ou un matin. Il était un ministre piégé, s'agitant comme un éphémère à la lueur d'un néon. Nous logions chez lui, pour ne pas le lâcher d'une semelle, pour ne rien rater de ce qui pouvait survenir. Partout où il allait, nous allions, mais ce n'était jamais bien loin : au bureau, chez le président Ntibantunganya, chez des diplomates...

Je l'avais filmé peu de temps auparavant à Paris, le 8 mai, lors des cérémonies du 50^e anniversaire de l'armistice de 1945. Il était dans la tribune officielle, parmi des dizaines d'autres ministres. Il m'avait dit sa gêne de représenter un pays en guerre à cette commémoration de paix. Nous l'avions retrouvé à Bujumbura, « ville morte », paralysée, proie des tueurs, avec ou sans uniformes. Il voyait des ambassadeurs, l'envoyé permanent des Nations-Unies, Ahmedou Ould Abdallah, des émissaires de passage, il entretenait la fiction d'un Etat normal, mais surtout il parlait. Il racontait son parcours, sa jeunesse insouciuse, sa prise de conscience politique, sa particularité ethnique, son refus des appartenances assignées, qu'Amin Maalouf appellerait bientôt « Les identités meurtrières »¹⁵...

¹⁵ Éd. Grasset, 1998.

Son rire était soudain, fréquent, irrésistible. Au téléphone surtout, il téléphonait tout le temps, c'était son mode de travail le plus courant. On ne savait jamais pourquoi il riait à grands éclats, la conversation se passait en kirundi, mais il était impossible de ne pas rire avec lui. Et puis, tout aussi soudainement, on le voyait se figer. Il devenait cassant, il ne supportait plus la caméra, il venait d'apprendre un massacre, une horreur quelconque. On ne savait plus où se mettre. Il ressentait chaque mort violente comme un échec personnel, pire sans doute : comme une accusation qu'il s'adressait à lui-même, sans jamais l'avouer.

Parfois nous le quittions pendant quelques heures pour aller filmer l'envers du décor : la ville en état de siège, les barrages tenus par les milices, des jeunes pour la plupart, assoiffés de vengeance comme de sang, Kamenge¹⁶ assiégée par l'armée, sa population réfugiée sur une colline elle-même encerclée de militaires. Mais nous revenions vite à notre huis-clos. Le couvre-feu tombait en même temps que la nuit, à 18 heures. Les soirées n'en finissaient pas, on mangeait n'importe quoi, on fumait les cigares achetés à Zaventem, on vidait toutes les bouteilles d'alcool qui traînaient dans la maison, on rallumait la caméra, on éclairait un peu, on filmait les soldats suffisamment imbibés de bière pour nous laisser faire, on filmait le chien de Ndadaye recueilli par Ngendahayo. Et lui, on l'interrogeait encore, sans arrêt, sur le sens de tout ça.

Nous ne dormions qu'épuisés pour nous réveiller avec les oiseaux, à 6 heures. Je supportais mal leur chant somptueux, que Thierry enregistrerait consciencieusement. Chaque jour était une vie, une voie sans issue. A la fin du tournage, nous avons suivi le ministre accompagnant des hommes de la MIOB¹⁷ dans Kamenge désertée par ses habitants après un dernier nettoyage de l'armée. Bruits de bottes et silence de mort. En poussant la porte d'une maison, nous avons trouvé le corps d'une vieille femme égorgée, les yeux grands ouverts, couchée dans son sang. « Un cadavre frais » a dit Ngendahayo, j'entends encore sa voix. Puis nous avons assisté au miracle du jour, une autre porte poussée, une autre femme âgée, mais vivante celle-là, sa dernière heure n'était pas encore venue, ce serait pour une autre fois.

Le lendemain, je suis retourné à Kamenge, à la demande du Journal télévisé. Ils voulaient un « in situ », une sorte de faux direct sur les lieux du drame dont parlaient les agences de presse. Je détestais ce genre d'exercice, j'avais quitté le JT depuis des années, mais j'appartenais toujours à la RTBF et je devais témoigner. A l'entrée de Kamenge, comme un dernier signe, nous avons fait notre ultime découverte : un corps de jeune femme sans tête, une jambe sectionnée à hauteur du bassin et posée à l'envers. Corps profané, mis en scène par qui, pourquoi ? Ces questions valaient aussi pour mon témoignage : je ne savais rien, je ne pouvais que montrer. Je connaissais l'histoire ancienne et récente,

¹⁶ Commune de Bujumbura.

¹⁷ Mission Internationale d'Observation au Burundi.

faite de tant d'injustices, je pouvais raconter la démocratie mort-née, la guerre fatale, mais devant ce corps il n'y avait plus rien à dire. Tout était devenu insensé.

Le Burundi était à l'image de cet objet d'horreur : un corps sans tête, dépecé, sans deuil possible. C'est à ce moment, je crois, que j'ai décidé de partir pour ne plus revenir. Avez-vous jamais veillé un mort en morceaux ? Tel était le Burundi, je n'avais plus rien à faire là.

Je l'ai dit au ministre lors d'une dernière interview, frontale, tout au bout du tournage. « Comment ? Pourquoi ? » Il a répondu sèchement, exaspéré : « Je pense qu'on fait ce qu'on peut. Les gens qui ont tué le président Ndadaye, qui ont essayé de faire le coup d'Etat, ceux qui sont responsables des massacres qui s'en sont suivis, (...) tous nous sommes ensemble, on ne sait pas qui est modéré, qui n'est pas modéré, et on se débrouille tant bien que mal à chercher une porte de sortie vers la paix. Et maintenant la communauté internationale vient juger, elle juge sans nous aider, je trouve ça scandaleux. » Je lui ai demandé s'il était insensible au découragement et à la peur. « Ces deux sentiments n'apportent rien, j'ai décidé de les ignorer. Mais ça ne veut pas dire que je ne pourrais pas décrocher si je sentais que j'étais inutile au pays. (...) A l'impossible nul n'est tenu. » Quelques jours après notre départ, il a échappé à une embuscade sur la route de Cibitoke, le convoi dans lequel il se trouvait avec l'ambassadeur des Etats-Unis a été attaqué par des rebelles, il y a eu des morts, le militaire qui l'escortait en permanence, Bosco, a été gravement blessé. Quelques semaines plus tard, quand nous étions au montage à Bruxelles, il m'a envoyé une copie de sa lettre de démission au président : « Je considère inutile de participer à un gouvernement qui s'avère incapable d'assurer à tout citoyen le droit élémentaire qu'est le droit à la vie. » Il s'est exilé, en Afrique du sud d'abord, en Finlande ensuite, et il a apporté son soutien à la rébellion. La guerre, comme seule issue.

2

Une page était tournée comme disent les mauvais journalistes. Je ne mettrais plus les pieds au Burundi, juré, j'allais plutôt m'intéresser à la fin du mobutisme : un autre espoir, une autre éclaircie... Et voilà la question qui revient, que j'ai posée plus haut et à laquelle je ne veux plus me dérober : pourquoi ? Pourquoi là ? Le Congo-Zaïre est à côté du Burundi, en face, sur l'autre rive du lac Tanganyika. Qu'est-ce qui m'a poussé et me ramène toujours dans ces parages ?

Futur antérieur

Je vous préviens de suite. Je déteste la phrase mille fois entendue à propos de dix mille personnes : c'est un amoureux de l'Afrique. Je la trouve absurde et obscène, parce qu'elle

prolonge indéfiniment les mythologies coloniales. Je ne suis donc pas amoureux de l'Afrique, comme d'aucun continent ni d'aucune frontière. Il s'agit de tout autre chose, d'une histoire que je n'ai pas choisie mais qui est la mienne. Nous sommes tous à la même enseigne : on n'a pas décidé de naître, ni de vivre ici ou là telle ou telle enfance. Après, c'est différent bien sûr, je revendique pour chacun la liberté et la responsabilité. Mais il y a donc un commencement. J'ai passé les neuf premières années de ma vie dans un petit village du Brabant wallon, puis, en 1957, je suis monté dans un avion et je suis parti au Congo. C'était un DC 6, je vous donne ce détail parce que ce voyage fut merveilleux, au sens strict, comme si j'avais été sur la Lune. On a fait escale en Libye et au Nigeria, le temps de faire le plein, on a atterri à Léopoldville, on mettait plus de 24 heures alors pour aller de Melsbroek à Ndolo. Dans ma tête il y avait des images de forêt vierge et d'animaux fabuleux. J'avais rêvé le Congo avant de le découvrir. Le choc a été total, l'imaginaire balayé d'un coup par la réalité.

En un voyage, à 9 ans, je suis passé de la campagne à la ville, de la tradition à la modernité, d'un monde clos, rural, paisible, bonhomme à un monde vertigineux, excessif et violent. Des grands boulevards, des grands magasins, de grosses voitures américaines, de hauts buildings : je n'avais jamais rien vu de cela. Dans mon village, tout était simple et les gens peu nombreux. A Léopoldville tout était démesuré et les gens innombrables. Je suis passé du peu au trop, du calme à la tempête. J'ai aimé cette démesure, mais Léo (comme il fallait dire) était plus qu'une ville, plus que la capitale du Congo belge (comme il fallait dire) : elle était l'orgueil soudain immodéré de la Belgique, sans gêne et sans limite.

Bruxelles était si loin, la démocratie européenne si encombrante, avec ses partis, ses syndicats, ses conflits en tous genre. Vu de Léo, tout cela semblait bien minuscule. Les Belges du Congo avaient un mot pour désigner les Belges de Belgique, qui résumait leur dédain : les Belgicains... Ils se croyaient d'une essence supérieure. J'ai découvert le racisme, non seulement à l'égard des Belgicains, le plus inoffensif, mais aussi le racisme des francophones vis-à-vis des Flamands et surtout celui des Blancs à l'égard des Noirs. Celui-là était nu, sans la moindre pudeur, il révélait ce que j'ignorais jusque là : la laideur humaine. Les adultes m'apparaissaient brutalement sordides. La désillusion fut inguérissable. Il faut peut-être un regard d'enfant pour voir les choses avec autant d'acuité. Ces gens étaient le contraire de ce qu'ils prétendaient être, ils valaient beaucoup moins que ceux qu'ils méprisaient. Un jour, à l'école, un élève m'a traité de « négrophile », j'en ai été très flatté. Mais cette anecdote risque de nous entraîner loin. Pour qu'elle soit compréhensible, je dois vous donner un minimum d'explications, je vais essayer de m'en tenir à l'essentiel.

Ce mot, « négrophile », dans la bouche d'un enfant, était évidemment rapporté, il visait en réalité mon père, venu au Congo pour une raison précise : relancer *Le Courier d'Afrique*, le premier quotidien de la colonie qui appartenait au Mouvement ouvrier chrétien. Un journal bien-pensant qu'il devenait urgent de lifter pour qu'il ait l'air moins

colonial dans un monde où l'histoire s'accélérait. En 1957, personne ne croyait à une indépendance prochaine du Congo, mais la question n'était plus complètement taboue. Il y avait des intellectuels congolais d'obédience chrétienne qui réclamaient, comme tant d'autres, le droit de leur peuple à la liberté et à la souveraineté. Comment ne pas les entendre ? Longtemps la gauche européenne avait été sourde à ce genre d'appels venus des colonies, ce n'était plus guère possible. Bref, chez les démocrates-chrétiens aussi, il fallait bouger. *Le Courrier d'Afrique* s'est flanqué d'une édition hebdomadaire, *Présence congolaise*, rédigée par des Congolais proches de cette mouvance, dont certains avaient participé à la rédaction du *Manifeste de Conscience africaine* en 1956, le premier grand texte anticolonial publié au Congo belge. En deux ans, de 1956 à 1958, de la conscience à la présence, de l'affirmation africaine à l'affirmation congolaise, quelle accélération encore ! Aussi ahurissant que cela puisse paraître, se revendiquer congolais en 1958 était une révolution en soi. Cinquante ans plus tard, quand j'ai imaginé faire parler Lumumba pour le film *Le Géant inachevé*, je lui ai prêté ces phrases : « Les habitants du Congo belge n'avaient pas vraiment d'identité, pas de nationalité, sauf les Belges évidemment. Nous, nous étions des indigènes, des Africains, des Noirs, des nègres parfois,... des Congolais jamais. J'ai d'abord cru que le temps arrangerait les choses, peu à peu. Mais un jour j'ai compris que l'histoire allait plus vite que nous, et que pour devenir congolais le Congo devait cesser d'être belge. »

Ainsi aurait pu parler Lumumba. Et voilà un peu pourquoi j'avais entendu ce compliment : « négrophile ». Comme tous les Blancs de Léo, sauf les Portugais, j'habitais dans un quartier pour Blancs. La ville avait été conçue, organisée pour séparer à tout jamais les Blancs des Noirs. L'apartheid sud-africain était un modèle pour le colonisateur belge. De passage au Congo où son oncle Pierre Ryckmans avait été gouverneur général, le futur Simon Leys, âgé alors de 21 ans, avait écrit : « De Léopoldville, il ne me reste qu'une vision dominant et estompant toutes les autres, celle de deux cités séparées ; quelles que soient les causes ou même les justifications de cette séparation (il ne m'appartient pas de les juger), comment se délivrer jamais de l'obsédante image d'un somptueux ghetto pour Blancs, d'où chaque soir se retire la population des travailleurs et employés noirs, regagnant leur ville, cette mer de taudis, qui encercle de sa misère l'îlot fleuri des Européens ? »¹⁸ Mais à la différence de la plupart des enfants blancs de Léo, j'avais la chance de voir souvent à la maison des rédacteurs de *Présence congolaise* et d'entendre leurs interminables discussions sur l'avenir du Congo, qui pour eux se conjuguaient déjà au présent. Des Noirs chez les Blancs ! Un événement en soi. Je regardais et j'écoutais. Beaucoup plus tard encore, lors d'une cérémonie de deuil à Bruxelles à la mémoire d'un de ces indépendantistes congolais, Joseph Ngalula, j'ai prononcé son éloge funèbre : « Joseph, formé par des missionnaires flamands, était un nœud de contradictions. Un rebelle assoiffé de reconnaissance, un chrétien empreint de scepticisme, un libertin volontiers moraliste, un Kasaïen rêvant d'une carrière à Kinshasa, un nationaliste virant au régionalisme, un observateur tenté par l'action ou, si

¹⁸ *Léopoldville blanche et noire*, La Revue générale belge, n°94, 1958.

vous préférez, un journaliste tenté par la politique, un Congolais se sentant des affinités avec les Flamands brimés dans la Belgique unitaire mais un Congolais cultivant des amitiés subtiles avec des Wallons qu'il impressionnait par la préciosité de son français... Un marginal au fond, trop subtil, trop lucide pour ne creuser qu'un seul sillon, pour n'aller au bout que d'une seule idée. (...) Je l'observais, je le regardais comme seuls les enfants osent le faire. Il avait un visage qu'il suffisait d'entrevoir pour ne jamais l'oublier, un visage singulier, à la fois rond et pointu, barré d'un sourire permanent, alourdi par des yeux d'où filtrait toute l'ironie du monde, ou tout le désenchantement du monde. » Faut-il en rajouter ? Il me semble déraisonnable de ne pas faire le lien entre ce choc de l'enfance et mon histoire burundaise, même s'il est ténu, pour ne pas dire tordu. J'ai quitté le Congo peu avant mes 12 ans, quelques mois avant l'Indépendance. C'est un des plus grands regrets de ma vie. J'étais en « congé » en Belgique le 30 juin 1960, quand le Congo a cessé d'être belge. J'avais rêvé de ce moment, je voulais participer à la fête, ce n'est pas tous les jours qu'on peut assister à la délivrance d'un pays, à la libération d'un peuple et encore moins à la naissance d'une nation. Cette occasion ne s'est d'ailleurs jamais représentée¹⁹, mais on ne décide pas de ces choses à 12 ans. Quarante ans plus tard, le 30 juin 2000, une soirée spéciale à la RTBF avec le film *Indépendance cha cha* a été pour moi comme un rattrapage.

Le poids du legs colonial

J'arrête ici le récit des commencements. Sachez seulement que je me réjouissais de repartir au Congo indépendant, convaincu que les Bons y avaient eu raison des Méchants et qu'on allait marcher vers un avenir radieux. Je suis resté en Belgique, à Bruxelles exactement. J'ai aussitôt oublié cette histoire congolaise comme on ferme une parenthèse. J'ai refusé la nostalgie qui hantait tant de « coloniaux », soudain épris d'une Afrique qu'ils avaient tant méprisée. Pour moi, les Belges avaient eu ce qu'ils méritaient, point. Après mes études, je suis allé travailler comme enseignant en Algérie, un autre pays décolonisé, je me suis passionné pour cette société encore éblouie d'être sortie du néant, j'ai lu Franz Fanon²⁰, j'ai compris que les mêmes causes y avaient produit les mêmes effets. L'humiliation, la négation de l'autre, bref sa déshumanisation et pour tout dire le racisme, étaient consubstantiels du colonialisme. Sauf qu'en Algérie il avait fallu la guerre, une guerre atroce de huit ans et plus d'un million de morts, pour en finir. Les Belges avaient été plus expéditifs que les Français.

J'ai lu Pierre Nora²¹ qui avait analysé la mentalité et le comportement des Pieds-noirs à la fin de l'Algérie française. Il n'y avait pas l'équivalent des Pieds-noirs au Congo belge, pas de colons établis en masse depuis des générations, mais je découvrais des similitudes entre les deux mondes, une sorte de communauté de classe, de colo-attitude, surtout caractérisée par une jovialité excessive et envahissante. Jovialité créant une

¹⁹ Sauf pendant quelques heures, le 13 mai 2015, à Bujumbura. Voir infra.

²⁰ *Sociologie d'une révolution*, Maspéro, 1959.

²¹ *Les Français d'Algérie*, Julliard, 1961.

connivence séparatrice, qui disait : vous êtes comme moi, nous sommes du même monde, nous n'avons rien à voir avec ces gens, ou plutôt avec ces nègres ou ces rats... Je suis devenu journaliste. Une autre façon d'enseigner, de transmettre en faisant moins d'efforts et en papillonnant. Je suis retourné au Congo, pour la première fois, en 1980. Comme par inadvertance. Vingt ans après l'avoir quitté. Mon sujet ? Le Zaïre qui avait zappé le Congo ? Le mobutisme en crise, au comble de son abjection ? Non : l'indépendance, vingt ans plus tard. J'étais encore à la radio, seul avec mon magnétophone nagra. Je voulais enregistrer des acteurs de l'indépendance, des récits de libération. A Bruxelles, je traitais l'actualité zaïroise, mais là elle ne m'intéressait pas, j'étais convaincu que le mobutisme était un produit colonial, je supportais mal que la Belgique continue à s'en laver les mains et je voulais donc revenir sur ce passé, en mesurer obstinément le poids. Depuis, je n'ai plus guère cessé de fouiller cette histoire. J'ai consacré une part de ma vie professionnelle au Zaïre, jusqu'au film d'archives *Notre ami Mobutu* en 1997, puis au Congo à nouveau jusqu'au *Géant inachevé* en 2010²².

Mais il est temps de revenir au Burundi, visité pour la première fois en cette même année 1980. Quels rapports y a-t-il entre ces commencements congolais et ces engagements burundais ? Au moins un, d'évidence : la Belgique coloniale. Il est impossible de vivre, de travailler en RDC et au Burundi sans que ce passé ressurgisse. Ceux qui feignent de l'ignorer ou refusent de l'admettre sont vite ramenés à la réalité par les Congolais et les Burundais eux-mêmes. A Kinshasa, le mythe belge n'a pas disparu, à Bujumbura non plus. A ce propos, une anecdote récente. Je siégeais fin 2014 dans un jury de mémoire à l'université du Burundi, un professeur a reproché à l'étudiant d'avoir écrit « Le Burundi, ce petit pays d'Afrique centrale » et, pour étayer son indignation, s'est tourné vers moi en disant qu'on n'imaginerait jamais écrire « La Belgique, ce petit pays »... A sa consternation et à la satisfaction de l'étudiant, j'ai dû le démentir. Je crois qu'il ne m'a pas vraiment cru. Pour lui comme pour la plupart des Burundais, la Belgique reste un immense pays. La colonisation est passée par là, avec son cortège de sentiments et de ressentiments : supériorité, infériorité, culpabilité, victimisation, etc. La complexité relationnelle traverse le temps. A partir du moment où j'ai remis les pieds à Kinshasa et les ai posés à Bujumbura, je me suis confronté à cette complexité et j'ai choisi, inconsciemment sans doute, de l'assumer comme on accepte un legs, si lourd soit-il. Etre belge et blanc, c'est forcément être suspect. Quand j'ai présenté *Le Géant inachevé* à Kinshasa, lors du débat un historien congolais a dit que, nécessairement, j'avais un regard « belge » sur l'histoire du Congo. Je trouvais cette affirmation injuste, mais comment la contrer ? J'avais pourtant résolu de raconter le Congo indépendant d'un point de vue indépendantiste et nationaliste, et pas n'importe lequel : je m'étais mis carrément à la place de Lumumba, l'histoire était racontée à la première personne, ce « je » était Patrice Emery Lumumba. J'aurais compris que cela choque et même scandalise, et pourtant personne ne m'a reproché cette « usurpation », comme si le problème n'était pas que j'ose faire parler un mort, tué par des Belges, mais que je sois

²² Deux documentaires coréalisés avec Isabelle Christiaens.

belge moi-même et donc que je parle d'ailleurs, irrémédiablement. Que je parle du fond de l'histoire, d'un point de vue qui ne pourrait jamais être que celui du Blanc, de l'héritier du colonialisme. Mais qu'y faire ? J'ai appris à vivre avec cette réalité, avec cette complexité.

Le grand compromis historique

J'avais laissé le Burundi en 1995, dans son bain de sang, avant de faire ce long détour par l'histoire ancienne. Je pensais l'avoir quitté pour toujours, ce n'était qu'un effet de ma cécité. Il n'y a pas d'horreur éternelle. Le Burundi, corps dépecé, vivait encore. En 1996, Ntibantunganya avait été chassé du pouvoir par un coup d'Etat militaire, Buyoya s'était réinstallé sur le trône présidentiel qu'il avait dû abandonner en 1993 après avoir perdu les élections. Une revanche amère, un pouvoir en trompe-l'œil, dans un pays frappé d'embargo, en proie à une guerre fratricide. Je restais loin de ces péripéties, je gardais pourtant contact avec des exilés, qui n'étaient pas en première ligne mais savaient ce qui se tramait. C'est par eux que j'ai appris l'existence de pourparlers secrets entre des émissaires de la rébellion et du gouvernement. Les premiers conciliabules ont eu lieu à Rome, ils se sont prolongés à Dar-es-Salam pour déboucher sur de véritables négociations à Arusha, sous l'égide notamment de Nelson Mandela et Julius Nyerere. Deux ans de négociations, de 1998 à 2000, clôturées par la signature de l'« Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation » qui a jeté les bases du grand compromis historique burundais. La raison avait fini par l'emporter sur la folie meurtrière, même si la guerre allait continuer encore, vaille que vaille, pendant cinq ans, par la volonté de ceux qui ne voulaient pas de cet arrangement politique, sans vainqueurs ni vaincus. Le retour à la démocratie électorale était prévu pour 2005. La « transition » a commencé fin 2001. Je suis retourné au Burundi début 2002.

Mais avant de m'expliquer sur cet étrange retour, je dois revenir sur l'Accord d'Arusha qui a tout changé au Burundi. Arusha était un socle, un immense soubassement sur lequel il devenait enfin possible de construire une société nouvelle, socialement et politiquement. La force de cet accord tenait dans un paradoxe. Il avait été négocié frontalement, Hutu contre Tutsi, regroupés les uns et les autres en deux délégations : G7 et G10. Sept partis hutu d'un côté, autour du Frodébu, dix partis tutsi de l'autre, autour de l'Uprona, deux groupes censés défendre chacun les intérêts de leur ethnie. Mais le but de la confrontation était bien de mettre fin, une fois pour toutes, à cette dichotomie meurtrière. Une sorte de « plus jamais ça » à la burundaise. Plus jamais de G7 et de G10, plus jamais ce genre de négociations, ethnie contre ethnie, il fallait changer de contradictions politiques et l'Accord d'Arusha a organisé ce changement. Sur des principes simples, rappelés tout récemment encore par le chercheur anversois Stef Vandeginste²³ : réconciliation ethnique et pacification politique, protection des

²³ *A la recherche d'un ange gardien perdu*, Stef Vandeginste, Working paper/2015.08, IOB, University of Antwerp.

minorités, prévention des coups d'Etat, légitimité et représentativité des institutions, démocratie et Etat de droit²⁴.

C'est ainsi que le Burundi s'est retrouvé avec une constitution contraignant chaque parti à intégrer des Hutu et des Tutsi et à former des listes électorales « chabadabada », établissant aussi des quotas hutu et tutsi dans les grands corps de l'Etat : armée et sénat (50/50), assemblée nationale et gouvernement (60/40), etc. Etant donc entendu que les élus d'un même parti pouvaient, devaient même être d'ethnie différente. Bref, un système subtil et précis qui n'était pas sans rappeler les échafaudages institutionnels belges, mais en moins complexe tout de même ! Inutile de dire que des critiques, parfois véhémentes, se sont multipliées au Burundi contre cet accord, surtout dans certains milieux tutsi, considérant qu'Arusha signait leur défaite, la fin des privilèges, la minorisation perpétuelle. Raisonnablement bizarre, tant les garanties constitutionnelles les assuraient justement de ne jamais être écrasés, elles leur conféraient même une sorte de rente de représentation à vie, du moins tant que cette constitution serait en vigueur. Côté hutu, les réticences étaient moins fortes, même si tout n'était pas réglé : la rébellion continuait, les FDD²⁵ et les FNL²⁶ n'avaient pas encore déposé les armes, faisant surtout des calculs politiques, convaincues que la poursuite de la guerre leur donnerait une victoire et des avantages encore plus importants. Calculs vrais et faux, ceux-là, on en reparlera. Le fait est que l'Accord d'Arusha signé par le G7 et le G10 le 28 août 2000 s'est vite imposé comme le texte fondateur de la reconstruction du Burundi, pour ne pas dire de sa révolution sociale : désormais les étiquettes hutu/tutsi ne seraient plus la marque d'un destin politique, d'une position inférieure ou supérieure dans la société, elles se délaveraient peu à peu, on les regarderait bientôt comme les traces d'un passé lointain et révolu.

Et c'est pour cela, en somme, que je suis retourné au Burundi, même si tout le monde n'y avait pas enterré la hache de guerre. J'étais sûr que ceux là finiraient par rendre les armes, l'esprit d'Arusha était trop puissant, l'accord tellement bien pesé et pensé qu'il finirait par s'imposer à tous. Mais je ne suis pas reparti comme reporter, je voulais être un acteur de la « transition », comme on allait appeler cette période entre guerre et paix, entre massacre et démocratie. Beaucoup d'exilés rentraient, sous bonne escorte, gardés par des soldats sud-africains en mission onusienne, pour participer à cette longue reconstruction. Nous étions fin 2001, la transition venait de commencer. Le nouveau ministre de la communication, Albert Mbonerane, m'a demandé si je pouvais venir lui donner un coup de main. Je lui ai exactement répondu ceci, extrait d'un long message : « Jusqu'ici, quels que soient les régimes (et comme dans beaucoup de pays), l'information a été considérée et traitée au Burundi comme un enjeu de pouvoir et donc comme un instrument au service des pouvoirs établis. (...) C'est avec cela qu'il faut rompre, avec cette habitude de confondre information et propagande, au point de faire

²⁴ Id, pp. 7-8.

²⁵ Forces de Défense de la Démocratie.

²⁶ Forces de Libération Nationale.

perdre à la première toute crédibilité et à la seconde beaucoup d'efficacité. Cette "information officielle" ne prêche que des convaincus et les autres s'en détournent. Cette information tient du rabâchage, elle utilise des formules toutes faites, elle ne connaît ni nuance, ni contradiction, elle se dérobe à toute réflexion. Finalement, au-delà de l'information officielle, c'est l'image du pouvoir qui s'en trouve profondément altérée : comment faire confiance à l'autorité, si l'on ne peut faire crédit à l'information ? Or tout le monde sait que la confiance est une condition essentielle de la pacification des esprits, sans laquelle il n'y a pas de solution viable au problème burundais. C'est pourquoi il faut couper le cordon ombilical entre le pouvoir et la presse publique. Pour être crédible, l'information doit être précise, complète, impartiale. Elle doit répondre d'abord à des critères professionnels et déontologiques. Cela posé, il faut se méfier de tout angélisme. Il faut tenir compte du poids du passé et des (mauvaises) habitudes, mais surtout de l'extrême fragilité psychologique de la société burundaise, traumatisée par des décennies de violence et d'arbitraire. La rupture doit être radicale mais se faire en souplesse. »

Autopsie d'un service peu public

En d'autres termes, je considérais que l'émancipation de la RTNB, l'invention d'un véritable service public de radio-télévision était une condition essentielle de la démocratisation du Burundi. La RTBF m'a donné un congé, l'APEFE a financé la mission d'expertise de la RTNB que j'ai menée en février-mars 2002, avec un double but : voir si cette rupture était possible et ce qu'elle nécessiterait comme moyens. Je ne connaissais pas Mbonerane, il revenait d'un long exil en Allemagne, précédé d'une réputation d'extrémiste hutu, très mal vu dans les cercles tutsi de Bujumbura. Tout était donc très compliqué. Je l'ai rencontré là-bas pour la première fois, j'ai rencontré aussi le directeur général de la RTNB, Innocent Muhozi, dès le soir de mon arrivée. Une prise de contact très guindée. Il était sur ses gardes, il savait que son institution avait des relents d'ancien régime, il était conscient de ses problèmes et de son discrédit, mais plus inquiet encore des réformes incontrôlées. En fait, comme beaucoup de Tutsi à l'époque, il ne croyait pas vraiment aux bienfaits d'Arusha et se méfiait de cette démocratisation, qu'il jugeait peut-être impossible ou trop dangereuse... Comme quoi, les temps changent : Muhozi, que j'appelle aujourd'hui « Gandhi », est une des figures de la société civile en exil, gardien du temple d'Arusha, thuriféraire de la démocratie, des libertés politiques et médiatiques ! Un signe à lui seul des bouleversements qu'a connus le Burundi. Autre signe : Mbonerane, qui a quitté assez tôt la politique, a été un ministre fort modéré et est devenu un sage dans son pays, voué corps et âme à la cause de l'environnement.

Mais nous étions en 2002. Bujumbura était méconnaissable. Une image me frappait : les vaches avaient chassé les hippopotames. Il y avait des troupeaux partout, descendus des collines en guerre, paissant sur le moindre terre-plein, broutant tout ce qui poussait jusqu'au bord du lac. Dégoutés, dérangés dans leurs habitudes, les hippopotames étaient partis vers des rives moins inhospitalières. A la RTNB, tout le monde racontait que les

militaires de faction avaient mitraillé un hippopotame égaré pour le dépecer et nourrir leurs familles.

Ma mission a duré cinq semaines, pour un état des lieux complet et des dizaines d'entretiens avec les personnes concernées. Inutile de s'attarder ici sur les détails. La RTNB était dans un état déplorable à tous points de vue, matériel, technique, financier, organisationnel et surtout journalistique, sans parler des programmes qui s'apparentaient à du remplissage. Quelques rares productions propres noyées dans un flot d'émissions fabriquées ailleurs et fournies gratuitement, sans aucun rapport avec la réalité burundaise. Le tout sous forme « d'images déformées, ternes, surexposées, tremblantes, striées » comme je l'ai écrit dans mon rapport, tant les bandes utilisées et réutilisées pour filmer et copier étaient défectueuses. Une évidence en conclusion : si l'on voulait que la RTNB change, il fallait empoigner tous ces problèmes, de forme, de fond et d'équipement. Cette occasion ne se représenterait pas de sitôt, comme dans tout après-guerre, quand les projets les plus fous, les plus généreux semblent soudain réalisables. J'écrivais : « C'est l'image du Burundi qui est en jeu, la représentation que les Burundais se font d'eux-mêmes et de leur société. Comment se reconnaître dans une radio-télévision « nationale » aux génériques ravagés, aux programmes anémiques, aux informations stéréotypées ? Il serait dommage et surtout absurde que la radio-télévision n'accompagne pas la transition démocratique. » En fait il s'agissait davantage que d'un accompagnement, je pensais que la radio-télévision pouvait être un moteur du changement.

Illusion ? Utopie ? Oui et non. Oui, si l'on prenait en compte les immenses problèmes qui se posaient au Burundi, où le sort d'une radio-télévision moribonde pouvait importer peu, alors même que deux radios privées étaient nées, Bonesha en 1996 et RPA en 2001. Je les ai visitées, j'ai beaucoup parlé avec leurs responsables et animateurs, je considérais ces nouveaux médias comme indispensables à l'ouverture de l'espace politique, mais quelle puissance démocratique aurait une radio nationale en kirundi, diffusée sur toutes les collines, qui ne serait plus la voix du pouvoir mais la voix de tous ! Donc non, un service public n'était pas une illusion, le pluralisme était possible, à portée de main. Il fallait y croire, il fallait surtout y mettre les moyens. Le rapport a fait son chemin en Belgique, dans les circuits concernés par ce genre de sujet, WBI²⁷, Coopération, Affaires étrangères. Je suis retourné au Burundi en 2003, pour travailler au sein de la RTNB et revérifier mes hypothèses. C'est à la fin de cette même année que j'ai été reçu par le ministre belge des Affaires étrangères, qui avait lu le rapport, disposait d'une ligne budgétaire spéciale « prévention des conflits – consolidation de la paix » et a décidé de financer une intervention globale auprès de la RTNB. Il s'appelait Louis Michel, il avait joué un rôle dans les négociations d'Arusha et se sentait comptable de la réussite de l'Accord. Je revois son bureau, vaste carré vitré surplombant le quartier du Sablon, décoré d'objets africains et d'une fusée de Tintin, parsemé de bougies allumées. Je n'ai

²⁷ Wallonie-Bruxelles International.

pas oublié son argument massue, un peu étrange venant d'un libéral : « Le service public, c'est très important, j'y crois, c'est la condition de la démocratie. Lorsque nous étions dans l'opposition au début des années 90, on avait le plus grand mal à se faire entendre sur RTL, qui était sous la coupe des partis majoritaires. Heureusement qu'on avait la RTBF. Sur le service public on pouvait s'exprimer, c'était équitable. Le Burundi a besoin d'un vrai service public, c'est vital. »

L'opération Kabondo

Pour une intervention, ce fut une intervention, presque au sens chirurgical du terme. J'ai quitté la RTBF, pour toujours, pour me consacrer à la RTNB. Mais il faut ici laisser le « je », non sans un certain soulagement, c'est un travail collectif qui commençait. Le plus urgent était de trouver un partenaire technique, prenant en charge l'ensemble des problèmes matériels et logistiques, capable de révolutionner la production audio et vidéo en un temps record. Numériser la RTNB était la condition nécessaire de sa démocratisation. Il était illusoire d'envisager la moindre réforme avec un matériel usé jusqu'à la corde et des installations en ruine. J'ai trouvé l'oiseau rare par hasard, lors d'une visite dans une boîte audiovisuelle. Il s'appelait Yves Pierre. Un drôle d'oiseau, un Pic de la Mirandole technique, un cerveau ébouriffant et volontiers délirant, le tout juché sur un corps de 140 kg pas facile à caser sur un siège d'avion. Des divers techniciens rencontrés, il était le seul à intégrer tous les paramètres dans son plan d'action, jusqu'aux plus infimes détails pratiques, et le seul à proposer des choix adaptés aux réalités, aux personnes, aux circonstances précises de cette intervention.

Nous avons employé le mot « mutation » pour définir notre projet, détaillé dans un long document, avec un calendrier d'intervention, étape par étape, pour les trois prochaines années : rénovation des bâtiments, installations, formations ; journalisme, animation, production et gestion. La mutation ne réussirait que si elle touchait à tout. L'objectif politique était affiché d'emblée, en rapport avec la transition où se trouvait le pays depuis un an : « La complexité du processus politique et le partage du pouvoir font qu'il n'y a plus une seule vérité officielle [au Burundi]. C'est l'occasion ou jamais d'en finir avec cette époque [de propagande exclusive], d'organiser la responsabilité professionnelle et de mettre la radio-télévision au service de toute la société. »

Nous avons créé l'ASBL Kabondo pour mener ce chantier de mutation et nous avons installé nos bureaux à Mutanga-nord, d'où nous avons une vue imprenable sur la guerre finissante. Le CNDD-FDD²⁸ avait déposé les armes en 2003 et souscrit à l'Accord d'Arusha. Seules les FNL continuaient à s'accrocher avec l'armée, dans des combats dont les balles traçantes illuminaient la nuit sur les collines enserrant Bujumbura. Le travail a commencé avec les journalistes, les techniciens, toutes les professions de la RTNB et sa hiérarchie bien sûr. Il n'était pas question d'imposer quoi que ce soit, encore moins de régenter qui que ce soit. Tout était débattu, expliqué, parfois négocié, rien n'était simple mais le chantier avançait selon le calendrier prévu. Notre chance a été de collaborer avec

²⁸ Conseil National pour la Défense de la Démocratie – Forces de Défense de la Démocratie

un homme intègre, le directeur général nommé au moment où nous démarrions : Léonidas Hakizimana. Un Tutsi, ex-directeur technique au début des années 90, uproniste repéré par Ndadaye lors de son passage éclair au pouvoir en 1993 et aussitôt désigné gouverneur dans sa province natale de Rutana, qu'il a préservée d'un bain de sang pendant la guerre. Au fond, il faisait un bon DG « de transition », mais c'était aussi sa limite, il savait que son poste ne tenait qu'à un fil, et autant j'appréciais notre collaboration, autant je le trouvais souvent trop prudent. La mutation technique de la RTNB le passionnait, mais sa mutation démocratique lui semblait une entreprise fort périlleuse, pour ne pas dire utopique. C'était pourtant le but, la raison d'être de l'opération Kabondo...

Vingt-sept personnes y ont travaillé pendant trois ans, et la mutation s'est faite. La RTNB a été informatisée et numérisée. Les programmes et l'information ont changé aussi, le pluralisme est entré dans les habitudes de la maison, mais ce fut beaucoup plus compliqué. On touchait là à une sorte d'objet sacré, constitutif même de la puissance politique, dépassant largement les frontières du Burundi. Partout en Afrique, après les colonisations, les instituts nationaux de radio-télévision ont été des instruments de pouvoir évidents, indiscutables, considérés comme nécessaires à l'autorité de l'Etat. Naguère en Europe, jusque dans les années 60, il en allait de même, on peut donc parler à cet égard d'une forme de continuité. Au Burundi d'ailleurs, pour vous situer l'étendue du problème, on a toujours utilisé le même mot rundi, *leta*, pour désigner deux choses très différentes : l'Etat et le gouvernement. Ou l'administration et la majorité politique. *Leta* qualifie indifféremment l'ensemble des structures nationales définies dans la constitution et les majorités et gouvernements issus des élections. Dans cette confusion entre le permanent et l'éphémère, le bien commun et l'intérêt partisan, il n'est jamais facile de faire valoir l'un sans être soupçonné de servir l'autre... Et surtout sans que chaque pouvoir en place soit tenté, à son tour, de se servir.

Mais la chance de ce projet résidait précisément dans cette conjoncture très particulière : le pouvoir n'en était plus vraiment un, il était tellement partagé, subdivisé entre tous les signataires d'Arusha, qu'il en devenait presque inoffensif. En tout cas, je n'ai jamais rencontré au Burundi un tel sentiment de liberté. Le gouvernement était trop faible, trop parcellaire pour impressionner les gens, et ceux-ci en ont bien profité. Pour les médias, ce fut un âge d'or. Les radios privées donnaient le ton, soucieuses d'abord d'asseoir leur audience et leur liberté d'expression. A elles seules, elles signifiaient la transition, elles préfiguraient la démocratie. Mais le plus étonnant se passait à la RTNB où les militaires, à l'entrée des bâtiments, avaient l'air en vacances et où le ton des journaux avait bien changé. On était loin de la radio-télévision griot des années de plomb, on avait même l'impression contraire : on entendait des journalistes insolents qui multipliaient les éditoriaux agressifs à l'égard de ces autorités si peu autoritaires. Il n'était pas simple de faire la part du journalisme et du militantisme dans cet enfièvrement. Je me méfiais de cette insoumission facile, je soupçonnais certains journalistes, convertis de fraîche date à la liberté, d'être moins démocrates qu'ils ne s'en

donnaient l'air. Sous leurs critiques du système, certes bancal, je sentais poindre un rejet de l'Accord d'Arusha qui était pourtant la clef de la démocratisation burundaise. On sait aujourd'hui ce qu'il en est, hélas : depuis un an, cet Accord n'est plus que charpie et la démocratie en mille morceaux.

Synergie et démocratie

En 2004, le temps nous était compté, la transition se terminait, on était à quelques mois des élections. Quoi que l'on fasse, ou que l'on rêve, la RTNB allait jouer un rôle important lors de ces élections, positif ou négatif... Elle avait des moyens supérieurs à ceux des autres médias. C'était pour elle l'occasion à saisir, le moment de s'affirmer enfin, pour la première fois de son histoire, comme un vrai service public. Pour les journalistes, cela se traduisait par deux mots clefs : pluralisme et professionnalisme. Nous étions dos au mur. Si nous ne prenions pas cette chance, si nous ne faisons pas la preuve que la radio-télévision pouvait être vraiment « nationale », il ne nous restait plus qu'à dresser un constat d'échec. Kabondo n'aurait servi à rien. Heureusement, il y a eu la « synergie des médias ». Très vite le mot « synergie » s'est suffi à lui-même, je l'écrirai ici désormais avec une majuscule.

La Synergie a associé divers médias pour une couverture optimale des scrutins de 2005, elle a additionné leurs moyens matériels, techniques et humains pour que cette année soit marquée par une double réussite, politique et médiatique. La démocratie était à ce prix. Des élections loin des micros et des caméras, sans la présence des journalistes partout dans le pays, sans directs à la radio, sans transmission rapide des résultats, étaient inconcevables. Et pour cela, il fallait coaliser les médias. Principalement financée par des ONG américaines, la Synergie a été inventée par les radios privées Isanganiro et Bonesha à l'occasion du référendum constitutionnel du 28 février 2005. Elle regroupait alors principalement cinq médias, quatre radios privées²⁹ et la très officielle Agence burundaise de presse. Le soir du référendum, la grande majorité des auditeurs a écouté le programme de la Synergie diffusé simultanément sur plusieurs antennes, et la RTNB qui voulait faire cavalier seul, a été larguée. La leçon a servi : aux scrutins suivants, en mai et juin, la RTNB, radio et télévision, a rejoint la Synergie, où elle a vite occupé une position stratégique, par le nombre de ses reporters et l'importance de sa logistique, comparée à celle des autres. D'un coup, par la force des choses, elle s'est « démocratisée ». J'emploie les guillemets à dessein, pour souligner la mutation paradoxale, s'agissant d'un « service public » qui s'était toujours identifié au pouvoir, lui-même confondu avec l'Etat... La puissance du réel était en train de réussir là où nous aurions pu échouer. L'événement commandait et la Synergie a fait le reste.

L'heure n'était plus aux éditoriaux faciles et aux petits règlements de comptes, il y avait des partis en campagne et du reportage à faire aux quatre coins du pays. Certes le

²⁹ Bonesha, CCIB, Isanganiro et Renaissance. Au total la Synergie comprenait 10 médias, y compris deux studios de production radiophonique.

Frodébu, auquel appartenait le dernier président de la transition, Domitien Ndayizeye, a bien essayé de peser sur la couverture de la campagne par la RTNB, mais ce ne fut qu'un baroud de déshonneur : le Frodébu a perdu les élections communales et législatives. Le parti de Ndadaye a été battu par le parti de la rébellion, le CNDD-FDD, qui avait dédaigné Arusha, n'avait pas signé l'Accord en 2000 et n'avait rallié le processus démocratique qu'à la dernière minute, fin 2003. Un « veni, vidi, vici » à la burundaise. Et la Synergie, où la RTNB tenait une place importante, a été le premier témoin de cette conquête : elle était partout, dans toutes les circonscriptions, elle pratiquait un pluralisme sans faille, elle incarnait la démocratie avant même qu'elle ne se réalise par le vote. Comme souvent dans l'histoire, la société a précédé la politique.

Ces souvenirs sont cruels évidemment, quand on sait ce qu'il reste aujourd'hui de cette révolution démocratique de 2005. Mais justement, la mémoire est nécessaire, l'histoire n'est jamais écrite une fois pour toutes. Et rien n'est irréversible. Le CNDD-FDD a remporté les élections législatives avec 58,5% des voix (64 sièges) contre 21,6 au Frodébu (30 sièges) et 7,2 à l'Uprona (15 sièges). Ces résultats ont été livrés par la Synergie, dans une même émission en direct sur toutes les antennes. On peut dire que le CNDD-FDD a été porté au pouvoir par les radios, grâce à une rédaction commune de 123 journalistes. Des reporters assistaient au dépouillement dans certains bureaux et donnaient des résultats partiels au fur et à mesure de son déroulement, on était presque en surrégime de transparence. Du jamais vu au Burundi et peut-être dans le monde. Au fait, j'ai oublié de vous dire que le ministre de l'intérieur ne m'était pas inconnu. Jean-Marie Ngendahayo avait longtemps tardé à rentrer au pays, il n'avait pas suivi les leaders du CNDD-FDD dans leur retour d'exil fin 2003, il était resté en Finlande, très loin du Burundi. Il s'est donc fait prier pour revenir au bercail, comme s'il doutait de cette espèce d'idylle démocratique. Et puis tout est allé très vite, il a fini par rentrer début mars et il a été propulsé par son parti CNDD-FDD au ministère de l'Intérieur en mai 2005, à trois semaines des élections ! J'ai été le voir, un samedi matin, dans son bureau place de la Révolution. Une pièce de musée, ce bureau, que le résident général Jean-Paul Harroy avait occupé jusqu'à l'indépendance en 1962. Ngendahayo ministre, encore : à l'Intérieur cette fois, après la Communication sous Ndadaye et l'Extérieur sous Ntaryamira et Ntibantunganya. Drôle de destin. En 2005, il se retrouvait en première ligne, chargé du bon déroulement des élections dont l'organisation était assurée par la Commission électorale nationale indépendante, la CENI. Il n'avait pas l'air plus tracassé que cela, et son rire était toujours aussi fracassant. Quand je repense à sa trajectoire, je la vois faite d'éclats, de charges sabre au clair, de mouvements impulsifs, bref tout le contraire d'un « plan de carrière », je me dis aussi qu'elle nous parle du Burundi et de sa difficulté à s'inscrire dans une durée, dans une continuité politique rassurante. Je n'ai jamais douté de son idéalisme, mais cet élan s'est souvent mal accordé avec les calculs et contingences de la vie politique.

En 2005, le ministre Ngendahayo se présentait aussi aux élections, il a été élu dans sa province de Cibitoke et est devenu un des 64 députés du CNDD-FDD. Il n'a pas été repris

dans le premier gouvernement post-transition. Trois ans plus tard, il a été chassé de l'assemblée, comme 21 autres camarades de parti, jugés trop indociles. Ses chutes auront été aussi fulgurantes que ses ascensions. Ces trois années peuvent résumer la question burundaise. L'euphorie de 2005 a été brève. Le CNDD-FDD était pourtant repu, il disposait d'une confortable majorité au parlement, de 81 conseils communaux sur 129 et il avait placé Pierre Nkurunziza à la présidence de la république, bref il ne lui restait plus qu'à gouverner. Mais tout s'est passé comme s'il digérait mal son succès ou comme s'il était pris de boulimie. Il faut savoir que le système institutionnel burundais a été conçu pour éviter la monopolisation du pouvoir : tous les partis ayant obtenu 5% des voix participent au gouvernement, autrement dit il n'y a pas de véritable opposition parlementaire. C'est un garde-fou, cela part d'une très bonne intention, mais on s'est vite rendu compte au Burundi, dès 2006, que ce partage apparent du pouvoir, semblant s'inscrire dans une continuité démocratique, avait un effet pervers et paradoxal : d'une part, inciter le CNDD-FDD à abuser de sa domination en traitant ses partenaires comme des subordonnés ; d'autre part, diviser ce même parti ultra-dominant.

Hussein Radjabu : grandeur et déchéance

Le gouvernement burundais n'avait donc pas d'opposition au parlement, puisqu'il était composé de ministres appartenant aux partis qui totalisaient 109 sièges sur 118, ce que Stef Vandeginste a théorisé à l'époque sous le concept de système « consociatif ». Mais la réalité politique était loin de cette image d'union nationale. Il y avait plus puissant et moins contrôlable que le pouvoir exécutif : le parti majoritaire. Le CNDD-FDD était dirigé par un homme redouté, considéré comme le vrai maître du régime et se comportant comme tel : Hussein Radjabu.

J'ai le souvenir précis d'un match de football international, Burundi-Mauritanie, au stade Prince Louis Rwagasore à Bujumbura, le 8 octobre 2006. J'étais dans la tribune principale quand Radjabu est apparu tel un chef d'Etat et s'est fait présenter les deux équipes après les hymnes nationaux. J'ai compris ce que tout le monde disait : Pierre Nkurunziza était un président de pacotille, Radjabu dirigeait le pays comme le parti. Il était d'ailleurs omniprésent, il prononçait de grands discours, il puisait dans les biens de l'Etat, il désignait des ennemis, dénonçait des journalistes, les faisait emprisonner, tout lui semblait permis. Il a même orchestré un procès inique, faisant arrêter et traîner en justice l'ancien président Ndayizeye et l'ancien vice-président Kadege, pour « atteinte à la sécurité intérieure ». Contre toute évidence, ces deux personnalités de la transition étaient accusées de conjuration ! Kadege a même été torturé dans les locaux du SNR³⁰ et une vidéo de ces sévices a circulé partout. Radjabu ne supportait évidemment aucune contradiction, traquant ses adversaires jusque dans son parti, je dirais même : surtout dans son parti. Comme l'opposition n'existait pas au parlement, elle s'est trouvée de l'espace ailleurs, au cœur du pouvoir, au sein même du CNDD-FDD. Plusieurs « affaires » ont éclaté, deux noms d'opposants – ou de frondeurs comme on dit aujourd'hui – sont

³⁰ Service National des Renseignements, dont il sera encore beaucoup question.

restés dans les mémoires : Mathias Basabose et Alice Nzomukunda, tous deux cassés par Radjabu. Jusqu'à ce que... Tel l'arroseur arrosé, menaçant de faire s'écrouler tout le système, Radjabu allait finir par subir le sort qu'il avait infligé à d'autres.

Jean-Marie Ngendahayo était donc député du CNDD-FDD. Dans ces turbulences qui agitaient le parti, il semblait pencher du côté de Radjabu. Aujourd'hui, il affirme qu'il s'opposait à lui dans les réunions du parti, mais rien de cela n'apparaissait, aucune intervention au parlement, aucune déclaration publique en ce sens. Il était donc considéré comme proche du président du CNDD-FDD, jusqu'à preuve du contraire et cette preuve ne venait pas.

Un soir de 2006, je suis allé chez lui. Il vivait seul, récemment séparé de sa femme et de ses filles. On ne s'était plus vu depuis des mois. On s'est préparé à manger en écoutant du Brassens. On buvait, on bavardait, on chantait, il était peut-être le seul Burundais qui avait des disques de Brassens. Le plaisir simple des retrouvailles, des heures tranquilles, et puis soudain l'explosion. Jusque là, nos bavardages avaient tourné en rond, sans toucher au vif de l'actualité, sans nous avouer qu'on l'évitait. Il savait que je n'étais plus journaliste, mais je savais qu'il me voyait toujours comme tel : un fouineur, un questionneur, un emmerdeur. C'était faux et vrai. Je brûlais de savoir ce qu'il pensait de ce procès contre les anciens dirigeants, notamment Ndayizeye dont il avait été le ministre tout à la fin de la transition, mais j'espérais qu'il aborde lui-même le sujet. Finalement j'ai osé et il a explosé. Mon ton était ironique sans doute, mais sa réaction a été terrible. Il était hors de lui, littéralement, et moi j'étais perdu, il semblait en vouloir à la terre entière dont j'étais devenu le représentant. Il m'a foutu à la porte. On a mis longtemps à se rabibocher, à petits pas prudents. Et je ne sais toujours pas ce qui s'est vraiment passé cette nuit-là, ce qui a déchaîné cette fureur. Mais je lui ai donné un sens politique et je la vois maintenant comme la révélation d'un mal profond de la démocratie burundaise. Jean-Marie l'idéaliste appartenait à un parti qui s'égarait, et il refusait de croire à cet égarement. Tous ses engagements, toutes ces années de lutte, l'exil, la rébellion, la victoire, le pouvoir : tout ça pour ça ? C'était impossible. Le parti ne pouvait pas se tromper à ce point, il devait combattre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, Radjabu faisait ce qu'il pouvait, point. Et moi, par malheur, je venais de me ranger parmi les ennemis du parti, de Radjabu et donc du Burundi. Je n'avais plus rien à faire là. Ngendahayo doutait sans doute, il ne pouvait pas ne pas douter, il ne s'appelait pas Blueberry pour rien, mais c'est précisément ce qui avait décuplé sa rage.

Donc le CNDD-FDD était en crise. En voulant étouffer les contradictions dans la société, inhérentes à la démocratie, il les avait déplacées en son sein, et en voulant faire taire ses opposants internes, le président Radjabu avait fini par les multiplier. En janvier 2007, après des mois de simulacre, le procès des anciens dirigeants s'est terminé par leur acquittement. Ce verdict a sonné la fin de Radjabu. Il tirait toutes les ficelles, il venait de perdre la main. Sa disgrâce n'a pas traîné : on lui a retiré la présidence du parti en

février, on l'a arrêté en avril, il a passé les huit années suivantes en prison³¹. Nous étions tous abasourdis, j'ai vécu de très près ce naufrage où la RTNB a failli sombrer à son tour. Encore un signe de la fragilité burundaise.

La RTNB : navire en perdition

Je n'ai plus parlé de la RTNB depuis longtemps, depuis ces jours d'élections où elle fut assez exemplaire. J'y travaillais encore début 2007, dans des conditions devenues très difficiles. Le nouveau ministre de la Communication, Karenga Ramadhani, un proche de Radjabu, ne partageait pas notre conception du service public. Léonidas Hakizimana, le directeur général qui avait accompagné toute la réforme, avait été remplacé fin 2006 par un ami du ministre, Amrani Barutwanayo. La collaboration a viré au casse-tête. Et quand la crise a éclaté en janvier au sein du parti majoritaire, je n'en croyais pas mes yeux : la télévision « nationale » choisissait le camp de Radjabu en censurant le porte-parole du CNDD-FDD ! Du jamais vu, sous aucun régime, depuis sa création. Comme je l'ai écrit plus tard³² : « La RTNB apparaît clairement comme un acteur direct de la crise (...). Elle perd une bonne part du crédit durement acquis depuis deux ans et elle sort évidemment déforcée de cet égarement puisque son directeur général se trouve maintenant en sursis, marqué par son appartenance au camp perdant... »

Mais il ne s'agissait pas du sort d'un homme sans importance. Il s'agissait bien de la démocratie. Radjabu n'était pas écarté en raison de ses méthodes, de son usage pervers des institutions, de ses tendances mafieuses et de ses détournements de fonds, il était déchu parce qu'il prenait trop de place, parce qu'on ne le supportait plus dans l'entourage présidentiel où les « généraux », les anciens chefs de la rébellion, entendaient bien s'imposer et monopoliser le pouvoir. J'y reviendrai, à ce quarteron de généraux³³ pour qui la démocratie n'aura été qu'un moyen de conquérir l'Etat et d'en tirer tous les profits. L'ancien second vice-président de la république en exil en Belgique, Gervais Rufyikiri, vient de publier une étude accablante sur la corruption au Burundi³⁴. Il appartenait au sérail, comme membre éminent du CNDD-FDD et vice-président chargé des questions économiques, il était bien placé pour connaître de la corruption. Son analyse et son témoignage sont accablants : dès 2006, le Burundi s'est installé dans la mal-gouvernance. L'affaire Radjabu n'a été qu'un règlement de comptes au sommet, une péripétie de la lutte pour le pouvoir et le profit. Ce ne fut ni la première ni la dernière crise au CNDD-FDD, en fait elles n'ont jamais cessé, jusqu'à aujourd'hui.

³¹ Hussein Radjabu s'est évadé de la prison de Mpimba dans la nuit du 1^{er} au 2 mars 2015.

³² Introduction au cours d'*Étude approfondie du traitement de l'actualité au Burundi*, p.30. Master complémentaire en journalisme, Université du Burundi, 2012. Cf. infra.

³³ Expression empruntée à De Gaulle et adaptée à la situation burundaise.

³⁴ *Corruption au Burundi : problème d'action collective et défi majeur pour la gouvernance*, Workingpaper/2016.07, IOB, University of Antwerp.

Chassé de l'Assemblée nationale par un arrêt inique de la Cour constitutionnelle³⁵, Jean-Marie Ngendahayo a repris le chemin de l'exil en 2008. Il est parti aux Etats-Unis cette fois, au Texas. Il a donné cours d'histoire et de littérature à l'université luthérienne de Seguin près de San Antonio. Blueberry dans un vieil Etat sudiste ! Avec quelque-chose du dernier des Mohicans... Peut-être y avait-il un rapport entre nos destins. Des errances et des arrêts, des révolutions inachevées, des questions et des titres à la Kundera : le rire et l'oubli, la vie est ailleurs, la valse aux adieux... Croire à l'impossible, tirer sa révérence. J'ai quitté le Burundi peu avant lui, mais je n'ai jamais cessé d'y revenir. Les enjeux s'étaient déplacés. L'opération Kabondo était terminée, elle avait été conçue pour la transition puis pour la démocratie, et comme celle-ci était malmenée, la RTNB tanguait et le public s'en éloignait à nouveau. Les médias privés, presque malgré eux, faute d'opposition politique, devenaient les fers de lance d'un combat démocratique enlisé.

Les médias en crise

La Synergie a repris du service, mais elle n'était plus la même. Il n'était plus question d'accompagner les élections et d'annoncer le Burundi nouveau, il n'était plus question, à de rares exceptions près, de s'associer avec la radio nationale. La Synergie est devenue un club d'opposition, rassemblant cinq ou six radios³⁶, produisant de temps à autre un journal parlé identique, généralement en réaction à une menace, une interdiction ou une mesure d'emprisonnement d'un journaliste. Ainsi poussées par des urgences successives, les radios se sont laissé entraîner sur le terrain de la politique, souvent au détriment de la rigueur journalistique. Je comprenais cette évolution, et je la déplorais. Je voyais que l'imprécation avait tendance à remplacer l'information. Je pensais que les journalistes avaient mieux à faire qu'éditorialiser, qu'ils devaient d'abord établir les faits et les vérifier. La démocratie allait de travers, la presse sortait de son rôle parce que les institutions fonctionnaient mal. Il y avait encore du travail.

Croire à l'impossible, disais-je. Ne pas laisser la révolution inachevée... Je connaissais beaucoup de journalistes des médias privés, pour les avoir croisés depuis longtemps et dont bon nombre étaient passés par la RTNB. Le cas le plus flagrant était celui d'Innocent Muhozi. L'ancien directeur général de la RTNB, de 1996 à 2003, avait créé ensuite une radio libre et puis une télévision privée : Télé Renaissance. Quant aux radios Bonesha, RPA et Isanganiro ou au journal Iwacu lancé en 2008 par Antoine Kaburahe, leurs directeurs étaient majoritairement des anciens de la radio-télévision nationale... Ce qui ne les rendait pas moins incisifs à son égard, bien au contraire. La liberté, même monnayée, même financée par des bailleurs étrangers, a une saveur entêtante.

³⁵ Premier accroc à la légitimité de la Cour constitutionnelle qui se discréditera définitivement en mai 2015 en rendant un arrêt ubuesque sur la question du nombre de mandats présidentiels. Voir le commentaire de Stef Vandeginste, publication IOB, Antwerpen, 17 juin 2008. Voir le récit de Sylvère Nimpagaritse et Gaston Parmentier, *Journal d'un juge constitutionnel*, dans Iwacu n°339, 11 septembre 2015.

³⁶ Principalement Bonesha, Isanganiro, RPA, Renaissance et CCIB (radio de la Chambre de commerce, théoriquement apolitique).

J'ai très peu employé le mot « liberté » jusqu'ici. Je ne sais pas trop pourquoi. Il est pourtant inséparable du mot « démocratie » dont j'use et abuse. La liberté a beaucoup manqué au Burundi, avant, pendant et après la colonisation, sous tous les régimes, et puis elle a déboulé en 2000, au bout de la guerre civile et des négociations d'Arusha. La liberté a caractérisé la transition, elle a précédé la démocratie, elle l'a accompagnée, envers et contre tout, et maintenant que la démocratie a disparu, elle continue à lui survivre, opiniâtrement. Je crois que la liberté est plus difficile à extirper que la démocratie. Une fois qu'on y a goûté, on ne peut plus l'oublier. A la fin du premier quinquennat du président Nkurunziza, l'atonie démocratique contrastait avec le vacarme médiatique, où perçait la voix de la Synergie. Cet enjeu d'une presse libre, à mesure qu'approchaient les élections de 2010, devenait de plus en plus important. J'étais convaincu que le sort de la démocratie dépendait en bonne partie des médias, incarnant les libertés de pensée, d'opinion et d'expression. C'était une immense responsabilité, j'en parlais souvent avec les journalistes, dans leurs rédactions, à la Maison de la presse, dans des réunions, des tables rondes et des séminaires de formation. On était généralement d'accord sur la nécessité d'une extrême rigueur professionnelle pour être à la hauteur de cette responsabilité. Mais entre la foi, le désir et la réalité, il y avait de grands écarts. Et comment en eût-il été autrement ? Les journalistes n'étaient pas des saints, ni des voyants extra-lucides. Ils observaient bien que quelque-chose clochait dans le fonctionnement du régime, mais ils manquaient de références, de temps, de méthode et de moyens pour proposer des alternatives et des solutions. C'était un journalisme de dénonciation plus que d'analyse. Et souvent d'imprécation plus que d'information, comme je l'ai écrit plus haut.

La démocratie en trompe-l'œil

Mais je dois m'interrompre ici, car je risque l'anachronisme. Je dois remettre les choses à leur place. Dans ce métier, je me suis toujours méfié des prophètes a posteriori, qui n'ont rien vu venir avant et démontrent tout après, par a plus b, quand ils connaissent la suite des événements. Et me voilà glissant sur cette pente. A l'époque, si les problèmes de la presse m'apparaissaient assez clairement, je ne mesurais pas à quel point la démocratie était en danger. L'éviction de Radjabu m'avait rassuré, je considérais certains assassinats manifestement politiques comme des bavures, à ranger au rayon des ultimes secousses inhérentes aux périodes d'après-guerre, je relativisais la mal-gouvernance et les dysfonctionnements de l'Etat, qui n'étaient pas nouveaux dans l'histoire burundaise, j'entendais parler de certains faits de corruption, mais je notais que c'était justement grâce aux libertés de presse et d'association³⁷ qu'ils étaient connus, parfois stoppés ou empêchés. J'ajoute que le FNL, le dernier mouvement de rébellion avait fini par se rallier lui aussi, très tardivement, à la Constitution issue d'Arusha. Ainsi, la paix était complète et je considérais comme un grand succès gouvernemental l'intégration des anciens combattants, réguliers et rebelles, dans une seule force armée et dans une seule police.

³⁷ En particulier l'association Olucome, Organisation de lutte contre la corruption et les malversations économiques.

Une intégration réalisée en un temps record et assortie d'une démobilisation massive dont il était de bon ton alors de craindre le pire. Or tout se passait bien. Pour la première fois dans l'histoire du Burundi, l'armée rassemblait des Hutu et des Tutsi et tous ces militaires marchaient au même pas.

Il fallait être défaitiste sinon mal intentionné pour décréter la démocratie moribonde, voire déjà enterrée. Elle ne l'était pas, de fait, mais il me semble évident aujourd'hui que des personnes de l'entourage présidentiel et Pierre Nkurunziza lui-même avaient déjà résolu de garder le pouvoir à tout prix, en s'aidant de la démocratie quand cela les arrangeait et en la piétinant quand cela ne les arrangeait pas. Ils ne savaient pas encore que l'opposition politique, s'il faut l'appeler ainsi, allait bientôt leur rendre un immense service lors des prochaines élections. Ainsi que les médias d'ailleurs.

Mais avant d'en arriver à ce grand tournant de 2010, il faut revenir à la question hutu-tutsi, délaissée depuis des pages, comme si elle était réglée ou effacée des mémoires. Non bien sûr, on sait que les grandes douleurs traversent le temps, les siècles parfois. Mais cette question était théoriquement dépassée depuis la fameuse négociation d'Arusha, bloc contre bloc. Depuis lors, par les garanties de représentation offertes aux uns et aux autres, par l'obligation faite à chaque parti de compter des Hutu et des Tutsi dans ses rangs et par les mécanismes d'équilibrage au sein des forces de l'ordre, la contradiction politique principale n'était plus hutu-tutsi. La plupart des Tutsi ont vite compris l'intérêt de leur nouvelle situation, ils ont proposé leurs services à divers partis, y compris ceux qui venaient de la rébellion hutu et qui avaient besoin de Tutsi. Ils n'étaient plus « condamnés » à figurer sur des listes historiquement tutsi comme celles de l'Uprona ou du Parena, qui les auraient voués à une minorisation perpétuelle, ils pouvaient faire leur marché politique chez les Hutu, se faire élire sur les listes gagnantes, siéger au parlement et au gouvernement, bref en somme rester au pouvoir... Arusha avait chassé le spectre du « vote ethnique ». Il était presque plus confortable politiquement d'être tutsi et courtisé de toutes parts que d'être hutu en concurrence avec d'autres Hutu...

Et c'est peut-être en cela que le Burundi des années 2000 a le plus changé. Les clichés, les préjugés n'avaient pas disparu, mais ils ne servaient plus à rien. Ils étaient toujours là, on savait qu'ils pourraient toujours resservir, mais personne n'aurait osé les brandir, sous peine d'opprobre ou de ridicule. Il arrive que les conventions créent des obligations, c'était le cas et c'était bien. J'observais comme un soulagement général de voir s'abolir ce qui avait fait tant souffrir. Et j'ose encore croire, d'ailleurs, que ceux qui veulent aujourd'hui rallumer une sorte de guerre ethnique n'arriveront pas à leurs fins. Question dépassée donc, problème absurde aussi. J'ai déjà expliqué que le mot ethnique était impropre à désigner les Hutu et les Tutsi, mais au fait d'où vient que l'on soit ainsi catalogué ? Le plus extraordinaire, dans la Constitution burundaise, est qu'elle comporte de nombreux articles garantissant les droits des uns et des autres, mais aucun qui définisse cette distinction entre Hutu et Tutsi. Ce n'est écrit nulle part ! Il faut donc

considérer qu'elle relève d'une sorte d'évidence. La définition communément admise du Hutu et du Tutsi est patrilinéaire : on est l'un ou l'autre pourvu que le père soit l'un ou l'autre. Peu importe la mère. On peut donc être hutu et avoir trois grands-parents tutsi et vice-versa. Et puis, comment avoir la certitude que l'arrière-grand père paternel était bien comme ci ou comme ça ? Impossible, les Burundais eux-mêmes ne savent pas tous ce qu'ils « sont » et ils se trompent régulièrement sur l'appartenance des autres. Comme dans une grande loterie identitaire. Et c'est sans doute le plus atroce : pendant des dizaines d'années, des centaines de milliers de gens sont morts de ces appellations aléatoires.

Le fait est qu'à l'approche des élections de 2010, la question était complètement passée à l'arrière-plan. La contradiction politique principale était entre Hutu, le pouvoir suprême allait se disputer entre trois hommes de la même ethnie : le président sortant Pierre Nkurunziza, l'ancien président Domitien Ndayizeye et le dernier rebelle Agaton Rwaswa. Portés chacun par un parti massivement hutu dès l'origine : le Frodébu pour Ndayizeye, parti de la première conquête démocratique en 1993 ; le CNDD-FDD pour Nkurunziza, parti créé dans la rébellion et issu du Frodébu ; le FNL pour Rwaswa, parti le plus ancien, créé par des exilés hutu en 1980, et dont l'appellation d'origine disait tout³⁸. Bref, la confrontation électorale Nkurunziza-Ndayizeye-Rwaswa promettait d'être chaude, sous l'œil intéressé, dans tous les sens du terme, de nombreux Tutsi. Quel que soit le gagnant, ils pourraient s'inviter au festin.

2010 : les élections manquées

Comment décrire le Burundi dans les mois et les semaines qui ont précédé les élections de 2010 ? Une précision d'abord, sur l'ordre des scrutins : ils commençaient par le vote communal, puis présidentiel, puis législatif. Cet ordre a donc fait du scrutin communal, comme en 2005, la mère de toutes les élections, le vote majeur qui allait départager les partis et décider de l'avenir. Tout le monde était unanime, citoyens, journalistes, politiques et diplomates, pour considérer que tout se jouerait le 21 mai, jour des élections communales, aux enjeux théoriquement locaux. Une fois encore, ce serait plus une question de personnes ou de partis que de programmes. Un choix entre confiance et méfiance, espoir et résignation. Une autre forme de loterie. Au fond, personne ne savait comment les gens allaient voter. 1993 et 2005 avaient vu la victoire d'un nouveau venu sur la scène politique, il y avait donc des illusions chez les concurrents du CNDD-FDD et de l'inquiétude dans les rangs du parti majoritaire, que l'utilisation abusive des « moyens de l'Etat » ne suffisait pas à apaiser.

Je suivais tout cela de près et de loin. J'étais en Belgique avant les élections, mais tenu informé au jour le jour des événements, j'écoutais les radios burundaises, j'enregistrais tout en vue d'un cours que j'allais bientôt donner à l'université de Bujumbura, dans le

³⁸ Il s'appelait à l'origine Palipehutu-FNL : Parti pour la libération du peuple hutu – Forces nationales de libération.

cadre d'un master en journalisme qui venait d'être créé. Je savais qu'une nouvelle Synergie avait été mise sur pied, rassemblant cette fois toutes les radios et financée comme jamais par les bailleurs, j'avais donc décidé de venir en juin, entre les scrutins communal et présidentiel, pour analyser la couverture journalistique des élections et en faire le sujet principal de mon cours en juillet. Ce master tout neuf était comme un rattrapage académique de la réalité médiatique burundaise depuis une quinzaine d'années : le foisonnement des studios, des radios libres, des journalistes formés sur le tas, collant à l'actualité, alors même que l'école de journalisme avait été emportée par la guerre. Cette perte avait été une chance. Je la résumais en une formule : l'école de journalisme formait des propagandistes, la guerre a formé des journalistes. Avant il y avait le parti unique, après la démocratie : le journalisme est toujours le produit d'une histoire et d'une société. On en parlait beaucoup dans ce cours au titre pompeux : « Étude approfondie du traitement médiatique de l'actualité au Burundi... »

Notre premier sujet fut donc le traitement de ces élections. Un formidable exemple de cette intrication du politique et du médiatique. La politique a fixé le cadre et donné le ton, la Synergie a suivi. Mais, contrairement à 2005, les choses ont mal tourné dès le premier scrutin. Passons sur le fait qu'il a été reporté, du vendredi 21 au dimanche 23 puis au lundi 24 mai, à quelques heures de l'ouverture des bureaux de vote. Le grand choc s'est produit le lendemain 25 mai, totalement imprévu, auquel personne ne s'était préparé : le refus du résultat des élections par treize³⁹ partis, en fait presque tous les concurrents du CNDD-FDD. Ils ont crié à la fraude, mais n'ont jamais pu la prouver. Douze⁴⁰ d'entre eux ont aussitôt créé une coalition d'opposition radicale, l'ADC-Ikibiri, et décrété le retrait de leurs candidats au scrutin suivant, c'est-à-dire l'élection présidentielle. Bref, un premier vote, communal, aux enjeux censément locaux, et tout s'est désertifié ! Inutile de dire que la Synergie n'a pas échappé à la sidération générale. Je reviendrai le temps qu'il faudra sur ces deux faits, la désertification politique et la décomposition médiatique. Il y avait là, en 2010, une clef importante des événements qui se produiraient cinq ans plus tard. En résumé : la démocratie ne se portait pas bien depuis 2005, elle est tombée sérieusement malade en 2010, elle est à l'article de la mort depuis 2015.

La politique d'abord. Ce fut une erreur de l' « opposition » d'abandonner le terrain électoral après les communales. Elle a porté ainsi un coup terrible à la démocratisation du Burundi. Rien ne justifiait cet abandon. Les résultats de ces élections étaient sans doute globalement décevants pour elle, encore fallait-il y regarder de plus près : ils étaient divers et contrastés, très encourageants pour certains partis. Et pourtant le rejet a été instantané, carré, entier, révélant une conception de la démocratie à bien courte vue mais largement répandue chez les politiques. Une conception selon laquelle il n'y aurait de bonne élection que gagnée, de pouvoir que total, ou presque, laissant tout au

³⁹ Dont les principaux étaient le FNL, l'Uprona, le Sahwanya-Frodébu, le MSD et l'UPD-Zigamibanga.

⁴⁰ Par ordre alphabétique : ADR-Urunani rw'imvugakuri, CDP, CNDD, FEDS-Sangira, FNL, MSD, PARENA, PIT, PPDRR, RADEBU, SAHWANYA-FRODEBU et UPD-ZIGAMIBANGA.

plus quelques miettes aux vaincus. Or que disaient ces résultats ? Que le CNDD-FDD avait remporté une victoire « globale », certes, avec 64% des voix, mais ce n'était qu'un scrutin local et en examinant la carte communale de 2010, on pouvait observer ces phénomènes intéressants : la poussée des nouveaux venus, FNL et MSD⁴¹ qui n'étaient pas présents en 2005 ; la victoire du FNL dans la province de Bujumbura rural, soit 57,48% des suffrages contre 26,60 pour le CNDD-FDD ; la position minoritaire du CNDD-FDD dans la capitale (28,28%) ; la percée du MSD dans la même ville (18,29%) ; l'effondrement général du Frodebu (-18% par rapport à 2005) qui ne profitait guère au CNDD-FDD (+6%) ; le redressement de l'Uprona, etc. Il y avait donc des sièges à occuper dans de nombreuses communes, des conseils communaux à diriger, surtout à Bujumbura et dans l'ouest du pays. Il y avait un espace politique à tenir, une opposition à organiser et c'est le contraire qui s'est passé.

J'ai parlé de désertification du paysage politique, un autre mot s'imposait, de la même origine : désertion. Les déçus des élections communales, à l'exception de l'Uprona, ont déserté le champ institutionnel, ont laissé toute la place au CNDD-FDD, faisant de ce parti déjà dominant un parti tout-puissant. Il fallait résister, ils ont capitulé, avant même de livrer le combat le plus important en cette année 2010 : l'élection présidentielle. Le match tant attendu entre Nkurunziza, Rwasa et Ndayizeye n'a pas eu lieu, tous les concurrents se sont retirés, à l'exception d'un seul : le président sortant, qui a donc été l'unique candidat à sa succession. Il lui suffisait d'une voix, la sienne, pour être élu. Ainsi fut porté ce coup terrible à la démocratie, aussi terrible que tous les dévoiements du régime depuis 2005. Un vrai combat électoral présidentiel aurait pu tout changer, il aurait donné de l'oxygène à la démocratie burundaise, il a été escamoté. Pierre Nkurunziza a été réélu en 2010 sans avoir dû affronter le moindre adversaire. Les petites élections communales ont suffi à bloquer toute la machine politique.

2010 : la synergie manquée

Et les médias dans tout cela ? Et la Synergie ? Groggy. Incapable de réagir, en raison même sans doute de son hypertrophie. Je sais qu'il est plus facile, après coup, de pointer les défauts d'une construction aussi complexe. Il faut se rappeler les circonstances dans lesquelles cette Synergie s'est formée et sa dépendance financière à l'égard des bailleurs. L'idée première était de rééditer le coup de 2005, c'est-à-dire en somme de réussir un coup double pluraliste, à la fois politique et médiatique. Mais rappelez-vous : le pouvoir était faible en 2005, c'était l'âge d'or pour les journalistes. En 2010, tout était différent, les journalistes devaient s'organiser face à un pouvoir fort. C'est pourquoi ils ont édifié une Synergie forteresse, comptant quinze radios au lieu de huit, entreprenant de couvrir la campagne et plus seulement les scrutins, voulant occuper l'antenne toute la journée les jours d'élections, comme s'il fallait bétonner absolument tout l'espace médiatique. En 2010, les auditeurs ont eu souvent l'impression d'écouter une radio unique. Les mêmes émissions sur RPA, la radio la plus antigouvernementale, sur Rema, la radio du CNDD-

⁴¹ Mouvement pour la Solidarité et le Développement

FDD, et sur la RTNB, redevenue très « officielle ». Je comprenais l'intention : ce regroupement, pour ne pas dire cette uniformisation, avait l'avantage de neutraliser les médias, d'éviter qu'ils ne s'engagent trop loin ou ne se laissent instrumentaliser. C'était la grande préoccupation des diplomates et des bailleurs : que tout se passe bien, que la Synergie, comme en 2005, fasse gagner la démocratie. Mais cette fois le mieux a été l'ennemi du bien, l'hypertrophie de la machine médiatique lui a fait perdre toute sa souplesse et une bonne part de son utilité journalistique.

La contestation du scrutin communal et la désertion qui s'en est suivie ont laissé la Synergie désemparée, incapable de réagir malgré ses dizaines de journalistes. Aucune allégation de fraude n'a été vérifiée, a fortiori aucune fraude plus large n'a été établie. Aucun des phénomènes décrits plus haut n'a été relevé, aucun résultat local n'a été analysé, ni comparé à celui de 2005, comme si tout cela n'avait au fond aucun intérêt, comme si ces élections étaient dénuées de sens politique. La Synergie était comme une grosse caisse enregistreuse, sans fonction journalistique. Même observation pour la création de l'ADC-Ikibiri⁴² : aucune question n'a été posée aux leaders de cette coalition improvisée sur leur abandon électoral, leur stratégie, leur programme commun, leurs projets politiques, pas une question sur l'immense cadeau fait au président sortant et à son parti. Et puis, tout de suite, la Synergie a été prise elle-même dans la tourmente politique, elle s'est lézardée. Rema, la radio du CNDD-FDD a commencé à diffuser des éditoriaux virulents, attaquant d'autres radios auxquelles elle restait pourtant associée, celles-ci ont riposté sur le même ton et déposé plainte. De son côté, la Radio nationale s'est mise en retrait de la Synergie avant de la rejoindre à nouveau : un jour avec, un jour sans... La pagaille était devenue générale.

Mais la machine était lancée. L'élection présidentielle à un seul candidat n'avait plus le moindre intérêt, mais personne n'a proposé que la Synergie s'interrompe jusqu'aux législatives. Elle a donc continué à remplir sa fonction principale : valider, scrutin après scrutin, les résultats des élections. Ces chiffres donnés en primeur, sans analyse et sans comparaison, avaient la force de l'évidence. Aucun gouvernement, aucune commission électorale n'auraient pu faire mieux. Ainsi, au moment où la démocratie menaçait de sombrer, abandonnée par ceux qui auraient dû la préserver, la Synergie apparaissait comme sa dernière preuve de vie. Un paradoxe lourd à porter...

L'impasse médiatique...

Je me mettais à la place des citoyens burundais eux-mêmes : que comprenaient-ils à ce micmac ? Ces élections dénoncées et validées, cette opposition qui déserte, ces gens qu'ils ont élus et qui n'occupent pas leurs sièges, cette élection présidentielle escamotée, ces radios qui s'invectivent et qui restent dans la même Synergie... L'année 2010 a été une année noire, désespérante. Elle n'a produit qu'une certitude : les années suivantes

⁴² Cf. supra. Alliance des Démocrates pour le Changement : coalition des principaux partis vaincus, à l'exception de l'Uprona, créée au lendemain des élections communales du 24 mai 2010.

seraient pires que les précédentes. Les médias ont continué à se débattre dans les contradictions entre journalisme et politique, entre besoins financiers et volonté d'indépendance, tout en étant investis d'une responsabilité écrasante, au-dessus de leurs moyens : occuper seuls, à l'exception de Rema, le champ de l'opposition. Je m'explique sur ce dernier point, en me plaçant encore au niveau des citoyens. Pour eux, plus que jamais, la radio était un produit de première nécessité. Partout, du matin au soir, le son des transistors leur permettait d'entendre d'autres voix que celle du pouvoir, de prendre connaissance des problèmes vécus par tous, de pauvreté, d'injustice, de corruption, de mal-gouvernance. Le rôle des médias était strictement celui du médium, du transmetteur. Sans eux, les partis absents du parlement auraient été muets et auraient rapidement disparu du champ politique. Sans eux, les organisations de la société civile auraient subi le même sort. Mais le contraire était aussi vrai : la matière première des journaux parlés était fournie par quelques-unes de ces associations.

On entendait toujours les mêmes voix, celles de Pierre-Claver Mbonimpa, de Gabriel Rufyiri, de Pacifique Nininahazwe, de Faustin Ndikumana, comme une ritournelle, et moins souvent celles de quelques politiciens de l'ADC-Ikibiri, qui s'étaient privés eux-mêmes de tribune parlementaire. A vrai dire, les radios « d'opposition » avaient deux sources principales : les deux associations les plus actives, ayant une réelle influence politique, gênant considérablement le pouvoir, soit l'Aprodh et l'Olucome. L'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues était dirigée par Mbonimpa, l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques par Rufyiri. Presque toute l'information sur les problèmes de justice et de corruption venait de là. Sinon, c'étaient surtout des commentaires, de quelques observateurs patentés et de quelques éditorialistes fulminants. Voilà ce que le public attendait et retenait. Des voix discordantes, « la voix des sans-voix » comme disait le slogan de RPA. Le dernier filet de voix de la démocratie...

Toute cette matière radiophonique faisait l'objet de mon cours sur le traitement de l'actualité dans ce master particulier, réservé dans un premier temps aux gens de métier. Les étudiants travaillaient dans les médias ou la communication, beaucoup étaient des journalistes de radio. Nos débats ont beaucoup tourné autour de ces problèmes de rigueur professionnelle et de tentation militante en raison du vide politique laissé par l'opposition. Nous avons longuement étudié la Synergie, comparé celle de 2005 à celle de 2010, un étudiant y a même consacré un passionnant mémoire⁴³. Nous avons constaté l'échec journalistique de la Synergie pléthorique de 2010, son incapacité à analyser les résultats des communales et à gérer la suite électorale, bouleversée par la défection de douze partis. Et j'ai fait un serment : que 2015 soit l'année de la revanche médiatique, du triomphe de la Synergie et de la démocratie. Enfin.

⁴³ *Traitement médiatique du traitement de l'information électorale : étude comparative de la synergie des médias burundais de 2005 et de 2010, cas des élections communales*, Nestor Ndikumana, Bujumbura, mai 2011.

... Comment en sortir ?

Ce serment était un sacré défi, mais il donnait tout son sens à ces dernières années burundaises. Je veux dire mes dernières années de travail. Quand on arrive à l'âge de la retraite, il faut savoir se retirer. Je voulais donc m'impliquer à fond, participer à la mobilisation des médias en vue des prochaines élections. Dans mon cours, pendant quatre ans, avec les étudiants/journalistes, on avait préparé le terrain, répertorié les problèmes, cherché des solutions. On s'était notamment attaché à une question qui me semblait centrale et dont les médias parlaient peu : la présidence, stop ou encore ? Le président Nkurunziza, qui exerçait son second mandat, avait-il le droit et l'intention de se porter candidat pour la troisième fois ? Le droit, non, mais on le disait peu. L'intention ? Il nous la cachait. Les médias devaient s'emparer de ces questions où se jouait le sort de la démocratie. En 2014, j'ai décidé d'arrêter ce cours pour travailler directement avec les rédactions et consacrer tout mon temps à la problématique électorale. Un temps partagé entre un programme d'« appui à six médias » et un atelier de préparation à la couverture des élections.

L'atelier se tenait à la Maison de la presse, à l'initiative de deux associations burundaises⁴⁴, il rassemblait vingt-cinq journalistes de quinze médias différents, avec cet objectif affiché : « Pour des élections réussies, c'est-à-dire des résultats acceptables sinon incontestables. Condition de la réussite démocratique. Si c'est raté, c'est toute la démocratie qui s'écroule. » On ne pouvait être plus clair, il fallait que 2015 efface 2010, que les médias puissent cette fois garantir la validité des scrutins, que la démocratie se remette en marche. Le but était bien politique. Et puis il y avait ce programme d'appui à six médias⁴⁵ qui venait d'être lancé par une ONG néerlandaise, La Benevolencija, et qui poursuivait le même but : préserver la démocratie. On était dans le vif du sujet, sur le terrain, en contact permanent avec des gens dont on attendait un peu tout et sans doute trop. Nous avons beaucoup réfléchi à ce problème du pouvoir des médias, que l'on exagère souvent, mais le fait est qu'au Burundi ils ont joué depuis la guerre un rôle important, essentiel même dans la mesure où ils ont permis à la société d'être « connectée » comme on dit aujourd'hui. Grâce à eux, l'information a circulé et tout a changé. Mais ce pouvoir est relatif, il dépend des rapports de forces politiques, il reflète un état de la société plus qu'il ne l'induit. Le problème, à l'approche de 2015, était précisément cet état de la société burundaise : injustice, arbitraire, corruption, impunité, un pouvoir arrogant, une démocratie enrayée... Et l'on chargeait les médias de pallier tout cela. D'incarner le rêve évanoui.

C'était mal parti. Nous avons mesuré l'énormité du travail dès le début, lors du second atelier, fin 2014. On était alors en plein enrôlement des électeurs : pour pouvoir voter en 2015, il fallait s'inscrire au rôle électoral. Des bureaux étaient ouverts dans les écoles. Une belle occasion de tester les politiques et les journalistes, sur les lieux mêmes des

⁴⁴L'UBJ, Union Burundaise des Journalistes, et le CFM, Centre de Formation des Médias.

⁴⁵Bonesha, Isanganiro, Iwacu, Rema, RPA, Télé Renaissance.

prochains scrutins. En fait de répétition générale, on a eu droit à un grand cafouillage. Des uns et des autres. De la CENI, des partis politiques, de la société civile et de la presse. Tout le monde s'est engluë dans un débat sur la carte d'identité : qui en détient, qui n'en a pas, qui en distribue à qui ? Sans parler du débat dans le débat portant sur les « collectionneurs » de cartes... Le ton était donné, le brouillard garanti. Le soupçon de tricherie éclipsait tous les autres enjeux, dont le principal était tout de même une inscription massive des électeurs, seul moyen d'assurer un vote utile, crédible, imparable. En fait on assistait à un mouvement contraire : au lieu d'encourager les gens à s'inscrire, on les déroutait ; au lieu de mobiliser leurs militants, la plupart des partis d'opposition les démoralisaient. Il y avait une atmosphère de défaitisme bien avant la bataille. Et les journalistes n'étaient pas les derniers à se laisser aller. Ils traquaient les cartes d'identité, vraies ou fausses, comme s'ils tenaient là la clef des élections. En atelier, nous ramions à contre-courant, examinant les faits, dénombrant toutes les pièces qui pouvaient tenir lieu de carte d'identité (neuf pièces, dont la carte de baptême), supputant les possibilités pour un même électeur de voter plusieurs fois, constatant que les irrégularités potentielles n'auraient guère d'influence sur la masse des votes. Mais nous démontrions surtout que le risque de fraude était inversement proportionnel au nombre d'électeurs. Or les partis ne se mobilisaient pas pour appeler les gens à s'inscrire, les aider à se munir des papiers nécessaires et être présents dans tous les bureaux d'enrôlement. Bref, à de rares exceptions, ils faisaient le jeu du parti dominant, le CNDD-FDD. Et les médias suivaient. Je commençais à craindre que les mêmes faiblesses, de l'opposition et de la presse, ne se répètent de 2010 à 2015. Le temps passait, pressait, le programme d'appui à six médias était l'autre levier sur lequel peser pour renverser la tendance.

Ce travail était mené par Nestor Nkurunziza, un journaliste burundais chevronné que j'ai découvert à cette occasion. Il avait beaucoup presté ailleurs en Afrique. On a vite appris à se connaître et s'apprécier. Nous partageons la même analyse de la situation médiatique, nous pensions aux mêmes réformes. Nous avons engagé deux journalistes, qui ont émergé d'un recrutement très difficile, pour travailler directement dans les rédactions : Judith Basutama et Alice Hakizimana. Deux femmes puissantes, dirait Marie Ndiaye. J'avais connu Judith à la radio nationale où elle appartenait à la section anglaise, elle était aussi correspondante pour la BBC. Je voyais souvent Alice sur Télé Renaissance où elle animait les débats tambour battant. Nous n'arrêtons pas de ferrailer sur tous les fronts pour toucher à ce but, désigné par ce nom que je n'aime guère : professionnalisme. Mais que dire d'autre ? Quel objectif plus simple, plus facile à comprendre ? Il allait y avoir des élections, il fallait tout connaître de la constitution, des lois, des codes, du calendrier, des partis et candidats, de l'histoire électorale, des résultats précédents, pour une couverture imparable des prochains scrutins. Il fallait tout savoir de leur organisation, dans les moindres détails. Si d'autres commettaient des erreurs ou fuyaient leurs responsabilités, était-ce une raison pour que la presse en fasse autant ? Non, au contraire. Le professionnalisme était une évidence, le chemin le plus direct vers le but.

Le spectre du 3^e mandat

Parmi mes obsessions, il y avait l'élection présidentielle. J'en ai déjà parlé, elle planait comme un vautour sur le champ politique, avec cette question toujours sans réponse : qui serait candidat pour le CNDD-FDD ? Question qui en cachait une autre : Pierre Nkurunziza oserait-il briguer un troisième mandat ? L'Accord d'Arusha était clair à ce sujet, il interdisait plus de deux mandats, mais le président sortant, au bout du second, faisait comme si de rien n'était. Je me souviens d'une conférence de presse, à Muramvya, le 19 décembre 2014, que nous avons suivie en direct depuis notre atelier : deux journalistes de notre groupe animaient cette conférence, ils ont pressé Nkurunziza de questions sur une éventuelle candidature. Il se déroba, ils sont revenus à la charge, lui opposant les textes fondateurs. Il était acculé, il a fini par sortir cette énormité : « Je ne suis pas un spécialiste de ces choses ! » Le président était nu. Lui, le garant de la Constitution, disait ne rien y connaître. Quelques semaines plus tard, lors de son discours de nouvel an, il avait à nouveau l'occasion de dissiper les doutes, de saluer la nation, d'ouvrir sa succession. Il n'en a rien fait, son silence continuait à parler pour lui.

Les journalistes n'avaient d'autre choix que de rappeler encore et encore les textes, d'interroger les spécialistes, et puis les diplomates, les citoyens, les militants du CNDD-FDD lui-même, où les dents grinçaient bruyamment. Tenir bon, s'organiser, faire comme si on allait vers des élections normales. Être prêts à tout. Mais beaucoup de journalistes voulaient en découdre immédiatement, affronter le président sortant sans attendre qu'il se porte candidat. C'était dans la suite logique de l'évolution des médias depuis des années, le journalisme se confondait avec le militantisme. Sur trois des radios que nous soutenions, on entendait en plein journal parlé des montages sonores contre « le troisième mandat », qui repassaient en boucle dans toutes les éditions. Le message politique en lieu et place de l'information. Beaucoup de journalistes se comportaient comme des militants de l'association « Non au 3^e mandat ! ». Je trouvais cette expression dangereuse, pour deux raisons au moins. D'une part elle semblait accréditer la possibilité de ce mandat et donc préjuger de son éventuelle constitutionnalité, d'autre part elle faisait l'impasse sur les élections, comme s'il suffisait au président sortant de s'y présenter pour être réélu. Double erreur, je pensais qu'il fallait plus que jamais faire du journalisme, démontrer inlassablement qu'une troisième candidature était impossible. J'insistais sur le mot candidature, je m'inquiétais de la propension de trop de politiques et de journalistes à se résigner au pire, à anticiper les événements et contribuer ainsi à leur réalisation. Nous avons des réunions houleuses avec ces journalistes, nous tentions de les convaincre que le professionnalisme était leur meilleure arme et qu'il fallait continuer à se préparer aux élections pour en garantir les résultats. Ils nous écoutaient un peu, nous entendaient mal, bardés de bonne et de mauvaise foi. Il y avait comme un pourrissement général, dont on connaissait l'origine, le mystère du candidat CNDD-FDD, et la conséquence : le risque de disparition de la démocratie.

Ce sont les images de gangrène qui me viennent à l'esprit quand je repense à ces mois de mars et avril 2015. On dit que les poissons pourrissent par la tête, on en avait chaque jour la preuve. Laissons un moment de côté les médias qui ne sont jamais finalement, même au Burundi, que des réflecteurs de la réalité. En ces premiers mois de 2015, tout le problème politique burundais pouvait se ramener au CNDD-FDD, le parti dominant, quasi unique, régnant sur le pays depuis dix ans et qui avait été le foyer de toutes les crises du régime pendant cette période. A l'approche des élections, une nouvelle crise s'était ouverte. La plupart des dirigeants du parti avaient fait savoir, dès le mois de mars, que Nkurunziza ne pouvait pas se représenter, qu'une telle candidature serait désastreuse et qu'il fallait donc désigner un autre candidat du parti pour l'élection présidentielle. On les appellerait bientôt « frondeurs ». Il est impossible de chiffrer avec exactitude cette fronde au CNDD-FDD, il est vraisemblable qu'elle exprimait un sentiment majoritaire. Mais comme lors des crises précédentes, c'est le noyau dur qui l'a emporté, par la menace et la corruption. Malheur à celui qui avait osé braver le grand chef, malheur aux siens, et peur pour tous.

Le calendrier électoral, fixé de longue date, prévoyait un premier scrutin, législatif et communal, le 21 mai. Quatre semaines auparavant, lors d'une parodie de congrès du CNDD-FDD, le parti a désigné son candidat pour le scrutin présidentiel : un certain Pierre Nkurunziza. Lui-même. Enfin. Encore... Nous étions le samedi 25 avril. Le dimanche 26, les manifestations ont commencé. Le lundi 27, elles ont continué, plusieurs radios les couvraient en direct et en synergie, à partir d'un studio commun situé à la Maison de la presse. J'y étais quand tout le monde a été brutalement évacué et les lieux cadenassés par des agents en uniforme et en civil, ceux-ci non-identifiables, particulièrement agressifs. Je tenais un journal à l'époque, en voici quelques notes : « Ils ont le regard dur, meurtrier, on les sent prêts à tout, on sent que les policiers sont à leurs ordres. (...) Nous savons que ce face-à-face inégal, dans un lieu fermé, ne pourra pas durer. Alexandre⁴⁶ convainc ses camarades toujours en émission d'arrêter le direct, mais chaque radio en Synergie prend le relais à partir de ses propres studios. (...) Cette descente est une faute majeure, comme la répression sanglante des manifestations pacifiques et la désorganisation de toute la vie politique et sociale. En quelques heures, le pouvoir issu de la démocratie a tout défait, tout brisé, à commencer par cette démocratie, aussi imparfaite fût-elle. C'est maintenant que l'on mesure l'importance de ces conquêtes des droits humains : aussi frêles soient-elles, elles sont infiniment précieuses. Dans tous les regards je lis le désarroi, cet effroi que l'horreur règne à nouveau sur les vies burundaises. Mais aussi le courage, la détermination à s'y opposer, à démentir les pires augures. »

Une accélération de l'histoire

D'emblée, la répression s'est abattue sur les manifestants, tirés comme des lapins. C'était une grande première au Burundi, non cette violence, si coutumière, mais un tel

⁴⁶ Alexandre Niyungeko, président de l'UBJ, Union burundaise des journalistes.

mouvement de foule, ces gens qui marchaient et ne réclamaient rien d'autre que le droit. Dans un article écrit un peu plus tard pour une édition spéciale sur le site d'Iwacu⁴⁷, j'ai salué ce changement : « On assiste depuis le 26 avril à une révolution socio-culturelle qui révèle une puissante accélération de l'histoire. Pour la première fois, de mémoire de Burundais, le peuple dicte sa volonté sans attendre un signal venu d'en haut. Le mouvement n'est dirigé par personne, ni leader politique, ni leader de la « société civile » : maintenant ce sont eux qui suivent, par leurs tweets et leurs posts ou par de brèves apparitions dans les manifestations (...). Pour ceux qui ont connu Bujumbura balkanisée aux pires heures de la guerre civile, un autre spectacle fascine : celui des manifestants hutu et tutsi mélangés, dans des communes qui ne se limitent plus à Musaga, Ngagara et Nyakabiga ; la protestation s'est insinuée partout, Kanyosha a fait la jonction avec Musaga, commune originellement très tutsi où des militants hutu sont descendus des collines environnantes et ont parfois été hébergés la nuit pour se retrouver sur les barricades à 6H du matin. »

Je me suis repris à rêver. À douter de ce que je voyais et entendais, comme pendant ces semaines irréelles de 1993, suspendues entre l'élection et l'assassinat de Ndadaye. Ce mouvement me semblait irrésistible. Bien sûr il était pratiquement limité à la capitale, mais il n'était pas sans échos dans le pays. Au Burundi l'information circule vite, de toutes sortes de manières, par les gens qui vont et viennent, par les radios que l'on écoute partout, sur toutes les collines. C'était ma grande satisfaction : en quelques jours, les journalistes étaient redevenus ce qu'ils n'auraient jamais dû cesser d'être, des informateurs, ils donnaient le meilleur d'eux-mêmes, parcouraient les rues, racontaient, décrivaient, enregistraient les cris, les fusillades, les témoignages. La seule télévision vraiment indépendante, Renaissance, a progressé en sept jours comme jamais en sept ans. Ses images avaient la force de l'évidence, la vie s'arrêtait à l'heure des journaux télévisés. Nous étions venus pour aider les journalistes à ne pas manquer le rendez-vous des élections, nous nous retrouvions à les seconder dans ce que ce métier a de plus nécessaire : transmettre, dire, montrer le réel. Ainsi, ils dérangeaient bien davantage qu'en s'escrimant contre un troisième mandat virtuel comme ils l'avaient fait pendant des mois. Ils racontaient les barricades, les morts, les blessés, les prisonniers. Ils mettaient à nu, par leur travail, la simple vérité : cette troisième candidature était illégale, contraire à la constitution.

Par commodité, je vais utiliser le mot « pouvoir » pour désigner le quarteron de généraux, autour de Nkurunziza, qui avaient décidé de ce coup de force. Le mot a l'avantage d'être court et de traduire une réalité, mais ne doit pas prêter à confusion : cette clique venait de se démasquer, ce pouvoir n'avait plus d'autre légitimité que celle qu'il s'était arrogée. Il ne régnait plus que par la terreur. En obligeant le parti dominant à se doter d'un candidat illégal à l'élection présidentielle, il venait de commencer à tout détruire : le parti, les institutions, la démocratie, et bientôt l'armée. Les médias ne

⁴⁷ *Des voix pour nous aider à rester debout*, site d'Iwacu, juin 2015. <http://iwacu-burundi.org/magazine/editionspeciale/des-voix-pour-rester-debout/>

pouvaient faire exception. Dès le 27 avril, quand il avait ordonné l'évacuation et la fermeture de la Maison de la presse, le pouvoir avait aussi posé des scellés sur la radio la plus écoutée du Burundi, RPA, et coupé les émissions vers l'intérieur du pays des deux autres principales radios indépendantes, Bonesha et Isanganiro. Autrement dit, l'information était censurée sur l'ensemble du territoire, sauf la capitale. Aveu terrible mais mesure logique, contenue dans le choix du 25 avril. Faute de parvenir à maîtriser la protestation, le pouvoir n'avait plus qu'à la nier. En saccageant tout, il nous a rendu ce service : il a clarifié les choses. Face à l'usurpateur, il n'y avait plus qu'à choisir son camp, la soumission ou la résistance.

Les manifestations ont continué, malgré les escadrons de tueurs. C'était comme un ressac, chaque jour plus puissant. Je cite le même article pour Iwacu : « Pendant les journées glorieuses du mouvement, du 10 au 13 mai, les hommes ont commencé à suivre les femmes, qui marchaient en tête des cortèges, superbes et désarmées, indomptables face à des policiers médusés puis furieux. Une anecdote a fait le tour de la ville : un officier de police a reconnu sa fille parmi les manifestantes ! Image forte des changements qui travaillent la société et touchent tous les milieux. » La marée montait irrésistiblement. Et puis est venu le 13 mai, mercredi fatidique, jour d'euphorie et de désillusion. Chaque fois que j'y repense, je ressens la même rage. Ce jour-là, nous y avons tous cru. Le matin, les manifestants étaient un peu partout, plus mélangés que jamais, femmes à l'avant-garde sur la place de l'indépendance. J'ai appris par après qu'on entendait la protestation jusqu'à l'intérieur du siège de la présidence, les agents écoutaient la radio, certains ne dissimulaient pas leur joie. Une atmosphère de fin de règne, le président avait été convoqué en Tanzanie pour un sommet des pays d'Afrique de l'est. Il était parti avec des pieds de plomb, sachant qu'il devrait s'expliquer devant ses pairs, il restait cloîtré dans son hôtel à Dar-es-Salam pendant que la révolte grondait à Bujumbura. Il n'y avait plus qu'à cueillir la victoire.

Un putsch peut en cacher un autre

Vers treize heures, c'était fait. Comme des dizaines de milliers de Burundais, je suis descendu dans la rue pour acclamer l'armée. Comme eux, je venais d'entendre à la radio le général Niyombare annoncer la destitution de Nkurunziza. Des putschs, le pays en avait connu d'autres, mais aucun comme celui-ci. Personne ne se terrait, on assistait au couronnement d'un mouvement populaire, en somme ce n'était pas un putsch. Nous célébrions notre victoire, pas celle des galonnés qui venaient de s'exprimer et dont la déclaration tournait en boucle sur les radios libres et Télé-Renaissance, qui n'avait jamais si bien porté son nom. Le Burundi m'offrait ce que j'avais toujours manqué : vivre la libération d'un peuple. Juste avant ma naissance il y avait eu 1944, dont les récits épiques avaient prouvé à notre génération que le bien pouvait triompher du mal. Puis il y avait eu 1960, le 30 juin, ma frustration profonde de ne pas être à Kinshasa pour participer aux fêtes de l'indépendance. En 1968, on avait proclamé la fin du vieux monde, promis justice et liberté à tous les damnés de la Terre, avant de réaliser qu'il ne

suffisait pas de dire l'utopie pour qu'elle advienne. Ensuite, de reportage en reportage, j'ai tourné autour de quelques grands moments d'histoire, j'étais là avant ou après, jamais à l'instant même du basculement, de ces heures d'exaltation où plus rien ne compte que le bonheur de les vivre, où il n'y a rien d'autre à faire que d'être là à crier, danser, s'embrasser. Je ne regrettais pas ces absences en tant que journaliste, j'en commentais de loin les images, le plus sagement possible. Mais on n'est pas dissociable à ce point, je ne pouvais être indifférent au bonheur des gens que j'avais vus résister et se battre, souvent au risque de leur vie.

Ce 13 mai 2015, c'était donc ma première fois. Et il y avait assez de journalistes à Bujumbura pour couvrir les événements, je pouvais me laisser aller à l'exaltation générale. Je roulais à gauche et à droite, je laissais ma voiture, je criais comme tout le monde, je photographiais des gens heureux, surexcités, qui posaient triomphalement. Je pensais à la révolution des œillets, en 1974 à Lisbonne, sauf qu'ici les militaires faisaient presque tapisserie. Ils n'en menaient pas large, leurs petits blindés dispersés et perdus dans la foule, eux-mêmes crispés, dépassés par l'événement. Rien que cette image, si peu conforme à celle que l'armée n'avait cessé de donner ici depuis cinquante ans, aurait pu nous alerter. Mais comment croire que, pour la première fois dans l'histoire burundaise, l'armée pouvait rater un coup d'Etat ? Certes, dans ce cas-ci, elle ne faisait que suivre le mouvement, mais quand même, tous ces généraux, tous ces hommes et tout ce matériel, comment envisager leur échec ? Pour une fois qu'ils étaient en phase avec la société... Dans la déclaration diffusée vers 13 heures sur Bonesha, Isanganiro et Télé-Renaissance, le général Niyombare, ancien compagnon d'armes de Nkurunziza, avait simplement annoncé la création d'« un comité pour le rétablissement de la concorde nationale, temporaire, ayant pour mission d'initier (...) la reprise du processus électoral dans un climat apaisé et sain. » En d'autres termes le rétablissement de la démocratie. Cela nous convenait. Hélas ce n'était que du vent.

Ces militaires auraient mieux fait de ne jamais sortir de leur réserve. Depuis dix-huit jours, les gens marchaient pour la démocratie, ce mercredi 13 leur mouvement semblait irrésistible et puis, en quelques heures, tout s'est effondré. L'armée n'était pas un bloc sans failles, le chef d'état-major a trahi, il a gardé le contrôle de la RTNB et de l'aéroport. Le doute s'est insinué, puis l'incrédulité, avant le désespoir. Dans la nuit le canon a tonné, de ma fenêtre j'ai assisté à la bataille de la RTNB. Des « frères d'armes » se faisaient la guerre, mais qui tirait sur qui exactement, et pourquoi ? Nous n'avions que notre rage pour certitude. Nous avions crié victoire trop tôt.

Faut-il raconter la suite ? Les radios libres détruites, le pays tétanisé, la reddition ou la fuite des officiers rebelles, le retour du président de Dar-es-Salam... Autant de faits qui nous ramenaient à la seule évidence du désastre. Quelque-chose s'est brisé le 13 mai. Le Burundi ne s'en est pas encore relevé. Le 16, j'ai écrit dans mon journal : « Surtout ne pas pleurer, résister, encore. Mais comment, maintenant que tout est en ruine : le mouvement, le courage des femmes, les médias, l'opposition ou ce qui en tenait lieu... »

On avait beau se rappeler que le pire s'était produit le 25 avril, on savait qu'il serait difficile, presque surhumain de relancer le mouvement de protestation. Et pourtant, les manifestations ont repris, ici et là, révélant la profondeur du rejet de ce pouvoir usurpé. Mais c'étaient des soubresauts, l'espoir avait bien changé de camp. Le pouvoir avait tremblé, il allait se venger. Les morts allaient s'ajouter aux morts, tombés sous les rafales, les blessés aux blessés, les prisonniers aux prisonniers, les disparus aux disparus. La vie, comme au temps de la guerre, ne valait plus rien. Un événement m'a fortement marqué le 14 mai, alors que se livrait la bataille décisive pour la RTNB, en pleine après-midi. J'étais chez des amis, portes fermées à double tour, on ne parvenait pas à identifier les soldats qui couraient et tiraient en tous sens. De quel côté étaient-ils, du bon ou du mauvais ? Le fracas a cessé brusquement vers 17 heures. On ne savait pas à quel point c'était un silence de mort. La RTNB était définitivement aux mains des ennemis de la démocratie, mais le travail de nettoyage n'était pas terminé. Non loin de là, à l'hôpital Bumerec, des militaires blessés ont été achevés dans les couloirs, dans les salles d'opération, par leurs ex-frères d'armes. Il y avait du sang partout. *Vae victis*. Des militaires faits prisonniers ont été abattus, enterrés dans des fosses à l'extérieur de la ville. La vengeance était terrible, la violence redevenait la loi comme en temps de guerre. Tout le monde se le tenait pour dit. Sauvé par le « putsch », Nkurunziza a décidé qu'il régnerait désormais par la force. Depuis mai 2015 un régime de terreur s'est installé à Bujumbura, décidant de tout, interdisant et autorisant ce qui lui convenait, s'arrogeant un droit de vie ou de mort sur chaque citoyen. Et pour faire bonne mesure, le président s'est proclamé l'Élu de Dieu. Comme cela, plus de souci, son pouvoir est de droit divin. Fini l'Accord d'Arusha, abolie la démocratie. Et si le régime a maintenu jusqu'à présent les institutions issues d'Arusha, c'est uniquement comme simulacres. En mai 2015, en quelques jours, le Burundi est retourné vingt-deux ans en arrière.

Jours de désastre

Que faire ? Le travail pour lequel j'étais là n'avait plus aucun sens. Cinq des six médias que nous soutenions étaient par terre, des dizaines de journalistes cachés. Les élections étaient sans cesse reportées et de toute façon, si elles devaient avoir lieu, elles ne seraient qu'une sinistre parodie. Mais pour une fois j'avais une réponse simple à la question de ma présence au Burundi. Simple comme la guerre et la résistance : prêter main-forte aux amis traqués, les aider à aller d'une planque à l'autre, à évacuer leurs familles et prendre le chemin de l'exil. C'était ma priorité. J'allais aussi à Iwacu, le seul média libre survivant, dont chaque édition hebdomadaire était un miracle. Je travaillais avec les journalistes restés sur place, je parlais souvent avec le directeur, Antoine Kaburahe, avec qui j'avais signé un livre en 2014, reprenant ses éditoriaux assortis de mes commentaires, où l'espoir le disputait au scepticisme. C'était loin tout ça, nul n'imaginait alors un tel désastre.

Pendant quelques jours, il y a eu un projet fou : faire renaître une radio des cendres de Bonesha, Isanganiro, Renaissance et RPA. Le pouvoir n'avait pas pensé à tout. Il se

croyait débarrassé des radios d'opposition, il avait donc autorisé la réouverture de la Maison de la presse qui n'était plus qu'une coquille vide. Sauf que s'y trouvait un studio intact. D'où cette idée un peu folle de le rouvrir discrètement, de rassembler quelques-uns des journalistes contraints au silence et de lancer une radio nouvelle, ne serait-ce qu'un seul bulletin d'information quotidien, avec une ligne éditoriale limpide : dire les faits, dresser les bilans, faire l'inventaire des tous les dégâts commis par la décision du 25 avril. Je n'entre pas ici dans le détail des réunions, de moins en moins secrètes, qui ont vite éventé puis enterré le projet. Une leçon cuisante, j'y reviendrai plus loin quand j'essayerai d'analyser l'ensemble des événements dont j'ai tenu la chronique et d'élargir, d'approfondir ma réflexion. J'ai voulu décrire, sans quoi rien n'est compréhensible, il me reste à tenter de comprendre, sans quoi rien n'est vraiment possible.

Avant de me lancer, quelques mots encore sur les faits, les circonstances de mon départ, dans un pays qui retrouvait les chemins de l'exode et de l'exil, comme il y a vingt ans : bientôt plus de 250.000 réfugiés burundais au Rwanda, en Tanzanie et au Congo, des exilés politiques en Europe, surtout en Belgique et en France. Mes amis et collègues se répartissaient en trois grandes catégories : ceux qui étaient partis en se jurant de poursuivre la lutte, ceux qui étaient restés pour s'opposer, tant bien que mal, et ceux qui pensaient qu'il fallait se résigner ou tout au moins biaiser, feindre d'accepter le fait accompli, d'accorder un semblant de légitimité à ce pouvoir illégitime. Je pensais à l'époque qui m'avait précédé : Londres, la résistance, l'attentisme. Pas la collaboration tout de même, aucun ne défendait le pire, mais chacun justifiait son choix et prétendait rester fidèle à la démocratie.

J'ai quitté Bujumbura le 24 juin, la mort dans l'âme : une expression que je n'utiliserai plus jamais par inadvertance. J'avais fait des adieux disparates, à la sauvette, noyés dans la bière et les discours, ces *ijambo* nécessaires sans lesquels il n'y a pas de relations sociales possibles. L'émotion était grande, amplifiée par le malheur ambiant. La veille de mon départ, j'ai été saluer Jean-Marie Ngendahayo. Je ne vous ai plus parlé de lui depuis de longues pages. La dernière fois c'était pour évoquer sa disgrâce et son nouvel exil, vers le Texas. Il était revenu, encore une fois, en 2011. Il ne se mêlait plus directement de politique, il vivait avec sa nouvelle épouse et son fils auquel j'apportais régulièrement un album des aventures de Yakari. Je jure n'y avoir jamais pensé avant d'écrire ces lignes : un jeune héros indien pour le fiston de Blueberry ! D'étranges raccourcis relient nos existences. Jean-Marie signait depuis deux ans une chronique dans Iwacu, qui lui permettait de commenter l'actualité avec une liberté qu'il n'avait jamais connue. Depuis le 25 avril, il ne traitait plus qu'un seul sujet : l'usurpation du pouvoir, l'assassinat de la démocratie. Puis il a dû cesser, mais il est resté, pour une fois il a choisi l'exil intérieur. Je suis donc parti le 24 juin. Je ne voulais pas être là le 29, date du grand simulacre électoral. Je savais que je ne pourrais le supporter, moi qui m'étais tant démené pour de vraies élections, pour des institutions légitimes. Initialement le premier scrutin, législatif et communal devait avoir lieu le 26 mai. Il avait été reporté trois fois, balayé par la tourmente, jusqu'à ce 29 juin. En cinq semaines on était passé du vrai au faux. Une

parodie sinistre. Ces cinq semaines disaient tout, elles signifiaient l'impossibilité d'aller aux urnes dans des conditions normales. Plus rien ne garantissait un vote libre, avec des candidats consentants, avec une organisation indépendante⁴⁸, des observateurs internationaux, des médias fonctionnels. La mort rôdait, la peur régnait, le pays était à l'arrêt, en deuil. Convoquer, imposer des élections, après en avoir constaté l'impossibilité pendant cinq semaines, c'était nier la démocratie, l'anéantir tout en la prétextant. En un seul mouvement, malgré tous les appels et les objurgations, le pouvoir s'apprêtait à remplacer la démocratie par l'a-démocratie. Je voyais de mes yeux se former le couple « inexorable » de la violence et du mensonge dont parlait Soljenitsyne dans son discours de prix Nobel à Stockholm, en 1972 : « N'oublions pas que la violence ne vit pas seule, qu'elle est incapable de vivre seule : elle est intimement associée, par le plus étroit des liens naturels, au mensonge. La violence trouve son refuge dans le mensonge, et le mensonge son seul soutien dans la violence. Tout homme qui a choisi la violence comme moyen doit inexorablement choisir le mensonge comme règle. » Le pouvoir burundais en était là, dans un mensonge électoral pour escamoter sa violence. Et celle-ci lui était nécessaire pour survivre.

Mais pour Soljenitsyne, ce couple inexorable n'était pas éternel. Il concluait ainsi son discours, contre tous les fatalismes : « Et dès que le mensonge sera confondu, la violence apparaîtra dans sa nudité et dans sa laideur. Et la violence, alors, s'effondrera. » Au fin fond de ma détresse, il y avait cette certitude, confortée par toute l'histoire burundaise : ceux qui se croient invincibles finissent par être vaincus. Rien n'était, rien n'est perdu, sauf le temps et trop de vies. Je suis parti mais le Burundi ne m'a pas quitté. Pas un jour ne passe sans contacts avec ces gens qui résistent, ceux qui sont restés, ceux qui se sont exilés, je les rencontre ici et ailleurs, je consigne leurs expériences. J'ai répondu à des demandes de textes ou d'exposés sur la situation burundaise. Avec les exilés, nous discutons à perte de vue. Ce désastre peut être une chance. Il faut profiter de ce recul pour réfléchir, récapituler, réanalyser toutes les causes de l'échec, chercher l'erreur, trouver la faille, essayer de comprendre, encore et encore, s'interroger sur l'avenir, les moyens, les personnes, poser finalement la question de la politique et de la démocratie. Au Burundi et peut-être dans d'autres pays comparables par l'histoire et la géographie. Je vais essayer ici de rassembler ces réflexions, d'en proposer une synthèse.

3

Je reviens d'abord sur l'image qui a ouvert ce récit : le poste militaire à l'entrée de la RTNB. Comme un message permanent, un signe de continuité, de reconnaissance entre tous les pouvoirs depuis l'origine. Un signe de dissuasion adressé à tous : tabou, pas toucher. Une injonction : taisez-vous, écrasez-vous. L'Etat est violence, il a toujours le dernier mot, tout le reste n'est que faux-semblant. Pendant quelques années, cette

⁴⁸ Deux des cinq membres de la CENI avaient démissionné le 1^{er} juin 2015 .

symbolique s'est atténuée, les soldats avachis ne gardaient plus rien, ils faisaient de la figuration débonnaire, mais ce ne fut qu'une parenthèse et personne n'a vraiment songé à les déloger. Par un paradoxe cruel, c'est l'avènement de la démocratie en 2005 qui les a rétablis progressivement dans leur rôle de garde-chiourmes du régime. Avec le recul, on mesure mieux le caractère exceptionnel de cette période de transition, un peu moins de quatre ans, de 2001 à 2005, qui a vu le Burundi s'essayer aux libertés comme jamais dans son histoire. Certes ce n'était qu'un brouillon, mais il a laissé des traces dans toutes les mémoires. La démocratie n'a pas « pris », j'y reviendrai. Aujourd'hui, comme je l'ai écrit au début, la RTNB est (re)devenue une forteresse, le pouvoir s'est barbelé, il faut s'y soumettre ou disparaître.

Un cas me semble très intéressant, celui de Nestor Bankumukunzi, l'ancien directeur de la télévision nationale devenu ministre de la communication. Sa nomination date d'il y a un an, quand le président a forcé son troisième mandat après avoir balayé la démocratie. Il est donc ministre fantôme d'un gouvernement fantôme. Curieux destin : journaliste très talentueux, directeur cauteleux et docile, enfin ministre transparent, il doit sa trajectoire à son ralliement au CNDD-FDD à la fin de la transition. Il a bien servi, le voilà servi en retour, mais dans les pires conditions. Bankumukunzi est tutsi, comme l'étaient la plupart des journalistes pendant longtemps à la RTNB, j'ignore ce qui l'a poussé à se faire membre du CNDD-FDD juste avant que le parti n'accède au pouvoir, peut-être était-il sincère, le fait est qu'il a vite été promu directeur et a manifesté beaucoup de zèle partisan à ce poste. Le CNDD-FDD avait grand besoin de Tutsi après la guerre menée au nom de la libération des Hutu : pour se conformer aux prescrits de la Constitution et de l'Accord d'Arusha et, plus encore peut-être, pour mieux apparaître comme le parti du renouveau, du dépassement de l'ethnisme, bref de la modernité et de l'avenir. Bankumukunzi n'est pas le seul, ils sont nombreux à avoir aidé le parti vainqueur des élections de 2005 à s'installer au pouvoir. Tous les partis, bon gré mal gré, réputés hutu ou tutsi, en sont passés par là et je m'en suis réjoui, c'était la reconnaissance d'Arusha, l'adhésion générale au principe de réconciliation et de protection des minorités. Mais aujourd'hui ? Où en est-on, que reste-t-il de cet élan et de cette exigence ?

Hutu-Tutsi : le retour du refoulé ?

En apparence, rien n'a changé, mais en apparence seulement. La Constitution issue d'Arusha est toujours en vigueur, même si le CNDD-FDD en dit à présent pis que pendre. Il y a donc 40% de députés tutsi, un premier vice-président tutsi, 40% de ministres tutsi, mais ces gens sont objectivement dans une situation intenable. Plus grand-chose à voir avec les dix années précédentes où ils étaient nécessaires au bon fonctionnement du système et pouvaient presque « monnayer » leurs services. Bien sûr, ils avaient déjà intérêt à faire du zèle, mais aujourd'hui ils n'ont plus le choix. Ils risquent leur vie plus que leur place, car le discours officiel a changé du tout au tout. Dans les communiqués du CNDD-FDD, dans de multiples déclarations tenues par des petits ou grands chefs, circule la rumeur d'une revanche, la menace d'un retour au pouvoir de ceux qui l'ont perdu et

donc du retour des discriminations et des humiliations. La manœuvre est grossière mais peut-être pas sans effets. Le mot « Tutsi » n'est pas prononcé, ou très rarement, mais tout le monde est censé comprendre. Le but est manifestement de créer une double psychose, chez les Tutsi et chez les Hutu, afin de mieux contrôler la population et miser, éventuellement, en cas de coup dur pour ce pouvoir qui se sait précaire, sur des massacres « spontanés » lui permettant de se rétablir. Il faut noter en passant que ce même raisonnement tactique caractérise le discours anti-rwandais, très développé depuis des mois au niveau officiel. Au cas où... La désignation d'un ennemi extérieur, essentiellement tutsi de surcroît, pourrait remplir le même office de mobilisation des foules et de préservation du pouvoir.

Il y a aussi une réalité : beaucoup de victimes actuelles, la majorité sans doute, sont tutsi. Ceci ne peut que renforcer la psychose. Mais il faut constater une autre réalité très importante : ce discours n'a guère de prise dans la population. Au contraire même, semble-t-il. Les gens, Hutu et Tutsi, sont mal à l'aise quand ils entendent ce genre de propos, personne n'est fier des massacres passés, tout le monde en a souffert, d'une façon ou d'une autre et l'effet paradoxal de la crise déclenchée par le troisième mandat est d'avoir rappelé à tous l'importance fondamentale de l'Accord d'Arusha. Ce que j'ai écrit plus haut à ce sujet reste valable : Arusha a délavé les étiquettes hutu et tutsi, qui sont vues depuis comme les traces d'une histoire traumatique et peu glorieuse.

La meilleure preuve en est fournie par ceux-là même qui tentent d'allumer la mèche du génocide de proximité. Leurs harangues sont fumeuses et font long feu. Un discours a fait date, celui que Révérien Ndikuriyo, le président du Sénat, a tenu devant des chefs de quartiers de Bujumbura le 29 octobre 2015 : « Un jour le message de passer à l'action sera donné et vous verrez la différence ! Si vous entendez le signal avec une consigne que ça doit se terminer, les émotions et les pleurs n'auront plus de place ! » Un langage glaçant mais resté sans effets. Les tueurs n'ont pas changé, ils sont connus, ils appartiennent au SNR, à la police, aux Imbonerakure, ils ont un point commun, l'impunité, et ne connaissent qu'un ennemi : l'opposition, quelle qu'elle soit, tutsi ou hutu. Une autre formule souvent entendue révèle le fond des choses : « Abarwanya ubutegetsu bazohera nk'ifu y'imijira », soit « Ceux qui sont contre le pouvoir vont mourir un à un »... Il s'agit bien d'une guerre déclarée par le pouvoir à ceux qui s'opposent à lui, au premier rang desquels se trouvent des Hutu. Ici encore, Arusha a fait son œuvre. Depuis l'Accord d'Arusha, mécaniquement, les contradictions se sont exacerbées entre les leaders hutu. Le CNDD-FDD n'a cessé de combattre le FNL, ex Palipehutu, par tous les moyens, il n'a cessé aussi d'être miné par les dissidences, jusqu'aux « frondeurs » de 2015 s'opposant à la troisième candidature de Nkurunziza et jusqu'aux sommets de l'Etat : le porte-parole et ami du président, Léonidas Hatungimana, le vice-président Gervais Rufyikiri, le président de l'Assemblée nationale Pie Ntavyohanyuma, tous trois hauts cadres du parti, tous trois hutu, ont trouvé refuge en Belgique. La tentative de putsch du 13 mai était dirigée par un général hutu, Godefroid Niyombare, ancien maquisard FDD. Les principaux opposants en exil sont également des Hutu. Et ces

vérités, tous les Burundais les connaissent. C'est pourquoi il n'est pas facile, en 2016, de désigner les Tutsi minoritaires comme l'ennemi principal des Hutu majoritaires. Ces mêmes Burundais savent que tout s'est effondré le 25 avril 2015, quand le CNDD-FDD, sous très haute pression, a désigné un candidat inéligible à l'élection présidentielle... Je maintiens donc que l'antagonisme hutu-tutsi devrait être caduc, en cela même qu'il a été réglé par un compromis historique, inscrit dans les textes fondateurs. Mais je veux revenir encore, malgré tout, à cette question. Il ne suffit pas d'un texte pour l'extirper de tous les esprits. La mémoire des hommes ne s'efface pas comme celle d'un ordinateur. Trop de sang a coulé et surtout trop de criminels sont restés impunis. Et presque tous ces crimes, de 1965, 1969, 1972, 1988, 1993, etc. ont été commis au nom de ces mots : Hutu et Tutsi. J'y reviens donc. Nous sommes face à un paradoxe qu'il faut bien affronter et qui s'exprime de différentes manières.

La réutilisation actuelle de cette thématique par le pouvoir, fût-ce à mots couverts, se combine avec une réalité confuse : on trouve des Tutsi dans les deux camps, aux côtés des Hutu. La fracture politique n'est plus ethnique, mais celle-ci ressort, encouragée par le fait que la contestation de la troisième candidature a été la plus forte dans les quartiers à majorité tutsi de Bujumbura et que la répression a surtout ciblé les Tutsi. Cela étant, comme je l'ai déjà souligné, l'aspect le plus remarquable de la contestation est qu'elle a réuni des jeunes gens hutu et tutsi, venant de quartiers réputés très marqués ethniquement, qu'une solidarité nouvelle est même apparue entre la ville et la campagne proche, transcendant ces vieux clivages. J'en ai été le témoin direct lors de la fameuse journée du 13 mai quand une foule mélangée a envahi la capitale pour ovationner une armée tout aussi mélangée...

Paradoxes et sous-entendus

Dans un livre coécrit en 2014 avec Antoine Kaburahe et publié à Bujumbura, je me suis aventuré sur ce terrain glissant : « Cela fait 34 ans que je parcours le Burundi, que j'y côtoie des gens de toutes sortes et de toutes provinces, je vais vous faire un aveu : je n'y ai JAMAIS rencontré un Hutu pur jus et un Tutsi pur sucre. Tout le monde est mélangé ici, il n'y a que les idiots qui se croient de race pure, avec 100% de chromosomes T ou H. Mais l'ethnie, c'est commode, non seulement pour les docteurs en ethnisme, mais aussi pour tout un chacun : l'identification à un groupe dispense de réfléchir, elle procure un certain confort mais enferme chacun dans une impasse. C'est dans la tête que se joue l'appartenance ethnique, et pas dans les gènes.⁴⁹ » Je ne retire rien à ce commentaire, même s'il ne faut jamais sous-estimer la force de l'imaginaire, je rappelle en passant que le caractère hutu ou tutsi est censé se transmettre par le père, j'ajoute surtout que si j'abordais cette question, c'est parce qu'elle ne me semblait pas définitivement réglée, en dépit des garanties constitutionnelles et de cette réalité du métissage hutu-tutsi.

⁴⁹ *Cinq ans d'éditoriaux et de réflexions (2008-2013)*, Ed. Iwacu, 2014, p.27.

J'ai déjà expliqué que le mot ethnies était inexact, inapproprié à cette situation, mais qu'étant utilisé partout et depuis très longtemps, il me semblait vain d'en changer. Vous savez maintenant que les Hutu et les Tutsi burundais partagent historiquement le même territoire, la même langue, la même culture et la même religion, et que la distinction entre eux, essentiellement d'origine socio-politique, remonte à des temps très anciens. Vous savez aussi que la Constitution qui consacre ces appellations, qui établit le droit de chaque ethnies à une solide représentation institutionnelle, reste muette sur la définition de ces mêmes mots. Qui est hutu ? Qui est tutsi ? Elle n'en dit rien. Elle leur attribue des places, des sièges, des postes, selon de savants calculs, fruits d'interminables tractations, mais elle ne dit nulle part qui ils sont. En somme, la Constitution donne des droits à des gens qui n'existent pas en droit. On se trouve là en présence d'un phénomène juridique très particulier. Cette classification est importante, ces droits sont essentiels, mais on s'en remet, pour leur mise en œuvre, à la subjectivité, aux « on-dit », aux réputations, aux histoires que l'on se raconte depuis des générations et qui finissent par former une espèce d'évidence molle, plus contestable que contestée. Pas de quoi fouetter un chat, en somme, surtout maintenant que tout cela semble réglé...

Les Burundais ne détestent pas les discussions à ce sujet, plutôt sur un ton léger, parfois rigolard, pointant des traits physiques, le nez, la taille, constatant que ceux-ci ne sont pas toujours probants, se terminant régulièrement par un désaccord sur la « hutité » ou la « tutsité » de telle ou telle personne. On s'en amuse un peu, mais certains en sont morts, pris pour ce qu'ils n'étaient pas. Enfin si vous me suivez, puisqu'au fond il n'y a pas de certitude objective... En général on se fie à l'opinion commune et surtout à l'affirmation personnelle : celui qui se dit tutsi l'est, celui qui se dit hutu également, point final. Sauf que certains trichent, etc. Je vais arrêter ici cette démonstration par l'absurde, mais je soutiens que cette impasse constitutionnelle, finalement peu dommageable, révèle des enjeux plus profonds. Le fait d'« être » hutu ou tutsi renvoie à une histoire de différenciation, de discriminations et de massacres. L'élite a été largement tutsi et l'est encore en partie, la population paysanne est très largement hutu. Les discriminations ont surtout affecté les Hutu, les massacres aussi, jusqu'en 1993 où la tendance s'est inversée. J'ai déjà parlé de tout cela. Enfin, les Hutu sont considérés démographiquement comme ultra-majoritaires, même si on est là aussi en présence d'une énigme scientifique, comparable au non-dit constitutionnel. Aucun recensement ethnique n'a été mené au Burundi depuis la colonisation belge et donc les chiffres que l'on donne encore aujourd'hui datent de cette époque : 85% de Hutu, 14% de Tutsi, 1% de Twa ! C'est au regard de ces chiffres, que personne ne conteste vraiment, qu'il faut apprécier l'importance historique de l'Accord d'Arusha.

Cet accord participe du paradoxe évoqué plus haut. En semblant figer les ethnies dans des quotas de représentation, il les a largement vidées de leur substance politique, notamment en obligeant chaque parti à mêler sur ses listes les Hutu et les Tutsi. Le reste devait être une question de temps, et le voilà brutalement rompu. Il est impossible de mesurer avec exactitude la prégnance de la mémoire, les traces laissées en chacun des

souffrances du passé, des préjugés, des méfiances, des haines. Le temps a été trop court pour tout apaiser, pour imposer aux esprits l'évidence du métissage inscrit dans les chairs. Je voudrais citer ici Achille Mbembe, dans sa très belle *Critique de la raison nègre*⁵⁰ : « Le processus historique a été, pour une large part de notre humanité, un processus d'accoutumance à la mort d'autrui – mort lente, mort par asphyxie, mort subite, mort déléguée. Cette accoutumance à la mort d'autrui, de celui ou de celle avec lesquels l'on croit n'avoir rien en partage, ces formes multiples de tarissement des sources vives de la vie au nom de la race et de la différence, tout cela a laissé des traces très profondes à la fois dans l'imaginaire et dans les rapports sociaux et économiques. Ces lésions et entailles empêchent de faire communauté. De fait la construction du commun est inséparable de la réinvention de la communauté. » Le Burundi doit encore réinventer sa communauté nationale.

Je pense aussi à René Girard⁵¹ qui a théorisé le « désir mimétique », mais je ne sais jusqu'où l'on peut l'extrapoler, l'appliquer à la question hutu-tutsi qu'il n'a jamais évoquée. On est confronté ici à une complexité infinie, un phénomène d'attraction-répulsion embrassant toute une société. C'est un terrain glissant, qui nous entraîne à poser aussi les questions de la démographie et de la démocratie. Y a-t-il un rapport entre les pulsions meurtrières qui ont ravagé le Burundi, comme le Rwanda, et le surpeuplement qui crée des tensions, des rivalités extrêmes pour une terre rare et souvent ingrate⁵² ? Y a-t-il un rapport entre ces pulsions, volontiers génocidaires, et la démocratie elle-même, qui a ouvert le champ de toutes les ambitions en prônant les libertés individuelles et l'égalité citoyenne ? Ces questions donnent le vertige. Je préfère en rester à des points d'interrogation et de suspension. Je n'oublie pas le rôle du colonisateur dans l'exacerbation des rapports entre Hutu et Tutsi, mais après ? Que s'est-il passé pour qu'ils en viennent chacun à considérer la suppression de l'autre comme la condition de leur propre survie ? Là est l'énigme vertigineuse : l'autre est le semblable, le tuer revient à briser le miroir dans lequel on se regarde. Il y a du suicide dans ces génocides.

Arusha avait remis la vie et la raison au centre du débat : se regarder, se parler, s'entendre pour que plus personne ne meure jamais de ces marques d'un autre âge. Cet accord, signé par ceux qui venaient de s'entretuer, vivra plus longtemps que ceux qui l'ont piétiné, croyant le faire disparaître. Depuis le 25 avril 2015, l'Accord d'Arusha est même devenu le recours, le point de ralliement de tous les Burundais, hutu et tutsi, qui n'ont pas renoncé à la démocratie. Le texte est comme sacralisé, c'est le principal échec de Nkurunziza et de ses comparses.

⁵⁰ Éd. La Découverte, p.262.

⁵¹ Anthropologue et philosophe français.

⁵² La topographie collinaire du Burundi est un facteur d'érosion et ne permet pas de développer l'agriculture sur de grandes surfaces.

Le vrai visage du pouvoir

Toujours ce problème des mots. Comme qualifier ce régime inqualifiable ? J'imagine un colloque sur le sujet. On y parlerait de dictature, de démocrature, de corruptocratie, comme le fait maintenant Gervais Rufyikiri, ex-vice-président du Burundi, ou encore de mangercratie selon le mot du chanteur ivoirien Tiken Jah Fakoly qui en a fait un album⁵³. Tout cela peut se défendre, encore que démocrature me paraisse trop faible, que dictature suppose un système très organisé, ce qui n'est absolument pas le cas du Burundi actuel, et que les deux autres soient trop restrictives. J'aimerais aussi nommer ce pouvoir issu du coup de force du 25 avril, le désigner d'une expression simple et claire, mais là encore les mots me manquent. Depuis de nombreuses pages, je dis « le pouvoir », je m'en suis expliqué, c'est un choix de commodité qui a un gros inconvénient : il peut donner à croire que ce pouvoir a une sorte de légalité, sinon de légitimité, or il est hors-la-loi, il procède d'un coup de force institutionnel. C'est un pouvoir autoproclamé, puis autovalidé par des élections qui n'en étaient pas. Un exemple éclairant à ce sujet : le « président », qui s'est octroyé un troisième mandat auquel il n'avait pas droit, a tellement craint l'échec de sa manœuvre qu'il a avancé d'une semaine sa prestation de « serment », préférant une cérémonie expédiée en catimini au risque d'une intronisation gâchée ou empêchée. Il fallait à toute force garder ce pouvoir, trempé dans la violence depuis le 25 avril 2015 et voué à l'entretenir, l'amplifier, la faire durer jusqu'à la fin. La violence, la terreur même, sont devenues les premiers instruments de ce pouvoir, et davantage encore : elles se sont ajoutées à la corruption pour un former la substance.

Je veux être maintenant plus précis, sans entrer dans trop de détails. Ce pouvoir se réduit à quelques individus, qui ont un droit de vie ou de mort sur tous les Burundais, y compris les dizaines de gens dont ils s'entourent, au-delà desquels on peut compter quelques centaines, voire quelques milliers d'exécutants prêts à se défilier si le vent tourne. Les doigts d'une seule main suffisent à compter les éléments de ce noyau dur. Ils sont quatre : Pierre Nkurunziza, forcément, qui en est la figure visible, surexposée, puis Alain-Guillaume Bunyoni, Gervais Ndirakobuca, dit Ndakugarika, et Etienne Ntakarutimana qui restent dans l'ombre⁵⁴. Nkurunziza est un civil, dans le maquis il s'occupait essentiellement de propagande, les trois autres sont des généraux, venus de la rébellion FDD. Ces militaires hors cadre décident de tout, des nominations, des promotions, des disgrâces, des persécutions, des tortures et des assassinats, ils décident aussi des déclarations et prises de positions vers l'extérieur. La seule incertitude à leur sujet concerne les Imbonerakure, cette jeunesse du parti transformée en milice qui ne reconnaissait qu'un seul chef, le général Adolphe Nshimirimana, très proche conseiller du président, ancien patron pendant huit ans des services de renseignement. Celui-ci a été assassiné le 2 août 2015 dans des circonstances qui n'ont jamais été élucidées. Un

⁵³ *Mangercratie, On a tout compris*, Tiken Jah Fakoly, 1996.

⁵⁴ Alain-Guillaume Bunyoni est ministre de la sécurité publique, Gervais Ndirakobuca chef de cabinet du président chargé des questions de police et Etienne Ntakarutimana directeur général du Service National de Renseignement.

attentat à la roquette et à l'arme automatique, en pleine rue, en plein jour, non loin de chez lui, du travail de professionnel. Depuis lors, il semble qu'aucun général n'ait repris sa place de maître occulte des Imbonerakure. Qui l'a vraiment tué et pourquoi ? Le procès des caporaux et sergents accusés du meurtre n'a toujours pas eu lieu... La seule évidence est que le mystère doit rester bien gardé. Ils étaient quatre autour du président, ils ne sont plus que trois, à conspirer et s'observer.

Mais le portrait des trois généraux serait très incomplet sans la dimension régionale, qui pèse lourd sur le fonctionnement du système. L'histoire du Burundi n'a pas été avare de phénomènes régionalistes, voire claniques, de dominations successives de telle région, de telle province, voire de telle colline. Une province a été longtemps frustrée, négligée par les divers pouvoirs : Cibitoke, tout au nord-ouest. Et l'ouest en général, avec la province voisine, Bubanza, a connu la même marginalité. Par ailleurs, pour des raisons sur lesquelles je ne peux m'étendre ici, les Hutu y étaient particulièrement mal considérés. Mais tout cela a commencé à changer avec la rébellion, puis s'est pratiquement inversé quand ces généraux ont pris l'ascendant à partir de 2008. L'axe Cibitoke-Bubanza-Bujumbura est devenu le plus puissant du système. Ndakugarika et Ntakarutimana sont de Cibitoke, Bunyoni de Bujumbura, bien qu'originaire de Rutana. Nshimirimana était aussi implanté à Bujumbura, à Kamenge très exactement. Ils se sont aussi souvent revendiqués d'une forte appartenance hutu, sur un ton agressif et volontiers revanchard. Bubanza et Kayanza sont également bien servies en termes d'influences et de hautes nominations. Le rapport de forces au sein du CNDD-FDD a changé, il penchait vers le centre (Gitega-Muramvya), il s'est déplacé vers l'ouest. Quelque part entre ces deux axes, originaire de Ngozi, Nkurunziza a choisi de rester en surplomb, au-dessus de la mêlée, aux aguets, prêt à avancer d'autres pions pour rester maître du système. Tout récemment, il a propulsé un autre général à la tête du parti, Evariste Ndayishimiye, de Gitega, comme pour faire contrepoids aux trois hommes de l'ouest.

La corruption systémique

Quoi qu'il m'en coûte, je vais garder le mot « pouvoir » pour désigner ce noyau dur. Vous en savez assez sur sa nature exacte. Il est temps de passer à son exercice. Car il ne suffit pas de posséder le pouvoir, il faut encore l'exercer. C'est ce qu'on appelle depuis des années la gouvernance. Il y a même un ministère burundais de « la bonne gouvernance » rattaché à la présidence. Mais ce pouvoir gouverne-t-il vraiment ? Que fait-il à part réprimer, et violenter ? Bien peu de choses forcément, puisqu'il a créé lui-même les conditions de son impuissance : la pagaille, la ruine, le peur, l'exode. Il court surtout après l'argent pour boucher les trous d'un budget exsangue. Les recettes, déjà maigres, se sont effondrées. Les bailleurs habituels, principalement européens et nord-américains, ont cessé d'assurer la moitié du budget de l'Etat. Le pouvoir a manifestement trouvé d'autres pourvoyeurs, mais on ne sait trop qui, ni pour quels montants, ni pour combien de temps. Et le pouvoir en a grand besoin, d'abord pour lui-

même. Sans ses profits, il n'a plus de raison d'être, la prédation lui est aussi consubstantielle que la violence. L'enrichissement personnel est un but en soi pour les prédateurs, leur principale raison d'être et de se perpétuer. Une partie de l'argent détourné permet aussi au pouvoir de parader et d'entretenir ainsi l'illusion de la gouvernance.

Donc la prédation. Elle est plus souvent présentée sous le nom moins brutal de corruption. Gervais Rufyikiri, ancien vice-président de la république du Burundi, actuellement en exil en Belgique, vient de lui consacrer une étude très édifiante⁵⁵. Pour en apprécier toute la mesure, sachez d'abord qu'il y a deux vice-présidents au Burundi et que Rufyikiri était second vice-président, particulièrement chargé des questions économiques, qu'il a été en poste de 2010 à 2015, qu'il est hutu et était membre du comité des sages du CNDD-FDD. Son analyse est donc capitale, son témoignage de première main. L'une et l'autre complètent le tableau d'un pouvoir totalement dévoyé. Rufyikiri énumère toutes les formes de corruption, en citant quelques-uns de ceux qu'il a appelé récemment, lors d'une conférence à Anvers, les corruptocrates : appels d'offres trafiqués, surfacturations de gros contrats d'équipements, ventes frauduleuses, commissions diverses, achats de biens non fournis, détournements de fonds, actionnariat masqué, sans parler des prébendes multiples et des versements forcés de contributions au CNDD-FDD...

Il rappelle que le Burundi est classé parmi les pays les plus corrompus du monde. Il cite notamment les noms de Bunyoni et feu Nshimirimana, sans oublier celui qu'il a désigné récemment à Anvers en pointant son index vers le plafond, lors d'une Table ronde sur le Burundi⁵⁶. Il émet l'hypothèse que la corruption est un facteur déterminant de l'extrême pauvreté du pays et de sa déstabilisation politique : « Même s'il m'est difficile pour l'instant d'établir des relations de cause à effet entre la crise actuelle qui date du mois d'avril 2015 et la corruption, il n'est pas exclu que la protection des richesses malhonnêtement acquises, la peur des poursuites éventuelles pour des crimes économiques et la soif d'accumuler davantage de richesses soient parmi les motivations majeures du Président Nkurunziza, encouragé par un entourage corrompu, à briguer un troisième mandat en violation des textes fondamentaux du pays.⁵⁷ » Enfin, après avoir mis en cause la complicité au moins passive d'entreprises multinationales dans la grande corruption burundaise, il conclut : « Il est temps de constater que, même si la corruption existait avant l'arrivée du CNDD-FDD au pouvoir en 2005, elle n'avait pas l'ampleur qu'elle a prise au cours de la dernière décennie, au point de devenir systémique.⁵⁸ »

⁵⁵ *Corruption au Burundi : problème d'action collective et défi majeur pour la gouvernance*, Working paper, 2016/07, I.O.B., University of Antwerp.

⁵⁶ 18 juin 2016.

⁵⁷ Op.cit. p.16.

⁵⁸ Op.cit. p.20.

Sa démonstration est imparable : les problèmes de l'exercice du pouvoir au Burundi ne datent pas de 2015. Un coup presque fatal a été porté à la démocratie le 25 avril 2015, je l'ai assez dit, mais celle-ci était fort malade depuis longtemps, pratiquement depuis ses premiers pas en 2005... Le pouvoir occulte décrit plus haut s'est mis en place rapidement, après avoir réglé ses comptes avec Radjabu qui avait ouvert la voie au déni de démocratie. Je n'ai pas été le seul à m'aveugler alors, à ne pas voir cette réalité, nous étions même assez nombreux je crois, sans doute parce qu'il était humainement impossible d'admettre que ce nouveau pouvoir, issu d'élections démocratiques, reposant sur des accords consensuels, puisse les trahir aussi vite et aussi facilement. Qu'il puisse être aussi insoucieux de l'avenir du pays.

Je reviendrai encore sur ces questions d'Etat, de régime et de pouvoir. Je terminerai sur cette interrogation à laquelle je ne veux pas me soustraire : j'ai parlé d'un coup « presque fatal », est-ce qu'il y aurait une fatalité du politique au Burundi et dans les pays assez comparables ? Ce long récit, revisitant l'histoire burundaise, n'a de sens et surtout d'intérêt que s'il débouche sur cette réflexion finale. J'y reviendrai donc, mais je dois d'abord élargir notre champ de vision sur d'autres réalités burundaises.

Les maux du Burundi

Depuis le début, je me focalise essentiellement sur la dimension politique des choses, pour une bonne raison : depuis la fin de l'ère coloniale, et dans le droit fil du combat pour l'indépendance, c'est à ce niveau que se jouent le sort et la vie des Burundais. Les luttes de pouvoir l'ont toujours emporté sur les problèmes de société et de développement, rarement abordés dans les programmes des partis, sinon en termes vagues et sans modalités d'application. C'est le moment d'en parler, je vais essayer de m'en tenir à l'essentiel : la pauvreté, la surpopulation, le chômage, la corruption, la justice, la situation des femmes, la religion, la santé et l'éducation.

La pauvreté d'abord. Le problème est ancien, la paix et la démocratie n'y ont pas changé grand-chose. Le bilan du CNDD-FDD, parti dominant depuis dix ans, est mauvais : le Burundi est classé par le FMI comme le pays le plus pauvre du monde, avec un PIB de 315,2\$ par habitant. Plus de 70% de la population vit sous le seuil de pauvreté, avec pour conséquence immédiate un taux de malnutrition frisant les 50%. Ces chiffres sont à mettre en relation directe avec un autre problème, déjà brièvement évoqué : la forte densité de la population et son taux de fécondité. Celui-ci est de 6 enfants par femme en âge de procréer, le deuxième du monde aux dernières statistiques. Le Burundi est, après le Rwanda, le pays le plus densément peuplé d'Afrique, avec 391 habitants au km², sur un territoire très accidenté, largement fait de collines. La pauvreté est un problème de ressources et de partage. Les ressources sont essentiellement agricoles, mais de faible productivité. Leur partage ne suffit pas à nourrir les gens. La surpopulation est aussi un facteur aggravant du chômage. Hors les travaux agricoles, parcimonieusement répartis, il y a très peu d'emplois au Burundi. L'exode rural déplace vers les villes des centaines

de milliers de chômeurs, les étudiants ont souvent des diplômes ne donnant accès à aucun travail correspondant à leurs qualifications. Restent la domesticité, grande pourvoyeuse d'emplois à peine rémunérés, le petit commerce, forcément très précaire, et la « fonction publique » qui utilise un nombre important d'agents mal payés.

Les minerais, dont le sous-sol burundais serait riche, alimentent beaucoup les conversations, mais ils sont très peu exploités et leurs revenus aussitôt engloutis dans les trafics illégaux dont profitent d'abord les prédateurs cités plus haut. La corruption est une autre cause de la pauvreté générale, liée au marasme économique. Je cite à nouveau Rufyikiri : « La politique de contrôle et de mainmise sur les ressources économiques a finalement été choisie par les dirigeants du CNDD-FDD, non pas pour la promotion du développement, mais pour satisfaire des ambitions personnelles et pour la survie du système CNDD-FDD.⁵⁹ » C'est un orfèvre qui parle, il a été un dirigeant de ce parti et occupé de hautes fonctions. Rufyikiri démonte les mécanismes de la corruption, par-delà le sommet de l'Etat : « Elle affecte quotidiennement sous des formes variées la vie des citoyens à tous les niveaux. (...) La petite corruption est généralement individuelle et correspond à des paiements non officiels de pots-de-vin pour atteindre des objectifs légaux ou illégaux. Leurs auteurs sont des agents des services publics et des autorités locales dont le faible niveau de rémunération les rend plus sensibles à la corruption. » La corruption touche aussi divers secteurs de la société, où se retrouvent beaucoup de diplômés au faible « pouvoir de représentation⁶⁰ ».

Le secteur de la presse est l'un d'entre eux. J'en parle parce qu'il été très prégnant tout au long de ce récit et que je n'ai jamais abordé cette question. Je savais que la plupart des journalistes étaient obligés de faire comme un peu tout le monde, c'est-à-dire compléter leur maigre salaire par d'autres activités et divers expédients. Ce problème pesait sur le traitement de l'information, mais je ne m'en suis jamais occupé, puisqu'il me dépassait complètement. D'une part, peu de journalistes travaillaient à temps plein, d'autre part certains sujets étaient traités pour des raisons alimentaires, individuelles ou rédactionnelles, c'était ainsi, il fallait faire avec. Je ne vais pas m'appesantir, le mot corruption est sans doute un peu fort, au Congo on parle plutôt de « coupage », il s'agit d'avantages, de quelques billets, de petits contrats pour les radios, obtenus en échange de reportages complaisants insérés dans les bulletins d'information. Au Burundi, il existait encore une autre forme de dépendance, une sorte d'assistance financière automatique en cas de Synergie, fournie par certains bailleurs⁶¹, qui poussait les radios à produire ces émissions communes dont la nécessité n'était pas toujours évidente.

Voilà, je savais, on savait que je savais, mais que faire, concrètement ? Il n'y avait pas vraiment de solution et il y avait l'essentiel : la presse libre burundaise, avec quelques

⁵⁹ Op.cit. p.20.

⁶⁰ Op.cit. p.6.

⁶¹ Un Plan d'Action Commun d'Appui aux Médias (PACAM) a été créé en 2009 et financé notamment par l'Union européenne, la Belgique, la France, les Pays-Bas et la Suisse.

organisations de la société civile, était indispensable à la démocratie. Sans Iwacu, Bonesha, Isanganiro et RPA, c'était l'asphyxie démocratique. Sans l'APRODH et l'Olucome⁶² aussi, bien sûr, mais ces deux organisations avaient un besoin vital des médias qui amplifiaient leur travail, les faisaient connaître et exister. Ces médias permettaient à la démocratie de respirer. Aujourd'hui ils sont détruits ou dans l'impossibilité de produire une information vraiment libre, mais sans être pour autant portés disparus. Certains réémettent, d'autres travaillent sur le web et beaucoup de journalistes exilés au Rwanda collaborent à Radio Inzamba, en kirundi et français, audible sur les téléphones connectés à internet. Ces gens et ces médias sont dans une logique de survie, où les impératifs économiques comptent au moins autant que l'engagement politique ou professionnel.

La justice est un problème grave. La Constitution, classiquement, sépare les trois pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire. Mais la réalité est tout autre, depuis toujours. Dès qu'il s'agit d'affaires à relents politiques, la justice est directement commandée par le pouvoir. Et ces affaires pèsent très lourd : assassinats, comme celui du vice-président de l'Olucome Ernest Manirumva, en 2009, ou celui de trois religieuses italiennes à Kamenge en 2014, massacres, comme celui de Gatumba en 2011, répression sanglante, tortures, enlèvements, disparitions, coups montés et faux procès, la liste s'est brutalement allongée depuis un an. A cela s'ajoute, aussi, le problème de la corruption qui gangrène tout l'appareil judiciaire, même pour les affaires minuscules. Toute la magistrature n'est pas corrompue, mais elle est entièrement frappée de suspicion. Et c'est l'idée même de justice qui est en cause. Faire simplement valoir ses droits, essayer d'obtenir réparation d'un préjudice, est largement considéré comme impossible, voire suicidaire au Burundi. Il faut de solides moyens pour y prétendre, et donc, la plupart du temps, mieux vaut s'écraser. La loi la plus évidente est celle du plus fort. Les codes existent, ils sont aussi fournis qu'ailleurs, les juristes les connaissent sur le bout des doigts, mais ils ne servent pas à grand-chose, a fortiori si une autorité quelconque est impliquée. Dans ce cas, taisez-vous, ne bougez pas un cil, vous risquez de tout perdre, jusqu'à la vie.

Sur la condition des femmes, il y a beaucoup à dire. Le Burundi n'a pas l'apanage des discriminations à leur égard, le problème est universel. Le Burundi est même plus avancé que bien d'autres pays dans la reconnaissance de leurs droits. Il n'empêche qu'au cours de ce récit, s'étalant sur 36 ans, portant d'abord sur le politique, très peu de femmes ont été citées nommément, quatre pour être exact⁶³. C'est tout dire, et c'est pourquoi j'ai tenu à insister sur le rôle important qu'elles ont joué dans le mouvement de protestation contre la troisième candidature de Nkurunziza. Une révolution me semble en marche, touchant à de vieux fondements de la société burundaise. Il reste que les femmes, juridiquement, sont frappées d'une profonde discrimination à laquelle aucun régime n'a mis fin. Elles n'ont pratiquement aucun droit de succession. L'héritage

⁶² Déjà citées.

⁶³ Sylvie Kinigi, Alice Nzomukunda, Judith Basutama et Alice Hakizimana.

du mari ou du père, et surtout la terre, va en priorité aux mâles, enfants, frères, oncles, cousins, il ne reste donc rien pour les épouses et les filles. Ainsi le voulait la coutume, ainsi en est-il toujours, aucune loi n'a jamais été votée pour essayer d'établir, à cet égard, l'égalité des hommes et des femmes. Un projet a été rédigé en 2006, fortement soutenu par les féministes, mais il a suscité tellement d'inquiétudes qu'il est resté lettre morte. Il existe au Burundi un vieux problème foncier, dû à la densité de peuplement, aggravé par les exodes massifs et répétés, qui mine la société et désempare les politiques : la question de l'égalité successorale sera remise tant que ce problème ne sera pas réglé. En 2007, le projet de loi a été remplacé par une promesse de référendum, qui n'a jamais eu lieu.

Tout cela fait beaucoup. La vie est très dure au Burundi et l'avènement de la démocratie en 2005 se solde par une profonde déception. Certes, il y a eu trois mesures populaires, serinées pendant dix ans, la gratuité de l'école primaire, de l'accouchement et des soins pour les enfants de moins de 5 ans. Mais ces mesures ont été improvisées, sans les financements et les accompagnements structurels nécessaires, créant beaucoup de difficultés aux personnels et établissements de santé et d'éducation. Dix ans pour ce maigre bilan et cette grande désillusion : l'enseignement et la santé, deux domaines essentiels de la vie sociale, sont dans un état catastrophique. Il faut peut-être y voir la raison du résultat mitigé des élections imposées par le CNDD-FDD en 2015. Car, aussi inacceptables soient-elles d'un point de vue démocratique, leur résultat vaut un bref détour. Selon les chiffres officiels, 69% des votants ont choisi Nkurunziza comme président, soit 51% des électeurs inscrits et 40% des Burundais en âge de voter. Et pour le CNDD-FDD aux législatives, par rapport au même nombre d'électeurs potentiels, ce pourcentage tombe à 35%. En somme, même sous la contrainte, les Burundais sont loin de plébisciter le régime.

Faut-il ajouter la religion à ce sombre tableau ? Ainsi posée, la question appelle spontanément une réponse négative. Encore faut-il s'entendre sur le concept. Le Burundi ne connaît pas l'athéisme, il est imprégné d'animisme et a adopté facilement, presque « naturellement » les grandes religions monothéistes chrétienne et musulmane. Celles-ci ont souvent tenu un rôle modérateur face aux régimes d'oppression, voire de contestation pour l'Eglise sous la présidence de Bagaza, voire même un rôle pacificateur pour l'islam durant toute la guerre. Ce sont des faits avérés, que personne ne conteste. Mais comme dans bien d'autres pays, une nouvelle vague religieuse a déferlé sur le Burundi depuis une quinzaine d'années, qu'on peut qualifier de baptiste ou de pentecôtiste. C'est une explosion : partout des « églises du salut », des réunions de fidèles pour des prières, des « croisades », dans toutes sortes de lieux propices à de tels rassemblements. Partout des récits de conversion, de guérison miraculeuse, des cris, des transes, des chants répercutés par de puissants haut-parleurs couvrant tout le quartier de leur vacarme pendant des heures. Impossible d'y échapper. C'est en cela, je pense, qu'on peut parler d'un problème de société, qui est comme le pendant de celui de la justice. Autant les gens ne croient pas en celle-ci, autant ils s'en remettent à une sorte de

justice divine pour tout régler. Les rapports entre religion et sorcellerie sont assez connus, mais je pense qu'on est ici en présence d'un nouveau syncrétisme. Une croyance en des esprits, en des forces supérieures qui décident de tout et qui expliquent, qui légitiment notre impuissance. Ce que prêchent les prophètes du dimanche, et de chaque jour de la semaine, c'est que nous sommes des jouets dans les mains de Dieu, que notre salut est dans la prière.

Il est évident que cet emballement religieux sert le pouvoir, au faite duquel trône d'ailleurs le premier des prédicateurs. Malgré la Constitution qui affirme, en son article 1, que le Burundi est une république laïque, le président n'a cessé d'ouvrir toutes ses interventions publiques par des prières, de multiplier les « croisades » dont il est le grand animateur, et le voilà maintenant qui se prétend l'élu de Dieu, depuis qu'il s'est offert un troisième mandat. Il se verrait bien en théocrate, sauf qu'il n'est pas entouré de prêtres, ni de pasteurs ni d'imams, mais de généraux, et que sa « gouvernance » se résume à la violence. Son Dieu est vengeur.

L'infirmité de l'État

Ceci nous ramène à la question déterminante du pouvoir et de l'Etat. La nature exacte de l'Etat burundais n'est pas simple à définir. Ce pays, ancienne royauté précoloniale, a une histoire séculaire. Peu d'Etats africains sont dans ce cas. Il y a au Burundi une forte conscience nationale, qui se réfère à des formes d'organisation, à un fonctionnement de la société qui n'ont pas attendu la colonisation pour exister. Autrement dit, l'idée de l'intérêt commun dépassait le cadre de la colline et de la communauté locale pour s'étendre jusqu'aux limites du territoire dirigé par le Mwami. Ce n'était pas l'Etat moderne, au sens défini par Weber⁶⁴, mais comme une base, notamment idéologique, pour la naissance d'un tel Etat. On n'y est toujours pas, il y a un hiatus profond entre la théorie et la pratique, les principes et les faits, les textes et la réalité. Ceci contribue sans doute aussi à la désillusion évoquée plus haut. Beaucoup de Burundais et d'étrangers impliqués dans les négociations de paix ont vraiment cru à la possibilité d'instaurer un Etat démocratique au Burundi. Car outre sa mémoire précoloniale, ce pays, même au plus fort de la guerre, a toujours conservé ses services publics. La question n'est pas ici de leur efficacité, ni du surnombre de fonctionnaires, sujets à caution, mais de leur seule existence, du simple fait que l'administration et les appareils d'Etat n'aient pas disparu, noyés dans le bain de sang. Au-delà de la guerre fratricide, ils donnaient un sens à l'avenir.

Dans l'Accord d'Arusha, tout semblait prévu pour que naisse un Etat démocratique. Mais en réalité tout l'effort des négociateurs s'est porté sur les mécanismes institutionnels. Le reste a été expédié, comme s'il suffisait d'une démocratie formelle, assortie d'une

⁶⁴ Pour tout ceci, je m'inspire largement des réflexions de Gauthier de Villers, très attaché à la conception wébérienne de l'Etat, dans son remarquable ouvrage de synthèse : *Histoire du politique au Congo-Kinshasa*, éd. Academia/L'Harmattan, 2016, étant entendu que le cas burundais est bien différent du cas congolais.

méthode de compromis, pour que l'intendance suive et que tous les problèmes soient résolus. Sur une centaine de pages, seules deux étaient consacrées au « développement économique et social »⁶⁵, mais limitées à quelques bonnes intentions, sans aucune mesure concrète. Trois exemples⁶⁶ : « Œuvrer à stabiliser le cadre macro-économique et financier », « Faire un effort pour créer de l'emploi » et « Répartir équitablement les fruits du développement »... Autrement dit, rien, des vœux pieux. Seule exception à cette règle du « tout-institutionnel », le problème des réfugiés intérieurs et extérieurs qui était abordé de façon plus précise, sur cinq pages, affirmant le droit de tous au rapatriement et à la réinstallation. Mais cet enjeu a été confié à des commissions de moins en moins indépendantes et la majorité des litiges suscités par ce droit au retour n'ont pas encore été réglés, seize ans après Arusha.

Bref, l'Etat issu du grand compromis historique est resté infirme, comme un squelette sans chair, sans assez d'organes pour prétendre à ce qui fait l'essentiel d'un Etat : la légitimité. Au-delà des institutions, il faut une adhésion, une reconnaissance populaire, la conviction chez les citoyens que l'Etat leur fait du bien, ou tout au moins leur veut du bien. Un cadre institutionnel n'y suffit pas. J'ai noté cette citation de Lascoumes chez De Villers⁶⁷ à propos du pouvoir : « Il ne s'agit plus de conquérir et de posséder, mais de produire, de susciter, d'organiser la population afin de lui permettre de développer toutes ses propriétés ». On en est toujours très loin au Burundi, où le processus d'invention d'un Etat démocratique s'est enrayé dès le début.

Pendant la transition, de 2002 à 2005, la faiblesse du pouvoir n'a pas donné d'élan à ce processus. Ce pouvoir était trop négocié, trop morcelé, pour incarner un Etat en devenir. Après la transition, alors même qu'un pouvoir élu se mettait en place et que l'Etat démocratique pouvait ainsi se former, on a assisté à un mouvement inverse. Le processus a calé brutalement. A posteriori, le régime de transition apparaît comme une agréable parenthèse dans l'histoire politique burundaise. A partir de 2006, sans qu'on le réalise vraiment, la démocratie a été détournée, l'Etat ne s'est pas (re)constitué comme le prévoyait Arusha. J'ai déjà décrit cette époque. Il me semble très important d'analyser les mécanismes de ce détournement.

Ce n'est pas le déroulement des élections de 2005, très réussi, ni leur résultat, tout-à-fait incontestable, qui sont en cause. C'est l'interprétation de ce résultat par le principal vainqueur des élections, le CNDD-FDD, ou plus exactement par certains leaders de ce parti. C'est la lecture qu'ils ont faite de la Constitution et de l'Accord qui la fondait : ils en ont retenu les passages qui les arrangeaient et ignoré les autres. La Constitution burundaise est très présidentiale, un peu sur le modèle de la V^e république française. La séparation des pouvoirs y est inscrite, mais il suffit de n'en lire que les nombreux

⁶⁵ Pp. 92-93.

⁶⁶ Protocole III, chapitre IV, article 16.

⁶⁷ Op.cit. p.191.

articles sur le pouvoir exécutif et surtout présidentiel pour infléchir le régime. C'est ce qui s'est produit.

La victoire du CNDD-FDD était logique, fruit d'une stratégie assez fine : de 2000 à 2003, il avait poursuivi la guerre pendant que les signataires d'Arusha s'épuisaient dans la transition, fin 2003 il avait souscrit à l'Accord et fin 2004 il était entré au gouvernement pour mieux gagner les élections de 2005. Un blitzkrieg politique après une longue rébellion. Une victoire presque totale, sauf que : il y avait maintenant une Constitution à respecter, des partis à associer au gouvernement, des postes à partager à certains niveaux de pouvoir. Et c'est là que le Burundi est reparti en marche-arrière. A peine couronnée par le suffrage universel, la démocratie a fait demi-tour, mais en catimini, sans que le nouveau pouvoir la dénonce, sans qu'il révisé la Constitution et supprime toutes les libertés. Au contraire, il s'est en quelque sorte attribué la démocratie, faisant de son élection un blanc-seing, un brevet de toute-puissance et il a puisé dans la Constitution ce qui lui convenait. J'ai déjà raconté ces premiers mois de pouvoir, quand Radjabu, président du parti, était à la manœuvre, avant de se faire éjecter par plus malin que lui. J'en viens maintenant à la Constitution qui attribue au président des pouvoirs dont il a vite abusé. Il est le chef du gouvernement, il nomme et révoque les ministres, il démet les vice-présidents quand bon lui semble, car ce pouvoir n'est assorti d'aucune condition. Le président nomme à tout va : les membres des hautes instances et des conseils nationaux, les gouverneurs et les hauts fonctionnaires. Il est évidemment le commandant en chef des armées mais aussi de la police et des services de renseignement. Il nomme et préside le Conseil national de la magistrature, censé garantir l'indépendance de la justice... Cela fait beaucoup pour un seul homme.

Mais toute constitution est critiquable et amendable, le problème ici est plus profond, sans doute moins dans la lettre que dans l'esprit. Au-delà de l'usage, c'est le principe même de démocratie qui est en question. Les institutions burundaises semblent avoir été déployées comme un paravent, derrière lequel s'est installé progressivement, confortablement, le vrai pouvoir décrit plus haut : prédateur et violent. Un pouvoir parallèle d'autant plus redoutable qu'il est caché par une démocratie en trompe-l'œil. Presque toutes les apparences sont là, les procédures à peu près respectées, mais cet exercice est de pure forme, presque toutes les décisions sont prises en très petit comité et gare à ceux qui renâclent, on a tôt fait de leur clouer le bec. La démocratie mimée, parodiée : il faut l'avoir vécue, fût-ce à son insu, pour en mesurer toute la perversité. Pendant des années, un régime de tendance dictatoriale s'est installé à l'ombre de la démocratie.

Cette accusation est évidemment très grave, d'autant plus qu'elle ne concerne pas que le pouvoir en question, je dirais même qu'elle nous concerne tous : observateurs, diplomates, partenaires, une large frange de la société civile et un grand nombre de militants du CNDD-FDD qui voulaient croire à la démocratie. Ce qui m'apparaît

aujourd'hui comme une évidence ne l'était pas entre 2005 et 2010. Il faut y revenir avec objectivité. Je m'en tiens à deux épisodes.

Le gouvernement de l'époque, et donc le CNDD-FDD, a réussi ce que beaucoup disaient infaisable : constituer une armée nouvelle à partir des forces qui s'étaient combattues durant la guerre. Une armée faite d'anciens militaires réguliers et d'anciens rebelles, au prix de nombreuses démobilisations, en veillant à l'équilibre hutu-tutsi, 50/50, à tous les niveaux. Cette réussite a été mise, à juste titre, sur le compte de la démocratie. Elle était même une preuve réelle de son efficacité. L'armée a été montrée en exemple, mais on sait maintenant qu'elle était plus fragile qu'il n'y paraissait. Et si elle s'est fracturée le 13 mai 2015, c'est en raison de cette fragilité, en raison des tensions entre généraux hutu issus de la rébellion qui n'avaient pas tous le même accès au président, en raison aussi d'une méfiance persistante à l'égard des officiers tutsi de l'ancienne armée et à l'égard des derniers rebelles hutu à avoir été intégrés, soit ceux qui appartenaient au FNL. En apparence unie, la nouvelle armée nationale était un assemblage bancal. C'était assez normal au fond, mais le fait de taire cette réalité, de ne pas la traiter de façon équitable, en disait long sur ce problème de démocratie insincère. Par ailleurs et en même temps, la police et le service national de renseignement faisaient l'objet de soins particuliers, le second étant carrément confisqué par le pouvoir, tout en échappant au contrôle législatif.

Un autre événement positif, à mettre au crédit du régime de l'époque : la signature d'un accord de paix entre le gouvernement et le Palipehutu-FNL, qui sortait enfin d'une guerre qu'il ne menait plus vraiment. Le FNL et son leader, Rwaswa, rejoignaient à leur tour les institutions issues de l'Accord d'Arusha et ainsi, en quelque sorte, consacraient l'achèvement de la démocratie. On leur faisait un peu de place dans l'administration, en plus de l'armée. Il suffisait donc d'attendre les élections de 2010 pour les voir accéder au parlement et au gouvernement. En réalité, encore une fois, l'ouverture cachait une fermeture.

Le pouvoir, au fond, n'a jamais cessé de se mouvoir dans cette contradiction : démocratie/a-démocratie. C'était un risque bien sûr, rien ne garantissait que cela marche longtemps, mais ça a plutôt marché. Le pouvoir devait donner des gages, se montrer démocratique, suffisamment respectueux des textes pour ne pas provoquer un tollé international, mais garder assez de marge de manœuvre pour arriver à ses fins : se maintenir, se perpétuer. Les moyens importaient peu. C'est ainsi qu'on est entré progressivement dans ce système hybride, contradictoire, jouant constamment de ses ambiguïtés. La responsabilité internationale n'est pas mince dans cette évolution. Le monde s'est peu à peu mithridatisé, s'est habitué aux écarts, aux reniements, aux violations. Pour la principale raison que personne ne voulait tout recommencer et que rien n'assurait qu'on obtienne ainsi de meilleurs résultats. Donc on a continué. L'ONU était toujours là, réduisant lentement sa présence. Les diplomates tenaient des discours démocratiques, soucieux des libertés, attentifs à la société civile. Le pouvoir n'était pas

en reste, insistant surtout sur le fait qu'il était « démocratiquement élu » et qu'il veillait scrupuleusement à la souveraineté du Burundi.

Le plus urgent, le plus logique, pour ce pouvoir, était de préparer les prochaines élections, c'est-à-dire à ses yeux sa réélection. Il a principalement utilisé deux méthodes : verrouiller le CNDD-FDD et saboter le FNL. J'ai déjà parlé de ce verrouillage, notamment dans le choix des candidats du parti aux divers scrutins, y compris communal. Le sabotage du FNL était l'autre mâchoire de la tenaille, il révélait la grande peur du CNDD-FDD à l'approche de 2010 : que le FNL, absent en 2005, lui prenne des voix, lui fasse perdre de sa superbe. On sait depuis Arusha que la contradiction politique s'est déplacée au Burundi, qu'elle oppose principalement des Hutu. Dans ce cas-ci, elle opposait des anciens rebelles, des gens qui se considéraient comme des ayants-droit, forts de leurs états de services et de leur implantation pendant des années dans les collines et les camps de réfugiés. Bref, le CNDD-FDD redoutait le FNL en vue de 2010. Non seulement il voulait encore gagner, mais il voulait une victoire encore plus éclatante.

Mathématiquement, c'était difficile, voire impossible. Les militants FNL ont donc été malmenés, de toutes sortes de manières : débauchages, intimidations, menaces, agressions, assassinats. Le parti a été frappé d'interdictions multiples, empêchant ses dirigeants de se déplacer, de mener campagne. L'autre peur du CNDD-FDD était que les partis concurrents, et surtout le FNL, sillonnent le pays et rencontrent les électeurs. En somme, vive la démocratie pour garder le pouvoir, à bas la démocratie pour le reste. Vive la campagne électorale, à condition qu'elle soit réservée au parti dominant. Vivent les élections, à condition d'être sûr de les gagner. Vive l'Assemblée nationale, à condition d'y détenir les 4/5^e des sièges. Telles étaient déjà, avant 2010, la pensée et la stratégie du pouvoir. Mais quelle était la pensée profonde des autres, des prétendants, et quelle est-elle encore aujourd'hui ?

Les fautes de l'opposition

Il faut à nouveau dézoomer, élargir le champ d'observation. Le CNDD-FDD était-il le seul à considérer le pouvoir comme un dû ? Non. Et qu'en est-il aujourd'hui ? Y a-t-il une véritable alternative à l'a-démocratie qui s'est installée au Burundi ? En d'autres termes, y a-t-il une opposition solide, crédible, évidente ? Pour répondre à ces questions, repartons encore de 2010, année révélatrice pour tous les acteurs de la scène politique. Certes le CNDD-FDD a tout fait pour gagner triomphalement les élections, y compris museler la concurrence. Mais qu'ont fait ces concurrents ? Pas grand-chose. Rappelons d'abord que deux partis, l'Uprona et le Frodébu, avaient participé au gouvernement pendant la première législature. Comme faire-valoir sans doute, mais consentants. Ils auraient pu au moins laisser ces portefeuilles à l'approche des élections, prendre un peu de distance, ils ne l'ont pas fait. Le FNL, particulièrement brimé, harcelé, n'a guère protesté, a peu bravé les interdits, n'a pas réclamé une protection internationale, que sais-je ? Le MSD, autre parti « nouveau », était le plus indocile, le plus protestataire, mais pas au point de récuser ces élections. En somme, il y avait une sorte de consensus

électoral. Tout s'est passé comme si, dans toutes les têtes, il y avait cette idée qu'il suffit de se baisser pour ramasser des voix, que le pouvoir est un dû et que chacun à son tour y aura droit. Cette idée commune, au fond, que la démocratie s'arrête à l'élection. C'est pourquoi le premier scrutin, communal, a été ressenti pour tous les prétendants comme une défaite cuisante, voire une humiliation. J'ai donné les chiffres, je n'y reviens pas. Le score du CNDD-FDD dépassait celui de 2005, mais pas de façon outrancière, malgré toutes les manœuvres pré-électorales, et le parti reculait en plusieurs endroits. Il était même largement battu dans deux régions stratégiques : Bujumbura-Mairie et Bujumbura-Rural. Le FNL était nettement second et même majoritaire dans les collines autour de la capitale. L' « opposition » obtenait des sièges dans la plupart des conseils communaux, parfois la majorité, et pourtant elle a claqué la porte électorale ! A l'exception notoire de l'Uprona, elle s'est retirée des scrutins suivants, elle a refusé d'occuper le terrain conquis, bref elle a abandonné.

Pourquoi ? Pourquoi ce cadeau somptueux à un pouvoir qui n'en demandait pas tant ? Il n'y a qu'une réponse : parce que la démocratie l'intéressait moins que la victoire. Au fond, pour elle comme pour le CNDD-FDD, c'était tout ou rien. Dès lors, mieux valait la fuite qu'un combat politique ingrat et frustrant. Ainsi, pour la présidentielle, au lieu de s'unir autour d'un seul candidat à opposer au président sortant, elle lui a laissé le champ totalement libre. Un candidat de l'opposition, sûrement battu, aurait pu incarner l'autre Burundi, rétif à la suprématie d'un seul parti. 2010 était l'occasion d'une mobilisation générale pour la démocratie, pour tenter de la faire renaître et revivre, pour prendre date aussi. L'occasion a été gâchée, presque de commun accord. Il y a donc un problème de la démocratie au Burundi, qui ne date pas du 25 avril 2015 et qui n'est pas du seul fait de ceux qui s'en sont emparés pour la dévitaliser. Toute la « classe politique » est concernée et, au-delà, toute la société qui tolère l'inexistence d'une véritable opposition, d'une alternative un peu crédible au pouvoir en place, qui soit fondée sur des projets concrets, des solutions, des mesures pratiques. Et ce problème n'est pas dû qu'aux institutions, que le constituant a voulues « inclusives », il est dû principalement, je crois, à la conception même de la démocratie, davantage pensée comme l'entérinement d'un rapport de forces, que chacun espère en sa faveur, plutôt que comme l'expression d'une volonté populaire, qui suppose elle-même une vraie relation avec les citoyens, ce qu'on appelle aussi la « représentativité ».

Le pouvoir et l'opposition partagent la même peur du réel. Au Burundi, les gens s'expriment volontiers, avec vigueur, de façon très concrète, mais qui les écoute ? Rarement les « élites », tellement convaincues de leur être supérieures, alors qu'elles ne le sont guère... Jamais les politiques. Quand ceux-ci vont sur le terrain, ce n'est pas pour écouter, c'est pour tenir de grands discours creux, avec un seul message : suivez-moi, je suis le meilleur, je suis la solution. Au réel, ils préfèrent le virtuel. Et cette conception à contresens de la démocratie se partage et se prolonge indéfiniment, l'opposition en exil se perd dans des jeux d'appareils qui la rendent illisible à la plupart des Burundais. En cela, elle continue à servir le régime illégal de Bujumbura.

Je ne sais trop comment interpréter un épisode tout récent de l'actualité burundaise : le décès de l'ancien président Bagaza, qui a eu droit à un hommage unanime des « élites ». Tout le monde s'y est mis, pouvoir et opposition, Hutu et Tutsi, ceux qui sont partis en exil et ceux qui sont restés au pays. Cette sorte de communion nationale m'a choqué. Car Bagaza, couvert d'éloges, avait fait beaucoup de mal à son pays en y instaurant une forme d'apartheid qui a fini par entraîner la guerre quelques années plus tard. Qu'on rappelle ses réalisations positives, soit, mais qu'on taise ses erreurs et sa responsabilité dans les malheurs du Burundi me semblait incroyable. Non de la part du pouvoir, qui s'est emparé de l'illustre dépouille comme du reste, mais de ceux qui le combattaient au nom de la démocratie. Pour le pouvoir, l'hommage à Bagaza était un hommage à soi-même, le salut d'une espèce de dictature à une espèce de dictateur. Mais pour les autres ? Comment interpréter leur unanimité, et notamment le fait qu'Inzamba, la radio des exilés à Kigali, ait diffusé l'éloge funèbre prononcé par le président Nkurunziza à la gloire de son prédécesseur ? Le devoir d'information ? Le respect dû aux morts ? Ils n'empêchaient pas de faire un travail journalistique normal, de rappeler l'histoire, et pourquoi pas de s'interroger précisément sur cette instrumentalisation de Bagaza par Nkurunziza. Je pense que cet épisode est encore révélateur d'un problème persistant de conception de la démocratie.

Légalité et légitimité

Abordons maintenant la question de la légalité et de la légitimité, qui en pose une autre, très importante, concernant l'adhésion populaire au régime qui s'est mis en place en 2005. Celui-ci a été légal pendant près de dix ans, jusqu'au 25 avril 2015, quand le parti majoritaire a choisi de présenter un candidat inéligible au scrutin présidentiel. Avant cela, la légalité institutionnelle a été relativement respectée et le régime assez peu contesté sur ce point. Au contraire de sa légitimité, qui suppose un minimum de gouvernance éclairée. Or nous savons qu'un pouvoir parallèle s'est mis secrètement en place et que la corruption a vite caractérisé ce pouvoir. La légalité relève largement de la forme, or on a vu combien la démocratie elle-même a été vidée de son sens. J'ajoute que la plupart des lois censées organiser les libertés constitutionnelles ont été conçues et rédigées pour les limiter, voire empêcher leur exercice. Enfin, les grands problèmes de société déjà exposés sont loin d'avoir été réglés. La légitimité de ce régime s'est donc effilochée. En 2005, elle était très forte, presque totale : ce nouveau pouvoir, à la fois fort et équilibré, suscitait tous les espoirs. Ils se sont vite envolés et avec eux sa légitimité.

L'Etat, ou Leta en kirundi, est rapidement redevenu le Léviathan dont tout le monde se méfie, un appareil au service d'intérêts particuliers et non de l'intérêt général, encore moins du bien commun. Mais la majorité des Burundais n'ont pas pour autant récusé la démocratie, ils ont davantage désespéré de ceux qui prétendaient l'incarner, de tous les partis. Il n'y a pas de légitimité du pouvoir et de l'Etat sans un minimum d'adhésion. Et pas d'adhésion sans que les citoyens puissent constater que la vie s'améliore, comme le formulaient les signataires d'Arusha en 2000, au chapitre des vœux pieux : « Améliorer

le bien-être de la population dans tous les domaines de la vie »⁶⁸ ! De ce point de vue, quinze ans après, on n'est pas très avancé... Donc l'adhésion a fait place au doute, puis à la déception. L'Etat CNDD-FDD s'est délégitimé. Mais alors pourquoi une majorité d'électeurs a-t-elle revoté pour le CNDD-FDD en 2010 ? Même si l'on tient compte des abus de pouvoir pendant la campagne et donc même en relativisant le score de ce parti, le fait est qu'il a emporté le plus de suffrages lors du scrutin communal, le seul auquel tous les partis ont participé. Et les sondages de fin 2014 semblaient encore le donner vainqueur en 2015. Pourquoi ? Je crois que les raisons sont de divers ordres : il y a une sorte de fidélité à un mouvement hutu qui a lutté contre trop d'injustices et d'humiliations, mais cela remonte à vingt ans et le CNDD-FDD n'a pas le monopole de cette lutte ; il y a aussi une forme de fatalisme, de soumission à un pouvoir dont on décide de s'accommoder comme d'un pis-aller, par crainte du vide ; il y a enfin ce vide, cette absence d'alternative, cette opposition politique qui n'a pas su établir de liens forts avec la population avant 2010 et qui est devenue inexistante après, le pouvoir s'ingéniant alors à en morceler les restes afin de s'imposer encore plus facilement en 2015. Quant à l'opposition non politique, société civile et médias, elle a subi les mêmes harcèlements et connu le même sort, notamment en raison de son caractère élitaire, essentiellement urbain. L'addition de ces facteurs peut expliquer ces votes par défaut, témoignant moins d'une adhésion que d'une résignation.

La légalité s'est arrêtée le 25 avril 2015, consacrant ainsi l'illégitimité absolue du pouvoir. Rien n'a bougé depuis et c'est bien tout le problème de l'actualité diplomatique : aucune médiation ne parvient à organiser un dialogue, encore moins une négociation entre des protagonistes qui n'ont rien à négocier. Les opposants, pour la plupart exilés, réclament le rétablissement de la légalité, alors que le pouvoir s'affirme légal, en dépit de toute évidence. Ils n'ont donc rien à se dire. Le pouvoir a fait un effort exceptionnel en acceptant qu'Arusha, la ville des accords maudits, soit leur lieu de rencontre, mais il n'y a envoyé que des seconds rôles, qui ont refusé de siéger avec des « putschistes » ! Une esquisse de dialogue, un semblant de légalité, à défaut de la légitimité perdue depuis longtemps : c'est encore beaucoup trop pour lui...

Malédiction de la démocratie ?

Je vais maintenant affronter une question qui dérange et dépasse les frontières du Burundi : y a-t-il une malédiction de la démocratie dans l'Afrique postcoloniale, dans les pays qui présentent des similitudes historiques avec le Burundi ? Je veux l'affronter, car j'ai conscience d'avoir pu l'induire, tant la quête démocratique y semble relever du mythe de Sisyphe et que la question est abondamment posée depuis des années, y compris par des gens qu'on ne peut a priori taxer d'ignorance ni soupçonner de malveillance. Je pense notamment à Stephen Smith dont le livre au titre équivoque, *Négrologie*⁶⁹, décrit une Afrique qui semble se complaire dans la victimisation, sinon

⁶⁸ Protocole IV, chapitre III, article 15.

⁶⁹ Éd. Calmann-Lévy, 2003.

dans le malheur. Comme si se vérifiait la fameuse « malédiction de Cham » tant évoquée pendant des siècles par les religions du Livre, jusqu'au temps colonial et missionnaire. Je découvre aussi le jugement lapidaire d'Axelle Kabou⁷⁰ : l'Afrique « se suicide dans une sorte d'ivresse culturelle pourvoyeuse de seules gratifications morales »... Je ne partage pas ces points de vue, qui ont cependant le mérite de provoquer un débat important. J'ai raconté le choc ressenti enfant lorsque j'ai découvert le colonialisme belge. Sans réduire le problème de l'Etat africain à cette seule histoire, je suis profondément convaincu qu'il en est l'héritier direct. Lors des indépendances, les pays décolonisés ont été dotés de constitutions démocratiques, calquées sur le modèle européen, alors même que l'Etat colonial leur avait proposé pendant des décennies un modèle tout différent, pour ne pas dire contraire à celui-là. Certes il s'agissait d'un Etat hyper-organisé, mais de façon autoritaire, arbitraire, souvent violente et sans que la population « indigène » puisse jamais le considérer comme sien. Cet Etat maniaque et répressif, qui relevait d'un pouvoir extérieur, était étranger et incompréhensible aux colonisés. Ceux d'entre eux qu'il employait, très peu nombreux, étaient perçus par les autres, au mieux, comme des agents doubles. Cet Etat⁷¹ n'avait évidemment rien de démocratique puisque sans parlement, sans gouvernement et sans droits politiques pour ses administrés. Il était le parfait contre-modèle de celui qu'on voulait leur imposer.

Quoi donc de plus normal, à l'indépendance, qu'il y ait eu un immense malentendu concernant l'Etat et la démocratie... Les peuples « souverains » se sont retrouvés dans une situation comparable à celle d'un étudiant qu'on interrogerait à l'examen sur un cours qu'il n'a pas eu, ou plus exactement sur une matière qui serait contraire à celle qu'il a étudiée. Les premiers dirigeants indépendants devaient être des héros pour ne pas profiter de l'aubaine et du malentendu : s'installer au pouvoir et le gérer à l'ancienne, à la coloniale, sans tenir compte des nouvelles constitutions. Je n'entre pas ici dans les considérations économiques et administratives, qui ont joué un rôle important dans l'évolution des Etats postcoloniaux. Je voulais surtout souligner une responsabilité historique dont on ne peut se défaire d'un geste négligent, en détournant le regard. Au Burundi notamment, où la colonisation belge a été très nocive.

Les notions de démocratie et d'Etat, pour devenir réalités, demandent du temps et du travail, elles exigent des explications, des démonstrations, des exemples concrets. Elles doivent s'incarner dans des personnes, des partis, des institutions, se diffuser dans toute la société. Chacun doit se convaincre de leur utilité et de leur nécessité. Tout a manqué pour cela : le temps, la pédagogie, la volonté. Au Burundi, l'homme élu triomphalement pour devenir premier-ministre a été assassiné à quelques mois de l'indépendance. Il était ganwa, entouré de Hutu et de quelques Tutsi. Il s'appelait Louis Rwagasore⁷², il a

⁷⁰ Citée par DeVillers, op.cit. p.320. Tirée du livre d'Axelle Kabou *Et si l'Afrique refusait le développement ?* Ed. L'Harmattan, 1991.

⁷¹ Cette description concerne plus particulièrement les possessions et administrations coloniales belges.

⁷² Assassiné le 13 octobre 1961, le prince Louis Rwagasore était le leader du premier parti nationaliste et indépendantiste du Burundi, l'Uprona qui deviendra cinq ans plus tard parti unique sous la férule d'un clan militaro-tutsi.

été abattu par un tueur à gages blanc, Jean Kageorgis, à la solde de commanditaires sociaux-chrétiens belgo-burundais. Kageorgis restera dans l'histoire comme le dernier condamné à mort exécuté par la Belgique. Terrible symbole d'un tragique héritage. Il n'y a pas de malédiction de la démocratie au Burundi, mais un avènement toujours différé. Les pouvoirs successifs ont préféré s'en passer complètement, de 1966 à 1992, ou s'en réclamer pour mieux l'empêcher, comme c'est encore le cas. L'argument de la souveraineté est fortement utilisé dans ce sens. La souveraineté est la forme la plus évidente de l'indépendance, la plus ostensible et finalement la plus concrète. Mais autant l'indépendance est relative, autant la souveraineté semble absolue. On peut même avancer l'hypothèse que plus un Etat a du mal à remplir ses fonctions, à être en phase avec sa société, plus il revendique sa souveraineté. Celle-ci apparaît comme nécessaire et suffisante, elle est constamment appelée à la rescousse par ceux qui se sont attribué le pouvoir. C'est ce que certains auteurs appellent la « souveraineté externe »⁷³ : le pouvoir n'a d'autre légitimité que celle qui lui est conférée par le droit international. Si vous avez un drapeau à l'ONU, vous pouvez faire chez vous ce que bon vous semble. L'attitude du pouvoir burundais depuis un an, toutes ses déclarations se résument à cela : ne touchez pas à ma souveraineté. L'ONU, l'Union africaine, la Communauté d'Afrique de l'Est⁷⁴, les bailleurs, les partenaires n'y peuvent rien, ils se heurtent à cette souveraineté comme à un mur. Toutes les initiatives d'intercession ou d'interposition ont été rejetées par le pouvoir installé à Bujumbura, au nom de la souveraineté du Burundi. Et cette attitude de refus est au fond sa seule chance de tenir, puisqu'accepter de négocier revient pour lui à renoncer au monopole de la souveraineté. Celle-ci ne profite qu'à lui, elle ne profite en rien aux Burundais.

4

Mais il est plus simple de parler et d'écrire que d'agir. En entreprenant ce récit, je voulais en venir là, à aujourd'hui, au-delà du bilan, je ne voulais pas me dérober à la question de l'avenir. Que faire ? Qu'est-il possible de faire, avec qui, comment ? Les réponses ne m'appartiennent évidemment pas, mais il me semble que je ne peux me contenter de raconter et d'analyser cette histoire burundaise, puis planter là mes lecteurs. Je suis solidaire des Burundais, j'ai été un acteur minuscule de cette histoire, je me sens au moins une obligation « de suivi » et je crois qu'il est possible de tirer quelques conclusions utiles de ce qui précède.

En Europe, où la démocratie est assez malade, on ne mesure pas à quel point ce vieux mot grec, et sa réalité depuis les luttes politiques du XVIIIe siècle, sont des objets précieux. Au Burundi, on y a cru, au-delà du raisonnable peut-être, en tout cas sans voir que la démocratie était si vite trahie, mais est-ce une raison pour y renoncer ? Moins que

⁷³ Sur ceci, voir encore Gauthier de Villers, op.cit. p.41.

⁷⁴ Communauté de six pays : Kenya, Tanzanie, Ouganda, Rwanda, Burundi et tout récemment Soudan du sud.

jamais. Au contraire : puisque tout le monde s'en prévaut, il faut lui donner tout son sens. La société burundaise change, avance plus vite que ceux qui prétendent la diriger, elle se désenclave peu à peu, elle s'ouvre, elle se découvre. Elle n'en est pas encore à se réinventer en tant que communauté, selon le mot de Mbembe, mais les impostures politiques ont des vies de moins en moins longues. Celle-ci ne durera pas. Il faut donc se projeter au-delà.

Je pars de l'idée que les institutions dont beaucoup de pays post-coloniaux ont été dotés sont partiellement inadaptées à l'état réel des sociétés qu'elles sont censées régir. Il y a un problème socio-historique en amont de la politique. Je n'irais pas jusqu'à utiliser l'expression de Sartre, définissant ces sociétés comme « atomisées »⁷⁵ par la colonisation et la traite négrière, car elles y ont aussi résisté et survécu, mais elles ont été suffisamment disloquées pour en être encore à chercher de nouveaux modes de vie collective. Il est donc très intéressant de voir évoluer la société burundaise. Je ne parle pas ici de la « société civile » à l'influence très limitée, je parle bien des « gens », dans les villes et dans les campagnes, qui sont d'ailleurs dans une interaction plus forte que d'aucuns ne croient. Les moyens de communication (radio et téléphone) y ont beaucoup contribué, comme les mouvements de populations. J'observe des signes de mutation, d'ouverture au monde et à la modernité, qu'on pourrait qualifier de prise de conscience citoyenne. Mais ces évolutions ne trouvent pas de forme politique, elles flottent quelquepart entre un passé mythifié et un présent politique, tous partis confondus, n'inspirant que peur et méfiance. Il y a une démocratie à inventer.

Une démocratie à (ré)inventer

On ne part pas de rien. Il ne faut pas créer un nouvel imaginaire. Au contraire, ne serait-ce que par réalisme, il est bon de tenir « compte de la complexité des processus liant le passé à son avenir »⁷⁶. Le Burundi a un long passé, antérieur à la colonisation, qui est le grand pourvoyeur de son imaginaire. Jadis, il était « le pays du lait et du miel », selon l'expression consacrée, et n'aurait connu qu'harmonie et bonheur... Ce mythe de l'âge d'or n'a jamais cessé d'être invoqué pendant plus d'un siècle, selon des intérêts qui pouvaient être divergents, voire opposés. Je me dis qu'il ne faut pas le traiter avec ironie. Une institution, mythe dans le mythe, a traversé le temps : celle des Bashingantahe. Ce n'est pas ici le lieu d'un long développement anthropologique, ni d'un débat sur la réalité de cette institution dans le Burundi ancien, qui prête toujours à controverses. C'est bien le mythe qui m'intéresse. Les Bashingantahe étaient des rouages importants de la société précoloniale, des hommes d'expérience présents sur toutes les collines, jouant principalement un rôle de médiateurs, réglant les conflits de la vie courante, et puis un rôle de conseillers auprès des chefs, de bas en haut de la hiérarchie. Telle était en gros la réalité, peu importe ici que leurs arbitrages fussent vraiment justes et leurs conseils toujours judicieux. Le mythe les pare de toutes les vertus : discrétion, impartialité, sens

⁷⁵ Préface à *La pensée politique de Patrice Lumumba*, Présence Africaine, Paris, 1963, p.XVI.

⁷⁶ Gauthier de Villers, op.cit. p.211.

de l'écoute et du dialogue, souci de la vérité, concertation et collégialité des décisions, fidélité aux engagements et gratuité des prestations. Ce qui importe, c'est précisément que cet ensemble de valeurs soit présenté comme un modèle⁷⁷. Et ce n'est pas un hasard si l'Accord d'Arusha mentionne explicitement cette institution, même s'il ne préconise sa restauration que pour la justice de conciliation au niveau des collines. Le fait que cette mesure soit restée inappliquée, démontre d'ailleurs qu'elle a essentiellement une valeur symbolique.

Soyons clairs : l'institution est passée et dépassée⁷⁸, mais les valeurs qu'on lui attribue pourraient inspirer la démocratie burundaise, en lui donnant une assise séculaire assez consensuelle. Personne ne peut raisonnablement récuser la paix, la vérité, l'équité, une justice intègre et la recherche du compromis. Il faut évidemment aller au-delà de l'Ubushingantahe à l'ancienne dont, soit dit en passant, les femmes et les Twa étaient exclus et dont l'indépendance à l'égard du pouvoir était peu assurée. Mais je crois que les institutions actuelles gagneraient à s'écarter d'un modèle extérieur qui s'avère inopérant, pour intégrer des formes de démocratie plus en phase avec l'histoire et la culture burundaises. Je pense ici au mot « dialogue », mis perpétuellement à toutes les sauces politiques et révélant surtout un problème de fonctionnement de la démocratie constitutionnelle, telle qu'établie depuis 2005. Si l'on doit sans cesse en appeler au dialogue, c'est que la démocratie ne marche pas, étant entendu que ces fameux dialogues, quand ils ont lieu, sont organisés de façon parallèle, en dehors du fonctionnement normal des institutions. Ainsi, combien d' « ateliers » n'ont-ils pas été organisés au parlement, alors qu'il dispose de deux assemblées et de diverses commissions ? Bien sûr, mieux vaut un dialogue qu'un pugilat, mais pourquoi les grands débats politiques ne peuvent-ils se dérouler dans les lieux démocratiquement prévus à cet effet ? Parce que le pouvoir n'en veut pas, sans doute, et qu'on essaie ainsi de le contourner, mais aussi parce la société semble réticente à un parlementarisme dichotomique, majorité/opposition, et que le principe de l'alternance, qui nous est si familier, semble là-bas presque malsain.

Ce n'est pas que les Burundais détestent l'affrontement, au contraire même, ils aiment les joutes verbales, mais en espérant toujours trouver un terrain d'entente avec l'autre, comme dans un marchandage où chacun finit par se convaincre qu'il a réalisé la meilleure affaire. Quant à l'alternance politique, elle n'a pas vraiment d'histoire au Burundi et dans les pays comparables, elle n'a jamais marché et donc personne n'y croit. On retrouve ici la problématique du pouvoir qu'on ne lâche plus une fois conquis, de quelque manière que ce soit. Ne faudrait-il pas adapter la démocratie à ces réalités ? Au niveau institutionnel, ne faudrait-il pas redéfinir les rapports entre les pouvoirs, et plus précisément entre l'exécutif et le législatif ? Actuellement, le premier écrase le second, au point de le priver de sens, il ne le garde que pour mimer la démocratie. Les

⁷⁷ Voir notamment Adrien Ntabona, *Les enjeux majeurs de la réhabilitation des Bashingantahe*, Au cœur de l'Afrique, Bujumbura, 2002.

⁷⁸ Il existe un Conseil national des Bashingantahe qui n'a en réalité d'autre objet que sa nostalgie.

valeurs attribuées aux Bashingantahe pourraient être celles d'un parlement dont le rôle deviendrait central dans le système de pouvoir. Outre qu'il ferait vraiment la loi, il serait un forum permanent où se débattraient les grands problèmes de la société. Comme son nom l'indique, le parlement est un lieu de parole. Au Burundi, l'*ijambo* est essentiel à la vie sociale, il ne demande qu'à être modernisé, institué dans une forme démocratique compatible avec l'Accord de paix d'Arusha. Le principe classique de séparation des pouvoirs serait respecté, c'est leurs rapports qui seraient modifiés. Le législatif primerait sur l'exécutif. Le gouvernement serait réellement placé sous le contrôle du parlement qui assurerait la continuité de l'Etat, à l'instar du président. Mais la fonction de celui-ci serait revue. Le président et les vice-présidents auraient des missions distinctes de celle du gouvernement, chargé d'exécuter les lois votées par le parlement. Et pour clarifier les choses, pour éclairer les citoyens, les élections commenceraient toujours par le scrutin législatif et l'élection présidentielle se ferait à nouveau, comme en 2005, au suffrage universel indirect, par les deux chambres réunies⁷⁹.

Il va de soi que le contrôle législatif sur l'exécutif devrait empêcher que celui-ci n'abrite une officine de pouvoir occulte. Toute tentative en ce sens ferait l'objet d'un grand débat public, obligeant les personnes incriminées, ministres, généraux ou autres conseillers spéciaux, à venir s'expliquer devant le parlement, puis devant la justice. L'idée principale de cette réforme, demandant assez peu d'aménagements constitutionnels, est bien que la loi, la règle de vie commune, le développement de la société fassent l'objet de suffisamment de concertations pour être approuvés par une large majorité de citoyens. Il ne faut pas remettre en cause les mesures d'équilibre et de protection ethnique prévues par Arusha, elles ont encore leur utilité, surtout depuis la catastrophe de 2015. Il ne faut pas toucher aux règles de la vie politique, aux partis, à la répartition des sièges telle qu'elle est prévue par la Constitution. La « représentation nationale » doit rester diverse, elle reflète des réalités sociologiques. Je ne prône pas un consensus mou, mais une dynamique de confrontation et de rapprochement des points de vue, pour qu'aucune décision ne soit prise au détriment d'une partie de la population ou des libertés fondamentales. Cela dit, afin que le système des partis politiques soit sain, ceux-ci doivent prouver leur enracinement dans la société et surtout être financés, selon des règles strictes, par de l'argent public. Il n'en faut surtout pas trop, la sobriété ne peut leur faire de mal.

Le chercheur Stef Vandeginste a parlé judicieusement de « modèle consociatif »⁸⁰ à propos de ce système. Il n'est pas question d'y toucher, au contraire, il sera renforcé si l'exécutif est clairement empêché d'intervenir dans la vie des partis, ce qu'il n'a cessé de faire depuis 2008, notamment en les divisant, en les « nyakurisant » selon une

⁷⁹ A ce sujet, très intéressante prise de position du sociologue ivoirien Alfred Babo sur le site du Monde Afrique du 9 septembre 2016. Il l'intitule *Faut-il continuer d'organiser des élections présidentielles en Afrique ?* et conclut nettement que leur abandon serait un « gain humain, économique, moral et politique » pour la plupart des pays africains. Il préconise un nouveau parlementarisme.

⁸⁰ L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2007-2008, p.56.

expression entrée dans le lexique politique burundais à cette époque. Cette méthode de faussaire, consistant à donner un logo de marque à une pâle imitation, a cassé quatre des principaux partis : le Frodebu, l'UPD, le FNL et l'Uprona. Trois choses encore à propos des partis et députés : envisager de limiter le nombre de mandats successifs à deux, constituer les listes de candidats par consultation des militants et se méfier d'une croyance trop répandue selon laquelle tout candidat devrait être diplômé. L'histoire du monde comme du Burundi a démontré que les meilleurs élus ne sont pas nécessairement les plus diplômés, et que l'expérience, la sagesse et la relation aux autres valent bien des titres universitaires.

Distinguer l'État de LETA

Il y a un impératif : la distinction entre l'Etat et le gouvernement. C'est un problème dont on ne sort pas et qui empoisonne toute la vie sociale. Il est du même ordre que celui de l'indépendance de la justice, sans laquelle aucun progrès n'est possible. L'administration et les sociétés publiques doivent être dépolitisées, découplées du gouvernement, du pouvoir en place. Celui-ci est éphémère, sa durée de vie n'excède pas cinq ans, éventuellement renouvelables ; l'Etat est permanent, il ne relève pas d'un mandat électif, il ne connaît pas de limite temporelle. Les gouvernements passent, l'Etat reste. Or ils se confondent dans un seul et même mot : *Leta*⁸¹. Et cette confusion nuit gravement à la crédibilité de l'Etat, de ses services et de son administration, qui sont craints plus que respectés, en raison de l'arbitraire qui caractérise leur fonctionnement. La démocratie et le développement du Burundi passent par une révolution de l'Etat. Par une administration reconnue pour sa compétence et son efficacité, non pour son zèle à favoriser les uns au détriment des autres. Par des services publics qui soient vraiment au service du public.

Le mot révolution n'est pas trop fort, mais celle-ci doit être avant tout mentale, elle ne doit pas apparaître comme une rupture ou un retournement, plutôt comme une réappropriation de valeurs communes, trop longtemps égarées. Il ne faut pas recommencer la négociation d'Arusha. L'effort accompli là-bas a été remarquable, fondamental, mais pas suffisant : les institutions ont été détournées de leur sens. C'est pourquoi il me semble judicieux de les rétablir en modifiant quelques règles de leur fonctionnement, comme expliqué plus haut, en inversant notamment les rapports entre l'exécutif et le législatif. Restent les autres enjeux, tout aussi importants, voire même plus importants si l'on veut que la révolution réussisse vraiment, dans les têtes et dans les faits.

Premier enjeu : la pauvreté et son corollaire, la malnutrition, qui obligent des millions de personnes à vivre d'expédients, dans une précarité constante peu propice à la citoyenneté. C'est le plus vieux problème de vie quotidienne au Burundi, avec celui de l'accès à l'eau et à l'électricité. Il traverse le temps et donc les régimes successifs qui ont tous échoué à le traiter. Les circonstances actuelles sont évidemment désastreuses pour

⁸¹ Voir supra, p.27.

la gouvernance. L'impasse politique dans laquelle le pouvoir s'est fourré est aussi économique. Les Burundais savent donc que, pour en sortir, il faudra nécessairement repasser par la case démocratique. Dans ce cas, il faudra aussi continuer à vivre un certain temps sous perfusion internationale. Il est très difficile d'imaginer une lutte efficace contre la pauvreté sans des financements extérieurs et notamment celui de plus de 50% du budget de l'Etat. Mais il y a un mais : cet argent ne servira jamais à rien si la corruption continue à caractériser le pouvoir et à gangrener toute la société. En fait, la corruption est un enjeu aussi primordial que la pauvreté. L'une et l'autre sont inextricablement liées. Il faut les combattre de front, en commençant même par la corruption. Gervais Rufyikiri, l'ex-vice-président CNDD-FDD déjà cité, écrit : « La corruption dans son état systémique est un facteur majeur qui sape le progrès économique au Burundi. (...) La politique de contrôle et de mainmise sur les ressources économiques a finalement été choisie par les dirigeants du CNDD-FDD, non pas pour la promotion du développement, mais pour satisfaire des ambitions personnelles et pour la survie du système CNDD-FDD. Une minorité de gens s'enrichit et vit dans le luxe au détriment de la majorité de la population qui souffre énormément de la grande pauvreté, dans un pays classé le plus pauvre du monde.⁸² » Il va de soi qu'au-delà de ses effets économiques désastreux, la corruption empêche la démocratie d'exister et ruine jusqu'à l'idée même de l'Etat. Celui-ci, accaparé, usurpé, ne peut être perçu que comme l'ennemi de la société.

L'essentiel est dit, sur ce que devraient être les institutions et la gouvernance pour que se forme un Etat moderne et démocratique au Burundi. Inutile d'en rajouter, tout découle de ce qui précède. Le pouvoir judiciaire ne pourra conquérir son indépendance que si le pouvoir exécutif cesse d'être tout-puissant. Les problèmes de santé, de scolarité, de démographie, de propriété terrienne ne trouveront de solution que dans la reconstitution d'un tissu social, dans les processus de concertation décrits plus haut, qui demandent du temps et de l'apaisement. On est à mille lieues de cela.

La géographie burundaise, avec ses 3.000 collines, invite aussi à ce qu'on appelle la subsidiarité : encourager partout les initiatives, les actions solidaires, responsabiliser les gens, leur donner un maximum d'autonomie, financer les projets locaux de développement et d'aménagement des sols. On en est très loin. Rien ne peut se faire sans qu'un chef quelconque en ait décidé, sous le couvert d'un autre chef, et ainsi de suite, personne à vrai dire ne sait d'où viennent les ordres. La pratique de l'*ibikorwa rusangi* (ou travaux communautaires du samedi) est une parfaite illustration de cet état de fait. L'invention date de Bagaza, alors sous influence chinoise : il s'agissait de mobiliser la population d'une colline ou d'un quartier, de distribuer des houes et pelles aux « volontaires » et de les faire nettoyer une route, creuser un fossé ou planter quelques arbres. Mobutu faisait pareil au Zaïre avec son *salongo* et Habyarimana au Rwanda avec son *umuganda*. Dans tous les cas, il était moins question de développement que de propagande au profit du parti unique. La restauration de cette pratique par le CNDD-

⁸² Op. cit. p.17.

FDD en 2005 n'était donc pas bon signe, elle révélait en fait son regret inexprimé de ne pas être unique... Ce que cet *ibikorwa rusange* a surtout démontré, outre sa totale inefficacité économique, c'est la volonté de toute-puissance du CNDD-FDD. Ces travaux du samedi sont des corvées qui échappent à toute loi sauf celle du parti et de sa pyramide de « chefs ». En somme c'est une forme d'accoutumance à la soumission, soit l'exact contraire de la prise de responsabilité, quand les citoyens décident de leurs besoins et s'organisent pour y pourvoir, avec l'aide d'un Etat qui pourrait alors se dire démocratique.

Encore un mot, tout de même, de la justice à rendre pour les crimes commis tout au long de l'histoire du Burundi indépendant. C'était un enjeu essentiel des négociations d'Arusha, il a tenu une place importante dans l'Accord⁸³. Tous les protagonistes avaient conscience de la nécessité de rouvrir les plaies et de vider l'abcès. Il était impossible de laisser tant d'horreurs impunies. Pour reconstruire le Burundi, il fallait enfin, pour la première et dernière fois, exhumer le passé, l'examiner, dire les faits, nommer les responsables, les juger si possible et sinon les mettre au ban de l'histoire ou de la société. L'Accord prévoyait une Commission d'enquête judiciaire internationale, un Tribunal pénal international et une Commission nationale pour la vérité et la réconciliation, celle-ci un peu sur le modèle de la CVR sud-africaine et celui-là inspiré du TPIR⁸⁴. Rien n'a été fait. En cela, l'Accord d'Arusha n'a jamais été respecté. La commission d'enquête internationale devait se mettre à l'œuvre dès le début de la transition, soit au plus tard en 2002, et le tribunal entrer en action à la suite du rapport de la commission. Quant à la CVR, elle a fini par être créée en 2014, soit quatorze ans après Arusha, à quelques mois des troisièmes élections, et elle vient seulement de se mettre au travail, dans les pires conditions qui soient, alors que le pays a sombré dans la violence et l'a-démocratie. Bref, rien.

Or le problème est crucial. Il s'agit d'un terrible acte manqué, auquel tout le monde a participé : l'ONU et les politiques burundais. Pour ceux-ci, au fond, cette justice tenait de la boîte de Pandore, ils craignaient tous d'y perdre du pouvoir, d'être écartés de la scène à jamais. Pour sortir de la guerre et réussir la transition, il était sans doute nécessaire d'accorder à chacun une « immunité provisoire ». Mais très vite, trop vite, il a suffi de changer une lettre pour passer de l'immunité à l'impunité. La langue française a été en cela d'un excellent recours et le provisoire est vite devenu le définitif. Alors que dire aujourd'hui, avec ce régime installé dans le crime permanent⁸⁵ ?...

Formellement, une demande a été adressée en 2002 au Conseil de sécurité de l'ONU pour que soit menée une enquête internationale sur tous les crimes politiques commis

⁸³ Principalement dans le Protocole I, chapitre II, article 6.

⁸⁴ Tribunal Pénal International pour le Rwanda.

⁸⁵ A cet égard, la toute récente « disparition » du journaliste Jean Bigirimana offre une vue imprenable sur les méthodes du régime. Lire à ce propos Iwacu et notamment la « Lettre à Jean » sur <http://www.iwacu-burundi.org/cher-jean/>

depuis 1962. Bizarrement, le Conseil a laissé traîner les choses jusqu'en 2004, quand il a fini par envoyer une « mission d'évaluation »⁸⁶ à Bujumbura, mais on était alors à quelques mois des premières élections, c'est-à-dire trop tard pour que s'ensuive une enquête sérieuse et efficace. Côté burundais, personne n'a évidemment insisté. Et voilà pourquoi la justice, sous quelque forme que ce soit, est restée aveugle, sourde et muette. Cinquante-quatre ans après l'indépendance, seize ans après Arusha, elle n'est toujours pas rendue. Il faut se poser crûment la question : est-elle encore possible ? Plus le temps passe, plus elle est compromise. Témoins et accusés sont de moins en moins nombreux, les éléments matériels toujours plus ténus et la mémoire se fragilise. Mais je crois que l'éphémère conviction des signataires d'Arusha reste valable. Peut-être Mandela, fort de son expérience, y avait-il puissamment contribué : il savait l'importance de parler, de dénoncer, de reconstituer les faits, de citer les criminels, d'interroger les commanditaires, d'analyser un système de répression et d'injustice institutionnalisées. Il pensait que le Burundi ne pourrait en faire l'économie sans courir le risque d'échouer. Mais la CVR en Afrique du sud a fonctionné de 1996 à 1997, soit juste après l'avènement de la démocratie, et le TPIR a commencé à siéger en 1996, soit deux ans après le génocide rwandais.

J'ignore s'il est vraiment possible, s'il est encore raisonnable de créer une CVR au Burundi, de même qu'un Tribunal pénal international pour le Burundi. En revanche, je crois que la vérité et la justice restent nécessaires. Elles redeviennent même une exigence dans la mesure où le pouvoir ne cesse plus de brandir le passé pour justifier ses pires méfaits. Un passé glauque, opaque, utilisé précisément pour cela, parce que chacun y met et en fait ce qu'il veut. L'obscurité plutôt que la lumière, le mensonge plutôt que la vérité. La criminalité plutôt que la justice : voilà le programme. Il faudra donc s'y remettre, il est illusoire d'essayer de rebâtir une démocratie sans clarifier l'histoire, sans au moins dire, enfin, qui a fait quoi et sans avoir la même lecture du passé. A Arusha, les protagonistes semblaient d'accord pour recourir à un regard extérieur, une enquête impartiale, censée garantir un maximum d'objectivité. L'idée était bonne, mais je pense qu'il faut maintenant parer au plus pressé. Si l'on revient à l'Etat de droit, le plus urgent sera d'ouvrir un grand débat public sur les épisodes les plus sanglants de l'histoire du Burundi indépendant. Dire les faits, établir les responsabilités, en finir avec l'impunité. J'ai conscience de l'énormité de cette exigence, qui est celle d'innombrables Burundais, hutu et tutsi, mais si cela n'est vraiment pas possible, qu'est-ce qui le sera ?

Pour terminer, pourquoi ne pas faire un détour par ce pays voisin, vrai-faux jumeau du Burundi, le Rwanda ? La comparaison est presque irrésistible. Beaucoup d'opposants au pouvoir burundais ne s'en privent pas, présentant le Rwanda comme une sorte de modèle, d'exemple de sécurité et de bien-être, aux antipodes du désastre burundais. Je ne vais pas ici changer de sujet, me plonger dans l'histoire rwandaise ni me lancer dans une analyse poussée du régime établi à Kigali. Mais la comparaison n'est pas inutile, si

⁸⁶ Mission dite Kalomoh, du nom de son chef, et dont le rapport a été communiqué au Conseil de sécurité de l'ONU le 11 mars 2005.

l'on porte un regard d'ensemble sur l'économie et la politique. En gros, l'une connaît des réussites, l'autre beaucoup moins.

Le Rwanda se développe, réduit la pauvreté et les inégalités, sa fiscalité est stricte et sa dépendance financière diminue. De ce point de vue, la comparaison est accablante pour le Burundi, qui stagne tout au fond des classements économiques internationaux alors qu'il partage de nombreux paramètres avec le Rwanda, en termes de ressources, de géographie, de démographie et de sociologie. Une des raisons de cet écart qui ne cesse de se creuser, sa cause principale sans doute, est la corruption : faible au Rwanda, colossale au Burundi. Là elle régresse, ici elle prospère, s'insinue partout, asphyxie tout. Si le Burundi veut prendre la voie du progrès, l'exemple rwandais peut lui servir. Ce qui a marché là-bas peut fonctionner ici, dans un cadre et avec des moyens commensurables : entre Bujumbura et Kigali, la route est moins longue qu'entre Bruxelles et Paris, le modèle est à portée de main.

Politiquement, c'est une autre affaire. La situation est particulièrement pénible pour les dizaines de journalistes burundais, qui avaient fait l'expérience de la liberté dans leur pays et se sont réfugiés au Rwanda après la destruction de leurs médias : ils se retrouvent dans un pays où la liberté de la presse n'existe pas. Ils se sont battus pour la démocratie, continuent de lui proclamer leur attachement, mais ils sont les hôtes d'un pays qui n'est pas démocratique. Ceux d'entre eux qui s'expriment encore évitent le sujet. Ils persistent à lutter contre le troisième mandat de Nkurunziza mais se taisent sur le troisième mandat que s'apprête à faire Kagame. Certes, celui-ci s'y est pris beaucoup plus habilement que celui-là pour se maintenir au pouvoir, il a fait changer la constitution, il se fera élire sans drame et sans forte opposition, mais c'est bien l'a-démocratie qui caractérise les deux régimes. De ce point de vue, les jumeaux se ressemblent.

La comparaison est donc utile quand on s'intéresse à l'avenir du Burundi. C'est ici qu'il y a urgence, le Rwanda peut attendre et son avenir appartient aux Rwandais. Il faut espérer que le Burundi rêvé se développe comme son voisin en montre la possibilité, mais sans renoncer pour autant à la liberté et à la démocratie. Les citoyens burundais en ont décidé ainsi, après une longue guerre fratricide, en votant massivement la constitution de 2005, en puisant dans leur histoire les leçons de justice et d'intelligence qui ont éclairé leur destin. Ce fut chaque fois comme une fracture, une fulgurance, mais le souvenir de ces bonheurs entrevus est resté gravé en chacun. Qui les ranimera et les fera vivre enfin ? Cette question n'est pas sans réponses. Ce « qui » ne sera pas une personne, ni un parti, ni une armée, il sera pluriel ; comme l'a dit Achille Mbembe que je cite encore une fois : « La construction du commun est inséparable de la réinvention de la communauté »⁸⁷. Laissons enfin les grands mots, comme rêves et bonheurs, et soyons plus trivial : il n'y a pas de démocratie sans Etat, mais celui-ci ne fabrique pas du

⁸⁷ *Critique de la raison nègre*, op.cit. p.262.

bonheur, ce n'est pas son rôle, au contraire même. On ne lui demande finalement qu'une chose : la paix. Après quoi, tout devient possible.

Un ami me cite Aragon⁸⁸, je me souviens que Ferrat a chanté *J'entends, j'entends* et j'y perçois soudain l'écho de cette histoire, de notre histoire entremêlée :

Votre enfer est pourtant le mien
Nous vivons sous le même règne
Et lorsque vous saignez je saigne
Et je meurs dans vos mêmes liens
Quelle heure est-il quel temps fait-il
J'aurais tant aimé cependant
Gagner pour vous pour moi perdant
Avoir été peut-être utile
C'est un rêve modeste et fou
Il aurait mieux valu le taire
Vous me mettez avec en terre
Comme une étoile au fond d'un trou

⁸⁸ *Les poètes*, NRF, 1960.